

correspondance de presse internationale

inprecor

Philippines

Le PCP menace les mouvements progressistes et révolutionnaires



Alex Callinicos et Gilbert Achcar débattent

des élections irakiennes, du mouvement antiguerre et de la stratégie de la résistance

- Brésil : Crise du Parti des travailleurs et divisions de la gauche
- Italie : La troisième phase de Rifondazione comunista
- Venezuela : Hugo Chavez au Forum social mondial

Inprecor sur le web !

Vous pouvez consulter *Inprecor* sur son site réalisé par nos camarades québécois :

<http://www.inprecor.org>

Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Editée par la PECI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

Tél. : 33/0 1 49 28 54 88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant : Jan Malewski.

Rédaction : J. Malewski, J.-M. Krivine
Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France.

Diffusé dans les librairies par
DIF' POP' SARL, 21^{ème} rue Voltaire,
75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

Brésil

Crise du Parti des travailleurs et divisions de la gauche
Manifeste « Moment de rupture »
« Lettre aux pétistes »
Les (faibles) arguments de la gauche gouvernementaliste

Jan Malewski 3
Document 3
Document 4
João Machado 6

Venezuela

Hugo Chavez au Forum social mondial

Édouard Diago 11

Internationalisme

II^e Rencontre internationale des partis radicaux

Pierre Rousset 12

Philippines

Déclaration de solidarité II^e Rencontre internationale des partis radicaux 12
L'urgence de la solidarité Inprecor 13
Solidarité avec les mouvements progressistes et révolutionnaires menacés par la PCP
Une nouvelle Lettre d'Alarme Pierre Rousset 13
Déclaration d'urgence au sein du FSM Document 19

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

Portugal : Victoire historique du Bloc de gauche Communiqué 20
Danemark : Le gouvernement de droite reconduit sur fond de polarisation Aage Skovrind 20

Italie

La troisième phase de Rifondazione comunista Salvatore Cannavò 21

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

France/Côte d'Ivoire : La LCR pour le retrait des troupes françaises et contre la politique xénophobe de Gbagbo Alain Mathieu 25
Déclaration d'Olivier Besancenot Document 25
Allemagne : Un forum social à Erfurt mis en chantier Angela Klein 26
Ukraine : Quelle « révolution » ? (extraits) Roman Kondakov 26

Irak : un débat sur les élections, le mouvement antiguerre et la stratégie de la résistance

1. Lettre ouverte à Gilbert Achcar Alex Callinicos 27
2. Réponse à Alex Callinicos Gilbert Achcar 29
3. Réponse à Gilbert Achcar Alex Callinicos 32
4. Seconde réponse à Alex Callinicos Gilbert Achcar 35

inprecor en équilibre... instable !

Selon nos premières estimations *Inprecor* a terminé l'année 2004 en retrouvant un équilibre financier. Cependant, cela n'a été possible que du fait de l'effort exceptionnel de souscription (7 509,02 euros collectés au cours de l'année !). Et si certains d'entre vous ont entendu l'appel d'*Inprecor* et ont pris un second, et parfois même plusieurs abonnements pour la diffusion (à prix réduit, voir ci-dessous)... nous n'avons pas atteint le nombre d'abonné(e)s qui garanti l'équilibre.

Pour survivre donc, *Inprecor* est toujours contraint à faire appel à vos dons. Et si chacune et chacun d'entre vous prenait un abonnement pour la diffusion ? *Inprecor* serait sorti d'affaire !

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM - Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) ☐ 55 EUR (1 an) ☐
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) ☐ 71 EUR (1 an) ☐
- Pli fermé 48 EUR (6 mois) ☐ 90 EUR (1 an) ☐
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois) ☐
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an) ☐
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an) ☐
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois) ☐
- Lecteurs solidaires (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR) ☐
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR) ☐

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail :

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

● Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECI", CCP n° 3.900.41 N Paris, France.

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous : prenez un abonnement à prix réduit et vendez cet exemplaire supplémentaire autour de vous !

Crise du Parti des travailleurs et divisions de la gauche

Par
Jan Malewski*

Après l'exclusion en décembre 2003 de la sénatrice Heloísa Helena et des trois députés qui avaient voté contre la réforme des retraites, le Parti des travailleurs (PT) a déjà connu le départ de centaines de militants de sa gauche, dont un grand nombre ont fondé en juin 2004 le Parti du socialisme et de la liberté (PSoL). A l'occasion du Ve Forum social mondial à Porto Alegre en janvier 2005 la crise au sein du PT a rebondi de nouveau, mettant une nouvelle fois en évidence les divisions de ses militants de gauche, qui, s'ils partagent une critique générale de la politique menée depuis deux ans par le gouvernement Lula, en tirent des conclu-

sions militantes différentes.

Dès avant le FSM, en décembre 2004, une réunion de la gauche du PT s'était tenue à São Paulo à l'initiative des deux tendances principales et historiques de gauche : Démocratie socialiste (DS) et Articulation de gauche (AE). Cette gauche du parti regroupe des militants qui, tout en critiquant la politique gouvernementale ainsi que la soumission du parti au gouvernement, considèrent que leur combat se situe à l'intérieur du PT et de son gouvernement. Ces militants, rejoints par d'autres courants internes du PT, ont rendu publique une « lettre aux pétistes », largement diffusée durant le FSM et ont organisé un débat entre militants du parti sur les alternatives économiques (1).

Deux autres initiatives ont eu un impor-

tant impact médiatique durant le FSM.

Plus de cent militants historiques du PT ont rendu public le manifeste « *Moment de rupture* », appelant les militants du parti à une manifestation collective de désaffiliation (cf. ci contre). Ce manifeste, initié par l'économiste Plínio de Arruda Sampaio Jr., fondateur du PT et « militant historique légendaire » selon la presse, ainsi que par Jorge Luís Martins, membre de la commission exécutive nationale de la CUT, a été signé par des intellectuels, des dirigeants syndicaux et des organisations de gauche et des mouvements sociaux liés à la théologie de la libération. Ils ont annoncé qu'ils s'attendaient à ce que 400 à 500 militants du PT les rejoignent au cours des semaines suivantes. Interrogé par la presse, Jorge Martins a expliqué que durant les deux dernières années, le groupe pensait pouvoir infléchir la politique gouvernementale vers la gauche, « mais nous avons perdu toutes les batailles ». « La réforme des retraites impose plus de sacrifices aux travailleurs, la loi sur les faillites a mis fin au risque des capitalistes et l'excédent budgétaire élevé prive le gouvernement de la capacité d'investir ». D'autres initiatives, telle la réforme du travail, sont des signes « plus qu'évidents » que le gouvernement Lula approfondit le modèle mis en œuvre par l'ex-président Fernando Henrique Cardoso (FHC), conclut Jorge Martins. Pour Sampaio Jr. le parti a « sombré de manière irréversible » après son arrivée aux affaires. « La démocratie interne [au sein du PT] ne fonctionne pas, la lutte est vaine », dit-il. Interrogé sur les perspectives de son regroupement, Sampaio Jr. a affirmé qu'il prétend lutter pour « l'unité des gauches » et qu'il ne compte pas adopter à court terme une attitude partisane, bien qu'il se sente proche du nouveau PSoL. Certains des signataires de ce manifeste, généralement militants de la Tendance Démocratie socialis-

Document

Manifeste « *Moment de rupture* »

Cela a-t-il valu la peine ? Tout vaut la peine si l'âme n'est pas petite.

Camarade pétiste,

1. Si tu trouves qu'il est devenu suffisamment évident que le PT a cessé d'être un instrument de transformation sociale pour devenir un instrument du maintien du statu quo ;
2. Si tu n'as plus besoin de preuves que le PT a cessé d'être un parti qui défend les intérêts des travailleurs pour se convertir en un parti de plus en plus soumis au capital ;
3. Si tu crois que le gouvernement Lula ne connaît pas de querelles car il a déjà choisi son camp et se trouve totalement subordonné à la politique économique dictée par le FMI ;
4. Si tu as la certitude que le PT n'est pas en effervescence parce que l'absence totale de démocratie interne et son état avancé de dégénérescence politique et morale ne peuvent plus lui permettre aujourd'hui de récupérer ;
5. Si tu es convaincu que la pratique du PT n'a plus de rapports avec les valeurs d'une éthique socialiste ;
6. Si tu es conscient des effets désastreux de l'impérialisme pour les peuples du monde ;
7. Si tu n'as pas adhéré à la thèse de la « fin de l'Histoire » et de la « pensée unique » et que tu crois encore qu'« un autre monde est possible » ;
8. Si tu crois encore au socialisme ;
9. Si tu sais qu'en tant que pétiste tu as des responsabilités envers les travailleurs du Brésil et du monde pour mettre fin à la farce d'un gouvernement faussement de gauche ;
10. Si tu ressens l'obligation morale de manifester ton opposition frontale à l'évolution ultraconservatrice de la direction pétiste et du gouvernement Lula ;
11. Si tu crois que l'expérience de construction du PT n'a pas été une perte de temps et que tu continues à être convaincu qu'il faut lutter pour la construction d'une société juste et démocratique ;
12. Si tu n'as pas baissé les bras et que tu es toujours disposé à dépasser les limites qui ont fait succomber le PT aux tentations de l'ordre bourgeois ;
13. Si tu ne ressens plus maintenant l'orgueil d'être pétiste ;

L'heure de dire « ça suffit ! » est arrivée.

Nous invitons tous ceux qui sont disposés à organiser une manifestation collective de sortie du PT à se réunir le samedi 29 janvier à 17 h. devant le 510 Rue Luís Alfonso, dans la Ville Basse, où nous annoncerons ensemble la fin d'un cycle de luttes et le début d'un chemin nouveau.

* Jan Malewski est rédacteur d'*Inprecor* et membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

1. Cf. la « *Lettre aux pétistes* » en pp. 4 à 6 de ce n° d'*Inprecor* et une critique de cette orientation par un dirigeant du PSoL en pp. 6 à 10.

te, ont cependant déjà rejoint le PSOL.

En même temps, plus de 350 militants indépendants ou liés aux tendances Articulation de gauche, Forum socialiste et Mouvement d'unité socialiste venant de l'ensemble du pays ont rendu public un manifeste annonçant qu'ils se considèrent en « dissidence » au sein du PT et constituent une « fraction publique ».

« L'objectif [du PT] consistait à accumuler des forces pour établir un gouvernement démocratique et populaire de caractère anti-monopoliste, anti-impérialiste et anti-latifundiste » peut-on lire dans leur manifeste. « Ce gouvernement devait appliquer des réformes profondes, visant à satisfaire les intérêts et les besoins de la grande majorité de la population, rendant possible une rupture révolutionnaire et le début de la construction socialiste, notre objectif stratégique. Des déformations profondes se sont accumulées au cours des années. Peu à peu la lutte pour des espaces dans l'appareil d'État est devenue beaucoup plus essentielle que l'organisation des luttes sociales et ouvrières directes. Les militants sociaux ont été absorbés par les machines partidaires, d'administration des espaces gouvernementaux, par le parlement et même par une institutionnalisation des syndicats qui a fini par transformer ce qui était une tactique en un objectif stratégique en soi. (...) L'élection de Lula en 2002 fut le point culminant du projet stratégique du PT — arriver au gouvernement fédéral pour réaliser les réformes démocratico-populaires — et le point culminant de son inflexion conservatrice qui a transformé la gouvernabilité et la possibilité de se maintenir dans l'espace occupé en une fin en soi. Arrivant au pouvoir avec un programme ambigu, qui promettait des changements au peuple et le maintien des contrats aux marchés, Lula s'est senti assez fort pour assurer la continuité de la politique économique de FHC dans une conjoncture de déclin des luttes populaires. Cette attitude a donné un nouveau souffle au néolibéralisme au Brésil. Le gouvernement Chavez, au Venezuela, qui ne pouvait s'appuyer que sur une organisation populaire beaucoup moins forte que celle existant au Brésil, a montré qu'il était possible d'affronter l'impérialisme et les classes dominantes. »

Ce groupe, rejoint par l'ex-député de la Constituante, Plínio de Arruda Sampaio (le père du précédent et également fondateur du PT), annonce qu'il ne respectera plus la discipline du parti, s'opposera « radicalement aux politiques du gouvernement Lula qui attaquent les droits des travailleurs (telles

2. L'étoile est le symbole du Parti des travailleurs.

les réformes syndicales, du travail et universitaires) » et qu'il décidera s'il quitte le parti ou non lors d'une réunion nationale en juillet prochain.

Enfin, dans un texte intitulé « L'étoile (3) ne brille plus jamais » 50 militantes et militants de la Tendance Démocratie socialiste annoncent qu'ils quittent le Parti des travailleurs et rejoignent le PSOL. Selon eux, « le PT n'est plus un parti socialiste », c'est un « parti dominé par la bureaucratie et par la corruption » et il « ne représente plus les mouvements sociaux », s'étant « transformé en un parti électoral et institutionnel » qui est « une courroie de transmission du gouvernement Lula ». Ils considèrent que « la

gauche pétiste se limite à être une aile "authentique" du parti, que son appartenance au PT est seulement un facteur de confusion pour les travailleurs et les mouvements sociaux » et que le « PT ne sera plus jamais ce qu'il a été au cours de la décennie 1980 ». « Nous sommes sortis du PT et nous restons au sein de Démocratie socialiste, car nous n'accepterons jamais de mélanger des choses si différentes » — écrivent-ils en conclusion de leur long texte et ils ajoutent : « Nous continuons la DS, luttant pour la reconstruire en tant que courant dépositaire des traditions et de l'héritage programmatique de la Quatrième [Internationale] ». ■

23 février 2005

Document*

« Lettre aux pétistes »

La gauche du PT trace l'affrontement contre le néolibéralisme

1. Notre parti est l'héritier et le protagoniste des grandes luttes du peuple brésilien, pour les libertés démocratiques, pour la souveraineté nationale et pour l'égalité sociale. C'est dans ces conditions que nous avons organisé et aidé à construire les grands mouvements et les luttes politico-sociales, que nous avons affronté les élections et que nous exerçons nos mandats législatif et exécutif. Et, pour la première fois dans l'histoire, nous avons fait élire le Président de la République. Cette histoire et ces traits ne sont cependant pas indélébiles et ne se produisent pas naturellement.

2. Le gouvernement fédéral dirigé par le camarade Lula agit dans des conditions très difficiles. Il faudra beaucoup de temps et de conflits pour dépasser les dégâts laissés par une décennie d'hégémonie néolibérale et deux décennies de dictature militaire. Il faudra une grande fermeté stratégique et une flexibilité tactique pour survivre et s'opposer aux menaces de l'impérialisme nord-américain. Il faudra de nombreuses luttes politiques et idéologiques pour modifier le rapport des forces encore favorable au conservatisme et au continuisme. Il faudra de grandes capacités politiques, administratives et techniques pour faire face aux difficultés inhérentes au gouvernement d'un pays comme le Brésil.

3. Nous sommes de ceux qui luttent pour le succès du gouvernement Lula, dans la voie des transformations économiques et sociales, politiques et culturelles, pour mettre en échec l'hégémonie encore dominante du

néolibéralisme, pour empêcher le retour — au pouvoir exécutif central — des forces qui ont été défaites lors des élections de 2002 et qui gardent encore d'importants espaces dans notre gouvernement fédéral. Pour cela nous devons avoir conscience de l'urgence de l'heure. L'enjeu des élections de 2006 sera la destinée du Brésil et du PT, au moins pour les prochaines décennies.

4. Nous voulons remporter les élections de 2006 ce qui est plus que de réélire le Président de la République. Nous voulons que cette victoire soit le produit non de la peur d'un retour de la droite, mais de l'espoir et de l'appui enthousiaste du peuple à un gouvernement qui aura réussi à réaffirmer notre souveraineté nationale, qui aura élargi les libertés démocratiques, et qui aura fait de grands pas en direction de l'égalité sociale. Pour que cela puisse arriver, l'année 2005 doit différer des années 2003 et 2004. Elle doit être différente non seulement sur le terrain des réalisations administratives — bien que celles-ci soient fondamentales — mais surtout sur le terrain de la grande politique, des grandes batailles de projets, d'une forte confrontation idéologique.

5. C'est sur ce terrain que nous avons connu la défaite lors des élections de 2004. Cela ne signifie pas qu'il y ait eu un jugement direct, clair et sans équivoque du Gouvernement Fédéral, car le processus fut également marqué par l'hétérogénéité et par le poids des rapports de forces locaux et régionaux. Néanmoins le caractère national appa-



raît avec force car les résultats de 2004 comptent, sans faille, en tant qu'accumulation pour l'affrontement des projets et aussi pour la prochaine confrontation électorale nationale.

6. Dans toutes les élections qu'il a disputées, de 1982 à 2002, notre Parti a toujours combiné les propositions immédiates avec ces projets à moyen et long terme. Au cours de la décennie passée — et jusqu'à l'élection présidentielle de 2002 — cela s'est traduit par l'opposition entre le programme démocratique et populaire opposé au programme néolibéral. Dans la campagne de 2004 cette opposition a perdu de sa force. Résultat : nous avons été sur la défensive face à l'opposition du centre-droite qui — surtout lors du second tour des élections municipales — a réalisé une grande offensive politico-idéologique contre notre Parti. Il est impossible de dissocier ce fait des ajournements successifs et des frustrations des attentes d'un changement réel des conditions de vie et de travail de notre peuple.

7. Le principal « héritage maudit » que nous avons reçu des huit années du gouvernement fédéral dirigé par le PSDB c'est le pouvoir démesuré et la politique mise en œuvre par le Ministère des Finances et la Banque Centrale, imposant au pays, aux travailleurs, au peuple, aux secteurs des petits et moyens entrepreneurs ainsi qu'au gouvernement lui-même une courte laisse qui empêche la croissance vertueuse du marché intérieur, bloque la distribution du revenu et le dépassement des inégalités historiques, stoppe l'augmentation du salaire réel et des retraites, interdit l'exécution des programmes stratégiques du gouvernement et favorise le secteur financier. Les taux d'intérêt élevés — qui ont encore été augmentés —, les indéfendables excédents budgétaires, la soumission au capital financier et aux exigences des marchés (lire : aux intérêts spéculatifs) garrottent la

nation brésilienne. Il faut une autre voie, un autre modèle économique et social, totalement distinct de celui que recommande le FMI.

8. Nous n'avons jamais nourri l'illusion que le changement du modèle économique et social, la mise en échec du capital financier et latifundiaire maintenant appelé avec fantaisie « agro-négoce » — les forces sociales qui hégémonisent encore aujourd'hui l'économie brésilienne — serait rapide et facile. La majorité de la classe travailleuse en a certainement conscience. Mais sans signes de changement et en transformant le vice en vertu nous allons donner des arguments à ceux qui disent qu'il n'y a pas d'alternative au néolibéralisme.

9. Il y a beaucoup de leçons à tirer des événements de 2003 et 2004, en particulier de ceux qui ont été éclairés par les résultats des élections. Ces leçons concernent l'importance décisive du militantisme partidaire, la nécessité de reconstruire nos relations avec les mouvements sociaux (et d'aider à reconstruire les mouvements eux-mêmes), les préjudices liés aux alliances surprenantes réalisés par le gouvernement au sein du Congrès National, la nécessaire autonomie du Parti par rapport au gouvernement. En particulier le PT doit combiner sa condition de principal appui au gouvernement et celle d'aile gauche de la coalition qui a élu et qui soutient le gouvernement Lula. Notre Parti ne peut se transformer en courroie de transmission de toutes les décisions et options de l'administration car, si cela devait arriver, il n'y aurait plus de combattants pour modifier le rapport des forces qui étouffe le secteur progressiste de notre propre gouvernement.

10. Pour mettre en échec le PSDB, la vieille et la nouvelle droite, le grand capital et ses alliés nationaux et internationaux, il faut un changement de l'orientation

suivie par notre Parti et notre gouvernement. Cela implique :

- Réaffirmer le rôle du PT comme pôle de gauche de la société brésilienne, protagoniste de la lutte pour le socialisme, pour un programme démocratique et populaire, pour les changements qui nous ont fait remporter les élections de 2002.
- Changer la politique économique qui étouffe la croissance et surtout empêche les changements sociaux dont notre pays a besoin. D'ailleurs, ce qui est encore plus important que la croissance ou non du PIB, la participation du travail dans le revenu national s'amoindrit, y compris en 2003.
- L'adoption des mécanismes de démocratie directe qui puisse garantir une plus large participation populaire dans les orientations du gouvernement Lula.
- Que la relation entre notre Exécutif et sa base au sein du Congrès soit fondée sur un autre principe que le « donnant-donnant » physiologique, qui a caractérisé la politique institutionnelle dans notre pays.
- Le sauvetage du patrimoine éthique de notre Parti avec le ferme rejet de toutes les pratiques lésant le trésor et la moralité publics.

* La « Lettre au pétistes » est issue des discussions du 6 décembre 2004 à São Paulo, lors de la seconde rencontre de la gauche du Parti des travailleurs (PT), qui s'est tenue à l'initiative des tendances Démocratie Socialiste (DS, qui regroupe au sein du PT les militants qui s'identifient à la IV^e Internationale) et Articulation de gauche (AE). Elle a été signée à l'origine par les tendances et regroupements suivants de militants du PT : Articulação de Esquerda (AE), Democracia Socialista (DS), Alternativa Socialista, Construção : Socialismo e Democracia, Esquerda Democrática, Movimento Socialista Cabano, Tendência Marxista, ainsi que par la députée de l'État de Ceará Íris Tavares, le député du district Chico Leite, le député fédéral Chico Alencar, Maria de Fátima Braga (Resende, État de Rio de Janeiro), Sonia Rejane da Silva (Resende), Zélia Franklin (Ceará). Traduit de *Democracia Socialista* n° 11 de janvier-février 2005 par J.M.

● La reprise du dialogue du gouvernement avec les mouvements sociaux dans la perspective d'entendre leurs revendications les plus pressantes et les plus justes.

● Finalement, la restauration de la combativité politique. La combativité politique est possible seulement si nous sommes capables de motiver, d'impliquer et d'émouvoir les millions de Brésiliens et de Brésiliennes qui trouvaient toujours dans le PT un soutien efficace des luttes populaires, qui voyaient et veulent continuer à voir dans le PT un instrument du changement social.

11. Ce sont ces grands engagements qui doivent guider le Parti dans la composition de nouveaux exécutifs, là où nous avons été élus ; dans l'action oppositionnelle, là où nous avons été défaits ; dans nos rapports avec les mouvements sociaux et les bases du parti ; dans le Forum social mondial et dans les commémorations du vingt-cinquième anniversaire de la fondation du Parti des travailleurs ; face au gouvernement fédéral et dans le processus d'élection des nouvelles directions du parti.

Le changement d'orientation générale, du Parti et du gouvernement, est la meilleure voie pour défaire l'opposition de droite, dirigée par le PSDB, qui consacrera les deux prochaines années à un seul objectif : articuler un bloc politico-électoral, avec l'appui du pouvoir économique et des grandes moyens de communication, qui serait capable de nous battre lors des prochaines élections présidentielles.

12. Le Forum social mondial et le Jubilé d'argent du PT sont les moments appropriés pour débattre avec l'ensemble de la gauche, brésilienne et internationale, sur ces changements nécessaires dans l'orientation du Parti et du gouvernement.

Le PT n'a aucun intérêt à interdire le débat, en particulier à propos du modèle économique que nous avons et de celui que nous voulons. La discussion franche et ouverte de toutes les divergences est essentielle car elle seule construira la force et l'unité nécessaires pour imposer une défaite à l'opposition de droite. Seul un tel débat pourra permettre également d'établir un calendrier minimal capable d'enregistrer les engagements de changement qui ont animé le peuple brésilien et permis l'élection de Lula en 2002. Un tel calendrier minimal devrait inclure l'élargissement de la démocratie, la participation populaire, la réforme agraire, la réduction des taux d'intérêt et l'accroissement des investissements publics.

2005 — année sans élections — sera aussi un moment adéquat pour que le PT réalise la grande journée de formation des nouveaux militants. La campagne électorale a attiré au

PT un grand nombre de sympathisants, de soutiens et de nouveaux militants, qui nous appuient moins à cause de notre programme qu'à cause des réalisations concrètes de nos gouvernements et de nos parlementaires. D'autre part, il est impossible de rester indifférents devant un phénomène marquant dans la dernière période : la perte de l'essentiel de l'esprit militant dans de nombreux points du pays et la croissance de l'apathie sociale.

13. Finalement, au cours du second semestre de 2005 aura lieu l'élection des nouvelles directions du Parti. Nous y défendrons un parti de la société, vivant, attaché aux aspirations des travailleurs, et non un parti étatique, instrument passif du pouvoir dominant, intégré dans les « machines » administratives, avec sa logique continuiste. Nous redonnerons vie, également, à nos engagements historiques et programmatiques pour dépasser la dépendance extérieure, pour distribuer le revenu et la richesse, pour élever la conscience politique de notre peuple et pour rejeter les pratiques partidaires manipulatoires et corrompues, dont nous nous sommes toujours différenciés.

Nous défendrons l'autonomie du Parti face aux exécutifs, à commencer par le gouvernement fédéral, dont nous sommes solidaires. Sans une nouvelle attitude et de nouvelles procédures du Parti, le changement vers un nouveau modèle économique, politique et social ne commencera pas. Et sans ce changement, nous échouerons à réaliser notre principal objectif qui nous conduit à lutter et à conquérir la Présidence de la République.

Il s'agit là de quelques idées débattues lors du séminaire réalisé le 6 décembre 2004. Elles serviront de fondement pour tenter de consolider au cours du premier semestre 2005 l'unité des tendances nationales, des groupes régionaux, des parlementaires, des dirigeants de gouvernements et de mouvements sociaux qui ont participé à ce débat ou qui partagent ces idées — unité dans la lutte sociale, dans l'action du gouvernement, dans l'activité parlementaire et autour d'une liste commune de candidatures à la présidence du Parti et à la direction nationale, comme aux directions étatiques et municipales.

Dans ce sens, les participants à ce séminaire réaliseront — en janvier 2005, au cours du Forum social mondial — une nouvelle rencontre, consacrée cette fois à notre politique économique alternative. Également au cours du FSM, nous organiserons une grande réunion publique, pour débattre de l'avenir du Brésil et du Parti des travailleurs. Des séminaires et des réunions publiques de même nature seront réalisés dans tous les États et villes du pays. ■

Par

João Machado*

Cet article traite des difficultés de la « gauche gouvernementaliste » pour justifier ses positions. Nous utilisons ici le terme « gauche » pour désigner les secteurs qui se guident encore, du moins dans leur discours, par un projet socialiste. Nous ne désignons donc pas de cette façon ni les secteurs dirigeants du « camp majoritaire » du Parti des travailleurs (PT), ni ceux qui ne voient pas de problèmes majeurs dans l'orientation du gouvernement Lula.

Nous appelons ainsi « gauche gouvernementaliste » les secteurs qui formulent des critiques importantes au gouvernement Lula tout en continuant à le défendre, qui, lorsqu'ils le peuvent, participent à ce gouvernement et qui se préparent à le soutenir lors des élections de 2006. Ce terme ne s'applique donc pas à tous ceux qui restent encore au sein du PT ou au sein d'autres partis tels le Parti communiste du Brésil (PCdoB).

Nous analyserons donc ici les arguments utilisés pour justifier la participation au gouvernement Lula et non ceux employés pour justifier la participation au Parti des travailleurs (ou au PCdoB), à l'exception de ceux qui justifient l'appartenance à ces partis pour défendre la participation gouvernementale. Nous ne formulerons donc ici aucune critique à ceux qui défendent l'appartenance au PT ou au PCdoB sans en déduire la défense du gouvernement Lula.

Le renforcement du caractère social-libéral du gouvernement Lula

Entré dans la troisième année de son mandat, le gouvernement Lula ne permet plus de douter de son orientation générale sociale-libérale et donc conservatrice. Trois processus liés, toujours en cours, viennent confirmer et consolider cette caractéristique.

Il s'agit, en premier lieu, du renforcement de la position du ministre des finances Palocci et de tous les secteurs explicitement néolibéraux du gouvernement. Ces secteurs ont été favorisés dans le débat interne au gouvernement par l'expansion de l'économie brésilienne en 2004.

Il est vrai que cette expansion n'est pas suffisante pour augmenter de manière substantielle le niveau de l'emploi : elle a en fait permis d'éponger l'accroissement du chômage au cours de l'année 2003, laissant ainsi le gouvernement Lula au niveau zéro dans ce domaine, où il avait promis la création de dix millions d'emplois nouveaux. Et cette expansion n'a nullement permis de

Les (faibles) arguments de la gauche gouvernementaliste

commencer à renverser l'énorme concentration des revenus.

Il est aussi vrai que l'explication fondamentale de l'expansion n'est nullement qu'elle est le résultat de la politique de Palocci : l'année 2004 a été une année de croissance importante de l'économie mondiale et en particulier de celle des pays dits « émergents ». Le Brésil fut d'ailleurs parmi les pays « émergents » qui en ont le moins profité. Et plus significatif encore : les pays de l'Amérique latine qui ont adopté des politiques économiques beaucoup moins soumises que le Brésil, comme le Venezuela ou l'Argentine, ont connu une croissance plus forte.

Il est vrai finalement que la politique économique mise en pratique a déjà commencé à freiner l'expansion : la hausse des taux d'intérêt et celle du taux de change du Real ont déjà commencé à faire apparaître leurs effets négatifs (depuis septembre 2004 l'industrie ne connaît plus de croissance) et les perspectives pour 2005 sont celles du renversement de la tendance, indépendamment de la conjoncture internationale.

Rien de cela ne préoccupe Lula et son gouvernement : les résultats économiques très modestes sont vendus comme une preuve du génie du ministre Palocci et des autres néolibéraux déclarés qui mettent en œuvre la politique économique.

Le deuxième processus en cours c'est l'envasement des politiques qui peuvent (ou pouvaient) être présentées comme rompant avec le cadre général.

Depuis le début de ce gouvernement le secteur qui se distinguait le plus de son orientation générale néolibérale était celui des relations internationales. Il ne s'est jamais agi d'une rupture complète, car une partie de la politique extérieure du Brésil est conduite par les Finances et par la Banque centrale. Néanmoins c'est un fait qu'ltamaraty (ministère des relations extérieures) a résisté (et, semble-t-il, résiste encore) à la Zone du libre échange des Amériques (ZLÉA), au moins dans la version états-unienne du projet, qu'il s'est opposé aux pays impérialistes lors de la réunion interministérielle de l'OMC à Cancun en 2003, etc.

Mais au cours des derniers mois les

signes négatifs se sont multipliés y compris dans ce secteur. Dans les négociations de l'OMC le Brésil a adopté une position de collaboration avec les États-Unis (1). Dans les négociations du Mercosur avec l'Union européenne — qui heureusement n'ont pas abouti à un accord — la diplomatie brésilienne a adopté une démarche de collaboration avec les États-Unis, acceptant des mesures qu'elle avait refusées dans le cadre des discussions sur la ZLÉA (2).

Cela dit, l'action de la politique étrangère la plus négative du gouvernement Lula c'est le maintien des troupes brésiliennes à Haïti, en étroite collaboration avec le gouvernement des États-Unis.

Le troisième processus négatif en cours concerne les changements déjà réalisés ou annoncés dans la composition du gouvernement — toutes pour le pire.

Le départ de Carlos Lessa de la présidence de la Banque nationale du développement économique et social (3) signifie la suppression de l'unique foyer de résistance à la politique néolibérale au sein du pôle économique du gouvernement (les autres personnalités gouvernementales de ce secteur, qui n'étaient pas ou ne paraissaient pas être néolibérales comme l'ex-ministre et actuel président de la BNDES, Mantega, se sont déjà soumis, largement, à l'orientation fondamentalement néolibérale de la politique économique).

D'autres membres du gouvernement plus réticents au néolibéralisme ou aux politiques conservatrices en général, ont aussi quitté le gouvernement. Un départ aussi

significatif que celui de l'économiste Lessa est attendu : celui de Marina Silva, ministre de l'environnement, qui a accumulé les défaites dans sa lutte visant à faire respecter au gouvernement Lula ses engagements écologiques (elle a montré les signes qu'elle ne résistera plus ; si elle reste ministre elle apparaîtra comme complètement démoralisée aux yeux des secteurs environnements).

Finalement, la réforme ministérielle annoncée, qui devra être mise en œuvre prochainement, devrait renforcer le poids des secteurs conservateurs au gouvernement, y compris par l'entrée en son sein du parti brésilien le plus droitier, le « *Parti progressiste* » (PP) de Paulo Maluf.

Pour conclure ce chapitre, notons qu'il est chaque jour plus difficile de se cacher le fait que le gouvernement Lula est un gouvernement conservateur, occupant le même espace politique que celui de son prédécesseur Fernando Henrique Cardoso (FHC). Pour éviter tout malentendu : cela n'implique pas que le gouvernement de Lula soit strictement identique à celui de FHC, mais les différences entre les deux sont relativement secondaires et il appartient au même camp politique que le gouvernement antérieur, défendant, pour l'essentiel, les mêmes intérêts de classe.

Les arguments initiaux de la gauche gouvernementaliste

Le caractère globalement conservateur, social-libéral, du gouvernement Lula était clair avant même qu'il ne prenne ses fon-

* João Machado est un des fondateurs du Parti des travailleurs (PT), dont il a été longtemps un dirigeant national. Il est également un des fondateurs de la Tendance Démocratie socialiste et membre du Comité international de la IV^e Internationale. Après l'expulsion du PT de la sénatrice Heloísa Helena (également membre du Comité International de la IV^e Internationale) et des députés fédéraux Babá, João Fontes et Luciana Genro, il a quitté le PT pour s'atteler à la construction du Parti du Socialisme et de la Liberté (PSOL).

1. Comme cela a été bien analysé dans l'article de Walden Bello et de Aileen Kwa « *Diviser pour régner* », reproduit au Brésil par l'hebdomadaire *Fato* n° 80, du 9 au 15 septembre 2004.

2. Voir, par exemple, la documentation de l'*Agência Carta Maior* de 16 septembre 2004, « *Quem ganha e quem perde com o acordo Mercosul — União Européia* » (« *Qui gagne et qui perd avec l'accord Mercosur-UE* »).

3. La BNDES était censée financer le développement, mais sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso elle a surtout financé les

privatisations. Carlos Lessa avait commencé la réorganisation de la BNDES pour lui rendre sa fonction originelle, devenant ainsi la cible des secteurs les plus liés au capital financier (dont le ministre des finances, Palocci). Il semble que le nouveau président, Guido Mantega, veuille que la BNDES serve en premier lieu à financer le partenariat public-privé (PPP), une forme de privatisation honteuse inspirée des premières mesures de Margaret Thatcher, qui est actuellement une des priorités du gouvernement Lula.

tions — au moins depuis l'annonce de sa composition, lorsqu'est apparue la place prise par l'équipe tucano-néolibérale (4) de la Banque centrale et la forte présence au Ministère des Finances des gens ayant le même profil.

Néanmoins la très grande partie de la gauche brésilienne n'était pas préparée pour aboutir à cette conclusion. Ce n'était même pas le cas de cette gauche, qui était encore guidée par un projet socialiste (une grande partie de la gauche brésilienne, et en particulier la direction du « *camp majoritaire* » du PT, avait abandonné la perspective socialiste à proprement parler il y a déjà longtemps).

Pour la gauche qui ne voulait pas ou qui n'était pas prête à conclure ce que la réalité indiquait déjà, il était indispensable de construire une argumentation pour justifier sa position — celle de la défense du gouvernement, y compris en y participant. Il faut souligner que la plus grande partie de ceux qui ont présenté cette argumentation croyaient en elle et qu'en général il ne s'agissait pas de la mauvaise foi. Mais, d'autre part, il est clair que nous étions devant un cas de figure d'un *wishfull thinking* (prendre ses désirs pour la réalité) à outrance.

Les principaux arguments de la gauche gouvernementaliste peuvent être regroupés en cinq thèmes :

- ❶ Le gouvernement Lula est le fruit de deux décennies d'accumulation des forces de la gauche et des mouvements sociaux brésiliens ; la gauche brésilienne et le peuple ont remporté en 2002 la plus grande victoire de leur histoire.
- ❷ La défaite du gouvernement Lula (et du PT) serait une défaite historique de l'ensemble de la gauche brésilienne — qui ne pourrait pas s'en relever durant des décennies. Il est important de remarquer que, dans ce cas, ce que l'on appelle « *la défaite du gouvernement Lula et du PT* » est l'abandon d'un projet de la gauche et non ce que Lula lui-même et le « *camp majoritaire du PT* » verraient comme une défaite. Les deux choses sont pourtant fort différentes.
- ❸ Les premiers pas de ce gouvernement ne correspondaient pas à son « *véritable caractère* » ; ils signalaient seulement une « *transition* » vers un gouvernement réellement péliste.
- ❹ Bien que sa politique économique (ou sa politique macro-économique pour ceux qui voulaient encore réduire la critique) soit néo-

libérale et qu'évidemment il y ait une forte présence néolibérale au sein du gouvernement, ce n'est qu'une partie de ce dernier. Le gouvernement est « *l'objet d'une dispute* ». D'ailleurs le PT est lui aussi objet d'une dispute et les deux disputes sont liées.

❺ Si l'on note une forte présence des politiques néolibérales, cela ne constitue que le côté obscur du gouvernement, mais il y a un autre côté : ce gouvernement réalise des bonnes choses qui ne doivent pas être délaissées.

Un autre argument que l'ont pouvait parfois rencontrer était que le rapport des forces, brésilien comme international, ne laisserait pas le gouvernement aller au-delà de ce qu'il faisait. Cet argument ne peut être analysé ici, car il implique une position peu ou pas du tout critique envers le gouvernement Lula et qui, donc, sort hors du camp



que nous appelons ici « *la gauche* ».

Tous ces arguments sont fragiles et, parfois, logiquement incohérents. Par exemple, dire que la gauche brésilienne ne pourra se relever durant des décennies après la défaite du gouvernement Lula (dans le sens de sa caractérisation comme un projet de gauche) pourra s'avérer vrai ou non (pour ma part je ne partage pas ce point de vue), mais n'éclaire nullement le caractère de ce gouvernement. Néanmoins notre objectif n'est pas de discuter ou de critiquer ces arguments, beaucoup d'autres l'ayant fait déjà (par exemple les auteurs du texte « *La gauche brésilienne au carrefour* »).

Signalons seulement un point de plus : curieusement la gauche gouvernementaliste a été très peu préoccupée par l'épineux problème de la constitution d'une « *base d'alliance* », qui inclue pourtant une grande partie de la droite brésilienne. En général on en a peu parlé. Et personne n'a cherché à expliquer comment un gouvernement dont la base d'alliance était à ce point conservatrice

pouvait être de gauche, ou favorable à la gauche, ou du moins pourrait mériter d'être soutenu et défendu par des secteurs de la gauche.

Les arguments de la gauche gouvernementaliste maintenant

Ayant présenté l'argumentation initiale de la gauche gouvernementaliste nous pouvons passer au thème central de cet article : l'argumentation actuelle de cette gauche.

Que reste-t-il aujourd'hui des arguments initiaux résumés ici ?

Commençons par le troisième, concernant la « *transition* ». Cet argument ne joue plus aucun rôle aujourd'hui et personne de sérieux ne pourrait le défendre. Néanmoins un argument présenté actuellement peut être considéré comme une variante dérivée du précédent : il s'agit de l'affirmation que le gouvernement Lula agit dans des conditions très difficiles, que le rapport des forces est encore favorable au conservatisme, au grand capital, etc. C'est là l'argument central de la récente « *Lettre aux pélistes* », approuvée par la majorité des directions de la tendance Démocratie socialiste et de celle de l'Articulation de gauche : « *Le gouvernement fédéral dirigé par le camarade Lula agit dans des conditions très difficiles. Il faudra beaucoup de temps et de conflits pour dépasser les dégâts laissés par une décennie d'hégémonie néolibérale et deux décennies de dictature militaire. Il faudra une grande fermeté stratégique et une flexibilité tactique pour survivre et s'opposer aux menaces de l'impérialisme nord-américain. Il faudra de nombreuses luttes politiques et idéologiques pour modifier le rapport des forces encore favorable au conservatisme et au continuisme. Il faudra de grandes capacités politiques, administratives et techniques pour faire face aux difficultés inhérentes au gouvernement d'un pays comme le Brésil* » (5).

Au lieu donc de parler d'une « *transition* » en tant que première étape du gouvernement, il faudrait donc parler aujourd'hui d'un processus historique d'une durée indéfinie.

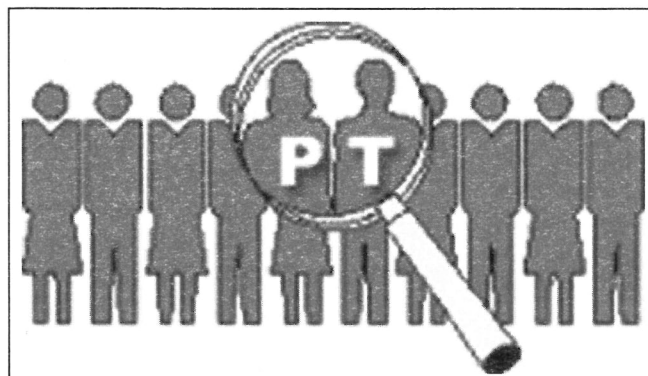
Si ceci était vrai — ce qui devrait être démontré — on devrait alors s'intéresser au rôle joué par le gouvernement dans ce rapport de forces. A-t-il contribué à le modifier en faveur des secteurs populaires ou a-t-il fait le contraire ? S'il est difficile de trouver des exemples où le gouvernement Lula aurait contribué à améliorer le rapport des forces en faveur des secteurs populaires, les exemples de situations où il a assumé l'of-

4. Le « tucano » (toucan) est un oiseau typique du Brésil. Il a été choisi comme emblème par le Parti social-démocrate brésilien (PSDB, droite néolibérale) de l'ex-président Fernando Henrique Cardoso.

5. « *Lettre aux pélistes* », janvier 2005.

fensive contre ces secteurs populaires, s'est allié aux classes dominantes et à toute la droite, sont nombreux et évidents.

Il convient de noter que cette argumentation implique une réduction significative de la teneur des critiques adressées au gouvernement Lula (en comparaison avec les cri-



tiques formulées par les mêmes dans le passé). Souligner la difficulté des tâches du gouvernement Lula constitue en effet un pas en direction de la justification générale de sa politique. En adoptant cette argumentation les secteurs comme la majorité de la direction de la Tendance Démocratie socialiste et celle de la tendance Articulation de gauche se placent donc à la limite de cette gauche gouvernementaliste ; un pas de plus dans cette direction et il sera plus précis de les caractériser simplement comme « *gouvernementalistes* ». Néanmoins, comme leur justification du gouvernement Lula est encore incomplète, il convient de les considérer comme faisant partie de la « *gauche gouvernementaliste* ». Cela dit, cette argumentation est liée à un nouveau groupe d'arguments qui représentent l'axe de défense de la « *gauche gouvernementaliste* », que nous allons analyser plus loin.

Passons au quatrième thème, celui concernant « *le gouvernement (ou le PT) objet d'une dispute d'orientation* ». Il est clair que cet argument — qui fut peut-être le plus important au cours des premiers mois qui ont suivi sa formation — a perdu presque toute sa force. Mais il survit encore de manière résiduelle ; nous verrons comment cet argument réapparaît, d'une certaine façon, en examinant plus loin la nouvelle ligne de l'argumentation. la victoire de la gauche du PT à Fortaleza est quelquefois citée en sa faveur — mais il est difficile d'affirmer que cette victoire compense l'ensemble des défaites subies par la gauche du PT. D'autre part cet argument peut être réinterprété dans le but d'affirmer qu'il est possible d'améliorer des aspects de la politique gouvernementale, même si une dispute générale sur son orientation n'est plus possible.

Cela conduit, c'est évident, à légitimer une orientation générale en échange de quelques miettes.

Un groupe d'arguments qui survit un peu mieux, c'est le premier : que « *le gouvernement Lula est le résultat d'une accumulation des forces du mouvement populaire de deux décennies* », c'est-à-dire qu'il s'agit d'un argument soulignant l'identification de la gauche et du peuple avec Lula et son gouvernement (ou avec le PT). Nous trouvons encore des gens qui défendent avec emphase l'idée que « *la victoire de Lula fut la plus grande victoire historique pour les travailleurs et les classes*

populaires », ou qui disent — pour justifier le fait qu'ils restent au sein du PT et du gouvernement — que « *le PT est héritier des grandes luttes* », sans examiner sérieusement le rôle du PT aujourd'hui.

L'axe de l'argumentation a cependant subi une inflexion. On entend moins parler de la « *grande victoire* » représentée par l'élection de Lula et plus du fait que « *les espoirs populaires demeurent encore* ». On insiste sur le poids du PT et, surtout, de Lula au sein des secteurs populaires : on souligne que « *la majorité des militants de la gauche est encore liée au PT* ». Ce dont on ne discute jamais c'est si l'influence de Lula ou du PT renforce ou affaiblit la cause socialiste et donc si elle doit être renforcée ou combattue.

Lorsqu'on parle de l'identification des secteurs populaires avec Lula et (de manière plus limitée) avec son gouvernement, on ne pose néanmoins jamais la question de savoir si Lula et son gouvernement ont pour leur part agi en leur faveur. On ne se demande pas quels sont les intérêts que le gouvernement Lula a défendus pour l'essentiel. C'est cependant la question décisive : celle de l'action pratique du gouvernement Lula. Il est pourtant plus important de savoir si Lula s'identifie en pratique avec les intérêts populaires que si le peuple s'identifie avec lui.

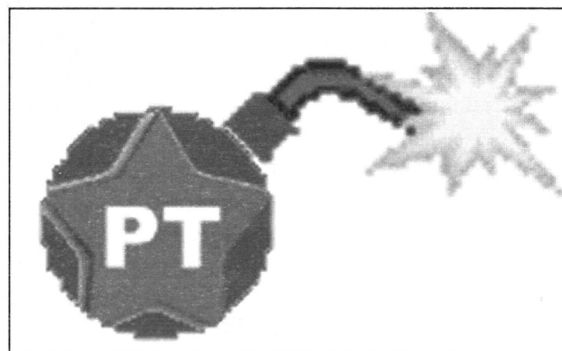
Une autre variante (assez curieuse) de cette ligne d'argumentation consiste à reconnaître que le gouvernement Lula est mauvais, tout en disant que nous n'avons pu obtenir un meilleur gouvernement. Sans commentaires.

Une version particulièrement étrange de

l'argument sur l'identification du PT et des travailleurs a été présentée dans l'article de Valter Pomar, publié dans le journal Démocratie socialiste (en août 2004). Pour lui, « *le PT canalise encore les intérêts des travailleurs et ne peut pas cesser de le faire* ». Ce dirigeant de l'Articulation de gauche, qui est devenu le principal idéologue de la gauche gouvernementaliste, affirme que « *le PT représente un "intérêt" pour les secteurs des classes dominantes que s'il est capable de canaliser les intérêts des travailleurs sur les terrain politique et électoral* ». Donc le PT maintiendra ces liens.

Sans entrer dans la discussion pour savoir si cela correspond ou non à la réalité, notons qu'il est difficile de comprendre comment un tel raisonnement peut être utilisé comme un argument en faveur du maintien des militants de gauche au sein du PT (et, à partir de là, au sein du gouvernement Lula). Que fait la gauche socialiste dans un parti qui sert les classes dominantes ?

Un autre groupe d'arguments qui, en étant assez redéfini, a encore un certain poids, c'est : « *La défaite du gouvernement Lula serait une défaite historique de la gauche brésilienne* ». On dit que l'on a vu la confirmation que la polarisation réelle de la société brésilienne aujourd'hui se fait selon l'axe PT (gauche) — PSDB (droite). Et qu'il



n'y a donc pas d'espace pour un conflit entre la gauche plus radicale d'une part et le gouvernement Lula ainsi que la droite traditionnelle de l'autre. Ainsi la droite (traditionnelle) serait le grand bénéficiaire de l'échec du gouvernement Lula. A partir de cette affirmation on passe à l'attaque contre les alternatives au PT, supposées faire le jeu de la droite.

Pourtant l'énoncé même de l'argument le détruit. Quand Valter Pomar, dans l'article déjà cité, dit qu'il « *n'est pas possible d'imposer simultanément une défaite au gouvernement Lula et à la droite traditionnelle* », il reconnaît, presque explicitement, que le gouvernement Lula représente une « *droite*

non traditionnelle ». Ne serait-ce donc pas plus correct de dire que ce sont ceux qui soutiennent cette nouvelle droite qui font le jeu de la droite ?

De plus, les nombreuses alliances du PT avec le PSDB et le PFL, tout comme le fait que tous ces partis se soient alliés pour imposer la réforme des retraites, pour approuver le partenariat public-privé (6), pour défendre la politique économique néolibérale, etc., montrent que le conflit entre le PT et le PSDB est tout au plus similaire au conflit entre les Démocrates et les Républicains aux États-Unis : une rivalité politique sans polarisation de projets de classe.

Finalement l'argument que « ce gouvernement réalise des bonnes choses » survit encore. Mais même s'il a été depuis le début le plus faible de tous les arguments mentionnés, il a été encore plus affaibli.

« Guerre de positions continentale » et nouvelles lignes d'argumentation

Il faut cependant remarquer qu'une nouvelle ligne d'argumentation est en cours de construction par la gauche gouvernementaliste et qu'elle prend progressivement la place des arguments précédents. On peut dire que son noyau consiste à retirer le gouvernement Lula du centre de l'analyse. Venant de ceux qui veulent argumenter en faveur de la participation à ce gouvernement, c'est une ruse assez cocasse.

Une des manières de le dire consiste à affirmer que « ce n'est pas le gouvernement qui est au centre de la lutte, mais la société, les mobilisations, etc. » Ainsi ce qui serait le plus important ce serait « de mettre la classe ouvrière en mouvement ».

Ce raisonnement cherche parfois à faire une critique « de gauche » des alternatives en construction, et spécialement du PSol (il faut néanmoins remarquer que tous ceux qui emploient cet argument ne font pas partie de la « gauche gouvernementaliste » : certains ne défendent nullement le gouvernement Lula). Dans une certaine mesure cette argumentation est liée à celle qui affirme que le rapport des forces est défavorable, tout en y mêlant une vision stratégique plus à gauche.

Le grand problème de ce raisonnement c'est qu'il fuit le terrain du débat sur la nature du gouvernement Lula. Qu'il soit ou non

au centre de la lutte, quel rôle y joue-t-il ? Favorise-t-il ou non le projet socialiste ? Aide-t-il ou désavantage-t-il la mobilisation de la classe ouvrière ? Pour renforcer le caractère fuyant de cette argumentation, elle se combine parfois avec des affirmations qui, en réalité, n'ont aucun rapport avec le gouvernement Lula, comme l'énonciation (correcte) que « le processus des luttes en Amérique latine n'a pas été mis en échec ».

La référence au processus politique latino-américain ouvre par ailleurs la voie à une autre façon d'argumenter. On signale ainsi que le gouvernement Lula (et le processus politique brésilien) doivent être compris dans le cadre du processus en cours dans l'ensemble de l'Amérique latine, où nous aurions une lutte prolongée contre l'impérialisme nord-américain, lutte dont le gouvernement Chavez et les mouvements sociaux les plus combattifs seraient les acteurs les



plus avancés, où le gouvernement cubain occuperait également un rôle important et positif, alors que les gouvernements Kirchner et Lula y joueraient un rôle ambigu.

La référence au processus de lutte anti-impérialiste en Amérique latine constitue certainement le point fort et correct de cette argumentation. Mais la façon d'insérer le gouvernement Lula (ou celui de Kirchner) dans ce raisonnement semble être une version un peu caricaturale, d'une part, de l'idée gramscienne de la « guerre de positions », reliée à la reprise des pires conséquences qui en ont été tirées, il y a longtemps, d'autre part, de la conception de l'État développée par Poulantzas dans ses derniers travaux — l'État comme « rapport social », traversé de l'intérieur par la lutte de classes, qu'on pourrait s'appropriier par morceaux.

Ce raisonnement récupérerait ainsi, en aggravant la confusion, les idées de « gouvernement de transition » et surtout de « gouvernement en dispute », tout en pre-

nant soin de faire croire qu'il ne faut pas lui accorder une importance démesurée.

Le but de cet article n'est pas de discuter de cette vision du processus politique latino-américain. Il ne faut pas non plus d'insister ici sur le fait que le gouvernement Lula n'occupe nullement une place ambiguë dans le processus politique brésilien et continental : nous l'avons déjà dit. Je veux juste souligner un point décisif : même si nous ne voulons pas mettre le gouvernement Lula au centre de l'analyse, si nous discutons de son caractère et si nous nous demandons s'il est correct d'y participer (et donc d'accepter sa discipline, comme l'ont fait le PT, le PCdoB et d'autres partis) nous ne pouvons pas fuir les questions simples et essentielles : Quel est le caractère de ce gouvernement ? Quels intérêts fondamentaux de classe a-t-il défendus ? Que son rôle soit très ou peu important, en faveur de quels secteurs sociaux joue-t-il ? Est-il correct (et légitime) que des militants socialistes subordonnent leur ligne d'action aux exigences du gouvernement Lula (par exemple en votant ses contre-réformes, sa politique salariale, ses budgets etc., ce qui est obligatoire pour qui veut continuer de faire partie de ce gouvernement) ? Est-il possible de défendre l'ensemble des intérêts des secteurs exploités et opprimés en acceptant de se subordonner à ce gouvernement ? Etc.

Lorsque nous analysons la question de ce point de vue, il est difficile de ne pas conclure que les nouvelles argumentations de la « gauche gouvernementaliste » tournent le dos aux questions auxquelles il faut répondre si l'on se préoccupe sérieusement de sa place dans le processus politique brésilien (et latino-américain).

Conclusion

La vie de la gauche gouvernementaliste n'est pas facile, en particulier la vie de son argumentation rationnelle. Pris ensemble, à la lumière de la raison, ses arguments sont très faibles. D'où une question : est-ce que ce sont ces arguments qui fondent l'existence de la gauche gouvernementaliste ?

Au début de cet article il a été dit que l'argumentation de la gauche gouvernementaliste est un cas particulier de croyance en ce que l'on veut croire — mais qu'il ne s'agissait pas de mauvaise foi. Ne faudrait-il pas conclure que, maintenant, nous avons affaire à une pure mauvaise foi (7) pour justifier la présence dans le gouvernement ? Ou, du moins, à une dose prédominante de mauvaise foi ?

6. cf. note 3.

7. Le terme utilisé par l'auteur est « *malandragem* » qui correspond à quelque chose d'intermédiaire entre « *mauvaise foi* » et « *malice* » : une « *mauvaise foi malicieuse* » ou du « *malice de mauvaise foi* » ? [J.M.]

Hugo Chavez au Forum social mondial

Par
Édouard Diago*

Un des événements majeurs du dernier Forum Social de Porto Alegre fut sans aucun doute la présence de Hugo Chavez, invité officiellement par le Mouvement des Sans Terre (MST) du Brésil. C'est en Président auréolé de deux victoires populaires récentes (le référendum révocatoire et les élections régionales) qu'il venait faire état de ses convictions politiques et idéologiques ainsi que des réalisations sociales de son gouvernement. Lors de sa précédente visite à Porto Alegre en 2003, le Venezuela était agité par le grand lock-out patronal et pétrolier qui faillit le mettre à genoux (le pays ne produisait plus qu'un dixième de sa production normale de pétrole). Chavez venait alors en quête d'un soutien de la gauche internationale — polarisée par la victoire de Lula au Brésil — qu'il eut du mal à obtenir.

Tentons de cerner un peu mieux ce chef d'État atypique grâce aux extraits de son discours prononcé au Gigantinho devant 15 000 militants enthousiastes :

« Bien des choses se sont passées en deux ans, tant de choses qui me permettent de dire et de partager avec vous la justesse de cette expression de Léon Trotski quand il disait que toute révolution avance sous les coups de la contre-révolution. (...) Les Yankees nous ont tapé dur : sabotage économique, médiatique, social, terrorisme, bombes, violences, sang et mort, coup d'État, manipulation des institutions, pression internationale. On a voulu transformer le Venezuela en pays sous tutelle. (...) Nous avons résisté, résisté, résisté, jusqu'au moment de passer à l'offensive. »

Et d'appeler à une « conspiration mondiale (...) une véritable conspiration anti-impérialiste, anti-néolibérale, anti-hégémonique », dont Porto Alegre serait un des symboles : « ce FSM est l'événement politique de la plus grande importance qui a lieu tous les ans », opposé aux sommets diplomatiques dont Chavez aime à souligner que « pendant que les présidents vont de sommet en sommet, les peuples vont d'abîme en abîme ».

Il égrène alors ce qui a été mis en œuvre au Venezuela : le contrôle des changes « pour protéger le pays de la spéculation financière et des capitaux voyageurs qui ont ruiné plus d'un pays », « la récupération de notre industrie

pétrolière », « les 4 milliards de dollars investis dans l'éducation, la santé, le micro-crédit, le logement », « les 500 000 bourses de 100 dollars par mois ». « Ah ! Les néolibéraux disent que l'on jette l'argent pas les fenêtres. Non ! Avant, ils volaient cet argent, aujourd'hui nous le redistribuons, nous donnons du pouvoir aux pauvres pour qu'ils vainquent leur pauvreté ».

La révolution, en 2004, est « une accélération et un approfondissement du processus avec comme objectif une société des égaux, où il n'y aura plus d'exclus ».

En parlant de ce qui a été fait plutôt que de ce qu'il faudrait faire, Chavez pose l'expérience bolivarienne comme un exemple à suivre pour la gauche latino-américaine : « la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie électrique, les services publics sont des droits de l'homme et ne peuvent être offerts à la voracité du capital privé. » Chavez fait-il du socialisme sans le savoir, à l'image du Bourgeois Gentilhomme de Molière ? Pour la première fois, il affirme des convictions socialistes : « Nier leurs droits aux peuples est le chemin de la barbarie. Le capitalisme, c'est la barbarie. J'en suis un peu plus convaincu chaque jour (...). Beaucoup d'intellectuels disent qu'il faut transcender le capitalisme, mais j'ajoute qu'on ne peut le transcender dans le cadre du capitalisme, non. Il faut le transcender par la voie du socialisme (...), le véritable socialisme. L'égalité ! La justice ! (...) En démocratie, (...) mais pas celle que Mister Superman veut nous imposer depuis Washington. »

Mais les défis sont aussi à relever au sein même de la révolution bolivarienne. « Le Venezuela d'aujourd'hui est plus fort que jamais (...) c'est une patrie fortifiée, même si nous ne crions pas victoire. (...) Le Che disait qu'une révolution ne peut être fâchée avec l'efficacité. Nous avons besoin d'efficacité révolutionnaire (...) lutter contre les vieux vices comme la corruption, l'absence de morale révolutionnaire, et la lutte contre la bureaucratie qui doit être le combat de tous les jours des révolutionnaires afin que le bureaucratisme ne nous entrave pas ».

Chavez s'est réjoui du fait que la ZLEA (Zone de libre échange des Amériques, FTAA en anglais) ne soit pas entrée en vigueur : « en 2000, nous avons commencé notre campagne contre la ZLEA, j'étais le seul chef d'État à m'y opposer, parce que la ZLEA n'est autre qu'un projet colonialiste. Where is the FTAA, Mister ?

Faute de place dans ce numéro et du fait des délais de sa fabrication *Inprecor* reviendra dans son numéro d'avril sur le Forum social mondial de Porto Alegre 2005, que la presse quotidienne et hebdomadaire a largement décrit.

The FTAA is dead. » Et cet échec traduit la faiblesse de l'adversaire : « Si quelqu'un croit que l'adversaire est invincible, alors il l'est. Mais l'impérialisme nord-américain n'est pas invincible, le Vietnam l'a montré, et aujourd'hui la résistance du peuple d'Irak face à l'invasion. »

Mais Chavez reste fidèle à son « ami Lula » et à l'axe qu'il identifie de l'Argentine à Cuba en passant par l'Uruguay, le Brésil et le Venezuela. Ainsi, il a aussi tenu à se démarquer des critiques faites au gouvernement Lula : « je ne peux faire de commentaires sur la situation interne de tel ou tel pays (...) mais durant les deux premières années de mon gouvernement, beaucoup me critiquaient parce que nous n'allions pas assez vite, que nous n'étions pas assez radicaux. (...) Il y a des phases dans les processus. (...) Même avec le risque que vous fassiez des bruits bizarres, cela m'est égal, je veux dire que j'aime Lula, c'est un homme bon, d'un grand cœur, c'est un frère et un camarade. » Avant de conclure par l'espoir de « voir s'ouvrir le chemin vers le grand rêve d'une Amérique Latine unie ».

Six ans après son accession au pouvoir, Hugo Chavez tient un discours toujours plus radical, ce qui constitue en soi une exception historique. En parlant de perspective socialiste, il souffle sur les braises d'un mouvement social vénézuélien encore prêt à en découdre avec la droite pro-impérialiste. La récente expropriation de Venepal (entreprise papetière) est un signe de plus que Chavez n'est pas devenu un obstacle à la transformation sociale au Venezuela. Les courants révolutionnaires de l'UNT (Union nationale des travailleurs, nouvelle centrale syndicale vénézuélienne) ne s'y sont pas trompés en lançant une campagne — nationale et internationale — pour de nouvelles expropriations. ■

* Édouard Diago, militant de la Ligue communiste révolutionnaire (section française de la IV^e Internationale) et collaborateur de *Rouge* et d'*Inprecor*, a séjourné à plusieurs reprises au Venezuela et est actif dans la campagne de solidarité avec la « révolution bolivarienne ».

II^e Rencontre internationale des partis radicaux

Par
Pierre Rousset*

Une première Rencontre internationale des partis radicaux s'était tenue à Mumbai, en janvier 2004, à l'occasion du quatrième Forum social mondial (FSM) (1). Un an plus tard, une trentaine de partis anti-capitalistes de divers continents se sont retrouvés, à Porto Alegre cette fois, pour faire le point sur leurs perspectives de collaboration.

La réunion a permis un échange de vues sur le bilan du cinquième FSM, sur le mouvement anti-guerre et altermondialiste. Deux déclarations de solidarité ont été adoptées. L'une exigeant la libération des trois membres du centre d'Etudes socialistes arrêtés en Egypte (2). L'autre en soutien aux organisations ou militants progressistes et révolutionnaires aujourd'hui militairement menacés par le Parti communiste des Philippines (3). Plusieurs de ces organisations participent au réseau international des partis radicaux et sont venues aux rencontres de Mumbai ou de Porto Alegre.

L'Europe était particulièrement bien représentée à Porto Alegre, avec une vingtaine de mouvements, dont la LCR et Les Alternatifs (France), le Bloc de gauche (Portugal), la Gauche unitaire et alternative et le POR (Catalogne), le SWP britannique, Synaspismos (Grèce), Espacio Alternativo (Etat espagnol), le Mouvement pour le socialisme et Solidarités (Suisse), le SAP-POS (Belgique). Relevons aussi la présence de quatre courants brésiliens (DS-PT, MUS-PT, P-Sol et PSTU) ainsi que de l'Uruguay (le PST), des Philippines (le Parti des travailleurs des Philippines et le Parti révolutionnaire des travailleurs-Mindanao), de la Corée du Sud (Tous Ensemble et Pouvoir de la classe ouvrière), du Sri Lanka (le NSSP), des Etats-Unis (FSP, ISO...), de l'Afrique du Sud (APDUSA)...

Une cinquantaine d'organisations avaient participé à la rencontre de Mumbai, en 2004 ; soit nettement plus. Mais cela s'explique avant

tout par des raisons pratiques, et non pas politiques. La réunion de Porto Alegre s'est tenue au lendemain du FSM ; certains partis avaient déjà quitté la ville. D'autres n'ont pu être informés à temps, comme l'Organisation révolutionnaire pour la Démocratie nouvelle (ORDN) du Niger. Surtout, de nombreux mouvements asiatiques n'ont pas pu se rendre au Brésil vu, en particulier, le coût exorbitant des voyages. Certains, dans l'impossibilité d'être présents, avaient fait connaître leur soutien à la rencontre, comme le Labour Party Pakistan ou, en Inde, les PCI-ML et PCI-ML Libération.

Une commune aspiration internationaliste s'est exprimée lors des deux rencontres des partis radicaux. Par-delà la diversité des trajectoires politiques et idéologiques, les organisations présentes souhaitent collaborer les unes avec les autres plus étroitement que par le passé. A l'heure de la mondialisation capitaliste et du renouveau solidaire qui s'exprime dans des forums et mobilisations militantes, l'absence de tout cadre de collaboration international

(au-delà d'étroits réseaux partidaires) réduit considérablement la capacité d'action de la gauche anti-capitaliste et aussi sa capacité à apprendre des expériences accumulées sur divers continents.

Certes, depuis un an, quelques pas en avant ont été réalisés. Une nouvelle tradition solidaire, pluraliste, s'enracine progressivement. Au lendemain du désastre du tsunami, dans l'océan Indien, une précieuse information a pu être assurée grâce aux liens noués à Mumbai, favorisant les initiatives de solidarité « de peuple à peuple ». Des campagnes en défense de militants emprisonnés gagnent en envergure. La situation dramatique au sein de la gauche philippine a été l'occasion de réaffirmer avec force le refus de la violence au sein du mouvement populaire. Mais ces progrès restent lents.

Il y a, aux difficultés rencontrées, des raisons profondes. Porteuse d'espoir, l'expérience amorcée en janvier 2004, à Mumbai, est aussi très nouvelle. Il ne s'agit pas de reproduire l'expérience des Internationales passées, mais d'innover. Il faudra beaucoup de volontarisme, et de pragmatisme aussi, pour qu'un cadre international de collaboration entre partis anti-capitalistes prenne effectivement corps. On ne peut, en effet, s'appuyer sur une dynamique préexistante. La plupart des organisations concernées ne se connaissent pas, ou très peu. Elles n'avaient souvent établi de relations étroites qu'avec des partis de leur propre pays, de leur propre région ou de leur propre courant. Des liens se nouent dorénavant entre des mouvements très divers. Cela prend du temps.

Du temps, voilà précisément ce dont on a besoin. Le temps d'apprendre à se connaître mieux, de discuter plus à fond, d'agir ensemble, de consolider les liens naissants. Les forums sociaux de Mumbai et de Porto Alegre ont été l'occasion de se retrouver, collectivement. Mais il est bien difficile de préparer une rencontre et de se réunir alors que les cadres militants présents ont bien d'autres tâches à accomplir.

Il faudrait pouvoir maintenant organiser une conférence en dehors des grands rendez-vous militants (type forums sociaux). Pour se donner le temps de travailler ensemble. Cela ne va pas sans poser des problèmes (à commencer par le financement des voyages). Mais c'est une possibilité qui doit être sérieusement étudiée par le Réseau des partis radicaux. ■

Déclaration de solidarité sur les Philippines

Il y a une douzaine d'années, le Parti communiste des Philippines a commencé à condamner à mort et à assassiner des cadres membres d'autres organisations progressistes et révolutionnaires. La situation ne cesse aujourd'hui de s'aggraver. Toutes les formations de gauche se retrouvent menacées, à l'exception de celles que le PCP dirige lui-même. C'est en particulier le cas des diverses organisations philippines qui participent à notre Réseau international des partis radicaux. De même, des personnes avec lesquelles nous militons au sein du mouvement antiguerre et avec lesquelles nous nous opposons à la mondialisation capitaliste, tels Walden Bello et Lidy Nacpil, sont nommément dénoncées comme « contre-révolutionnaires ».

Nous ne pouvons accepter que la violence – y compris la violence armée – soit utilisée au sein du mouvement ouvrier et populaire. Nous affirmons avec force notre solidarité pleine et entière avec les organisations progressistes et révolutionnaires menacées, aux Philippines, par le PCP. Nous appelons à ce que cette solidarité s'exprime de la façon la plus large, sur le plan international, pour que le Parti communiste des Philippines mette un terme définitif à cette politique de menaces et d'assassinats.

Porto Alegre, le 31 janvier 2005

* Pierre Rousset, militant de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section française de la IV^e Internationale), est animateur d'Europe solidaire sans frontières (ESSF).

1. Voir *Inprecor* n° 492/493 de mai 2004.

2. Ils ont été libérés depuis. Pour toute information, écrire à : <hosams@link.net>

3. Voir également le dossier publié sur cette question dans ce même numéro d'*Inprecor*, pp. 13 à 19.

Solidarité avec les mouvements progressistes et révolutionnaires menacés par le PCP

Une nouvelle Lettre d'Alarme

Par
Pierre Rousset*

Le 15 Janvier 2005, « Focus on the Global South » a diffusé une « Déclaration d'Urgence » (« Statement of Concern ») en réponse à la publication par le Parti Communiste des Philippines (PCP) d'une liste d'organisations et d'individus qualifiés de « contre-révolutionnaires » dans laquelle figuraient Walden Bello, son directeur exécutif, et quatorze autres militants (1).

Cette affaire doit être prise très au sérieux. Depuis plus de dix ans maintenant, le PCP a « condamné à mort » et effectivement assassiné des cadres appartenant à d'autres organisations révolutionnaires et progressistes philippines. En janvier 2003, cette politique a brusquement empiré, ce qui m'a incité à diffuser une première « lettre d'alarme » (2). En 2004, la situation n'a cessé de s'aggraver, un nombre croissant de militants politiques légaux et de cadres organisateurs de mouvement de masse étant tués ou menacés.

Dans le numéro du 7 décembre 2004 de son organe central *Ang Bayan*, le PCP a publié un « diagramme » des « groupes contre-révolutionnaires » philippins et de leurs supposés liens internationaux (3). Dans une autre situation, dans un autre pays, on pourrait traiter une telle publication comme l'expression habituelle d'un ultra-sectarisme et considérer son impact négligeable. Malheureusement, ce n'est pas le cas ici. Elle annonce une nouvelle étape dans la politique de menaces et d'assassinats du PCP.

Que signifie le diagramme d'Ang Bayan ?

Le schéma « révolutionnaire /contre-révolutionnaire » du PCP

Première caractéristique du diagramme : il cite TOUS les groupes politiques progressistes philippins qui n'appartiennent pas au bloc pro-PCP dit des « Réaffirme » (4). Nombre d'entre eux ont déjà été ainsi qualifiés dans des déclarations antérieures du PCP, mais c'est la première fois que, sans

L'urgence de la solidarité

Une déclaration de solidarité sur les Philippines a été signée par de nombreux militants représentatifs des mouvements engagés dans le processus des forums sociaux, à Porto Alegre ce mois de janvier 2005. Le fait est peu banal, car cette solidarité s'affirme non pas contre des exactions commises par l'État, mais contre la menace que fait planer le Parti communiste des Philippines (PCP) sur toutes les autres forces de gauche.

Le PCP a commencé à condamner à mort et à assassiner des cadres « dissidents » après la crise qu'il a traversée en 1992. Dix ans plus tard, la situation s'est brusquement aggravée. En décembre 2004, il a publié un « diagramme » qualifiant de « contre-révolutionnaires » tous les partis révolutionnaires et progressistes qu'il ne dirige pas. Quinze noms sont aussi inscrits dans ce diagramme. Il s'agit de militants qui jouent (ou ont joué) un rôle important aux Philippines ainsi que, pour certains, sur le plan international comme Walden Bello (prix Nobel alternatif) et Lidy Nacpil (Jubilée Sud), tous deux très investis dans les forums sociaux.

Dans d'autres documents du PCP, nombre de ces militants sont carrément accusés d'être des agents des services spéciaux états-uniens et philippins. L'expérience de ces dernières années, aux Philippines, prouve qu'une telle accusation peut justifier, un jour, leur assassinat. La situation est donc extrêmement grave. Un véritable mouvement de fond s'est produit à Porto Alegre pour condamner le recours à la violence au sein du mouvement progressiste. Hugo Chavez lui-même a proposé à Walden Bello de l'accueillir, si nécessaire, au Venezuela ! Depuis, les prises de positions se poursuivent. Via Campesina a notamment publié une déclaration à ce sujet le 11 février.

Nous publions ici une lettre de Pierre Rousset analysant la politique du PCP et deux déclarations : celle de la seconde Rencontre internationale des Partis radicaux (en p. 12) et celle déjà signée, le 15 février, par plus de cent dix militants représentatifs des mouvements investis dans les forums sociaux ; de nouvelles signatures peuvent être envoyées à l'adresse e-mail indiquée. La solidarité internationale envers les organisations populaires et progressistes philippines doit s'élargir encore !

La rédaction d'Inprecor

exception, toutes les formations politiques de la gauche philippine qui ne sont pas alignées sur le PCP sont citées ensemble comme étant des ennemis de classe.

Certaines n'avaient encore jamais été publiquement désignées comme tels (la liste complète des groupes concernés est donnée en p. 14).

* Pierre Rousset est membre d'Europe solidaire sans frontières (ESSF). Très investi depuis une quarantaine d'années dans la solidarité avec les luttes populaires en Asie, il s'est rendu pour la première fois aux Philippines en 1977.

1. Focus on the Global South, « Assassination and Violence Have No Role in Civil Society. A Statement of Concern about a Hit-list including Walden Bello and other Activists », 15

janvier 2005.

2. Pierre Rousset, « Philippines : After Kintanar's assassination, A letter of concern », 28 mars 2003.

3. Communist Party of the Philippines International Department, « Links of counterrevolutionary groups with Trotskyites and Social Democrats », *Ang Bayan*, 7 décembre 2004.

4. Au moment de sa crise de 1992-1993, la direction du PCP a « réaf-

firmé » la ligne traditionnelle du parti de 1968 alors que les dissidents la « rejetaient ». Depuis lors, aux Philippines, le terme « Réaffirme » (« Reaffirm » ou RAs) est utilisé pour désigner les différentes organisations qui s'identifient avec la ligne du PCP et le terme « Rejette » (« Reject » ou RGs) désigne les groupes formés après le processus de 1992 d'expulsions et de scissions.

Philippines

Deuxième caractéristique du diagramme : il établit un lien systématique entre chaque organisation philippine et une organisation internationale sociale-démocrate ou trotskiste. Certains de ces liens sont exacts, mais d'autres sont de pures fabrications ou de grossières caricatures. Par exemple, le MLPP n'a jamais envoyé de membres à l'Institut International de Recherche et de Formation (IIRF), à Amsterdam, alors que de nombreux autres groupes philippins l'ont fait ; le RMP-P n'est pas lié au SWP des États-Unis (qui n'est plus depuis longtemps la section états-unienne de la IV^e Internationale). Il est également caricatural de réduire les relations internationales d'Akbayan à ses liens avec l'Internationale socialiste. Le PCP est suffisamment bien informé sur ce sujet pour que l'on ne considère pas cela comme des erreurs. Son but est en fait de dresser un tableau global et cohérent d'un « complot » rassemblant « contre-révolutionnaires » philippins et internationaux.

Troisième caractéristique du diagramme : il cite des noms de personnes à côté de celui des organisations. Depuis sa crise de 1992, dans des déclarations, des interviews et des articles, le PCP a traité de « contre-révolutionnaires » ou de « criminels » un nombre sans cesse croissant de militants et de dirigeants d'organisations progressistes. Mais c'est la première fois que quinze noms sont donnés d'un seul coup, rattachés à la plupart des groupes de la gauche philippine et incluant des gens, comme Walden Bello et Lidy Nacpil, très connus au niveau international pour leur engagement progressiste dans les campagnes contre la guerre, contre la mondialisation capitaliste et pour l'annulation de la dette. D'autres noms cités n'ont pas moins de sens dans le contexte philippin, même s'ils sont moins connus sur le plan international (la liste complète des personnes concernées est donnée ci-dessous).

Il y a deux conséquences inquiétantes à cette publication du diagramme d'Ang Bayan.

1. La finalisation du schéma « révolutionnaire/contre-révolutionnaire » du PCP

L'arrière-fond idéologique de la politique de menaces et d'assassinats du PCP contre d'autres organisations de gauche est le schéma « révolutionnaire/contre-révolutionnaire ». Selon un tel schéma, le PCP et les forces qu'il dirige (c'est-à-dire le bloc des « Réaffirme ») est le seul courant révolutionnaire, alors que les autres sont nécessairement contre-révolutionnaires.

Ce schéma a d'abord été appliqué à l'encontre de groupes qui ont été expulsés

Liste des organisations et des courants philippins cités dans le diagramme d'Ang Bayan des « groupes contre-révolutionnaires » : Akbayan, Bisig, Alab Katipunan, le Alex Boncayano (ABB) « bloc », Solidarity of Filipino Workers (BMP), le « vieux » Communist Party of the Philippines (PKP), Cordillera People's Liberation Army (CPLA), Institute for Popular Democracy (IPD), Marxist-Leninist Party of the Philippines (MLPP/RHB), Padayan, Pandayan, Popular Democrats (PopDems), Proletarian Democratic Party (PPD), Revolutionary Communist Group (RGK), Revolutionary Workers Party-Mindanao (RPM-M), Revolutionary Workers Party-Philippines (RPM-P/RPA-ABB), Sanlakas, Siglaya, SocDems, Socialist Party of Labour (SPP), Workers Party of the Philippines (PMP et le plus récent PMP « merger »).

et/ou qui ont scissionné du PCP en 1992 (à savoir lesdits « Rejette », voir note 4). Il a été ensuite appliqué à une autre « expulsion/scission forcée » originaire de la région de Luzon central (Luzon est la plus grande île des Philippines) et qui a donné naissance au MLPP. Le haut du diagramme d'Ang Bayan commence par indiquer les instances régionales ou nationales du PCP qui ont été affectés par ces crises. La liste de celles-ci est donnée en p. 15, elle montre l'ampleur de la crise de 1992.

Pendant de nombreuses années, les cibles de la politique de condamnations à mort et d'assassinats furent les anciens cadres du PCP, toujours membres d'organisations clandestines révolutionnaires. En janvier 2003, un ancien dirigeant de la Nouvelle Armée du Peuple (NPA) du PCP a été tué : Romulo Kintanar. Ce meurtre signifiait que, dorénavant, des personnalités très connues, légales, pouvaient être frappées en plein Manille. « Plus personne n'est désormais à

Liste des 15 militants philippins désignés dans le diagramme d'Ang Bayan des « groupes contre-révolutionnaires » : Walden Bello, Sonny Melencio, Boy Morales, Caridad Pascual, Nilo dela Cruz, Tito dela Cruz, Popoy Lagman, Manjette Lopez, Caridad Pascual, Ike de los Reyes, Ric Reyes, Etta Rosales, Lidy Nacpil, Gani Serrano, Arturo Tabara. Dans d'autres documents, bien d'autres noms de « contre-révolutionnaires » sont donnés, y compris les noms de quelques personnes très connues en dehors des Philippines comme Nathan Quimpo et Joel Rocamora.

l'abri », tel était le message. Des cadres de mouvements de masse légaux, comme ceux d'organisations paysannes de la péninsule de Bondoc, ont été aussi visés en 2003 et 2004. Ce fut de même le cas de responsables d'Akbayan (le Parti d'action des citoyens), un parti légal de la gauche large constitué par une alliance de courants politiques.

Fait nouveau, dans le diagramme d'Ang Bayan, des organisations qui ne sont pas issues du PCP sont maintenant elles aussi officiellement désignées. C'est le cas en particulier de plusieurs composantes d'Akbayan, comme Bisig (des Chrétiens socialistes ont joué un rôle important dans sa création), Pandayan (issu de la gauche de la social-démocratie), et les « SocDems » de gauche. Le nom des dirigeants de ces courants non issus du PCP ne sont pas encore livrés. Mais l'avertissement est clair : si l'organisation est mentionnée parmi les groupes « contre-révolutionnaires », ses dirigeants le seront à leur tour, le moment venu —s'ils ne se comportent pas comme il faut.

Le cadre de référence « révolutionnaire/contre-révolutionnaire » est maintenant global, finalisé. Toute la gauche philippine est concernée, pas seulement son aile communiste divisée.

2. Le passage au niveau international

Dans le passé déjà, des organisations étrangères et des individus pouvaient aisément être étiquetés comme « contre-révolutionnaires » par le Département International du PCP. A partir de 1992, la crise de ce parti a eu un impact international direct au sein des mouvements progressistes, en particulier parce que des organisations de masse qui jouaient souvent un rôle important à l'étranger ont été affectées ; voir par exemple la gravité qu'a eue pour Via Campesina l'implosion du Mouvement paysan philippin (KMP). Cependant, durant toute une période, le PCP a défini la portée de ses attaques contre d'autres groupes dans le seul cadre de la scène politique philippine. L'assassinat de Romulo Kintanar envoyait un message fort à la nation (« personne n'est désormais à l'abri »), mais il ne visait pas à créer l'événement au niveau international. Le PCP a même semblé sincèrement étonné de l'ampleur de ses répercussions internationales.

Depuis les choses ont changé, comme on a commencé à le voir à l'occasion du Forum social mondial de Mumbai, en janvier 2004. Jose Maria Sison, président du PCP, dirige maintenant également la Ligue Internationale des Luttes des Peuples (ILPS). Ce que signifie le diagramme d'Ang Bayan, c'est que le schéma « révolution-

naire/contre-révolutionnaire » va être appliqué de façon de plus en plus systématique au niveau international, contre les autres courants politiques mais aussi au sein du mouvement de masse. L'ultra-sectarisme est en train d'être exporté à l'échelle mondiale. Cela peut avoir des conséquences très destructrices. Je reviendrai sur cette question plus loin.

Qui est en danger ?

Initiée en 1992, la politique de menaces et d'assassinats du PCP a pris en 2003 toute son ampleur, à l'échelle nationale. Selon ce parti, seuls les « criminels » (et jamais les opposants politiques) sont soumis à la « justice révolutionnaire » et aux « tribunaux populaires » par le biais d'un système légal formalisé. En réalité, il n'existe pas de tribunaux populaires indépendants. Les décisions de mise en accusation, de condamnation et d'exécution des sentences sont prises par des organes de direction du parti. Qualifier quelqu'un d'opposant idéologique, de contre-révolutionnaire, d'agent, d'ennemi de classe ou de criminel n'est qu'une question de choix utilitaire pour le PCP. Je n'ai pas la place de traiter ici de cette question, mais je peux renvoyer à deux de mes articles écrits en 2003 qui analysaient la politique du PCP en la matière, le deuxième étant une réponse à la réponse faite au premier article par le Front national démocratique (NDF), dirigé par le PCP (5).

Dans un article polémique écrit contre Walden Bello, Jose Maria Sison affirme qu'il « n'y a absolument rien dans le diagramme (publié par Ang Bayan) qui prouve ou indique que quelqu'un figurant sur cette liste sera tué par qui que ce soit ou quelque organisation que ce soit » (6). Vraiment ?

Cibles. Deux personnes citées sur la liste sont déjà mortes : Popoy Lagman (de Manila-Rizal) — la NPA est souvent suspectée, mais le PCP nie toute responsabilité — et Arturo Tabara (Visayas) — dans ce cas, le PCP revendique la responsabilité de l'assassinat.

Plusieurs autres personnes, mentionnées dans le diagramme d'Ang Bayan, sont inscrites dans l'Ordre de Bataille (« Order of Battle ») de la NPA et sont effectivement pourchassées. Elles peuvent être tuées à tout moment. C'est le cas de Ric Reyes, actuel président d'Akbayan. Sison l'a de facto confirmé : après avoir accusé Reyes d'être un « criminel », il a ajouté : « Je ne connais pas le statut exact de l'affaire Reyes ». Étant président du PCP, Sison « connaît » bien sûr le « statut » de Reyes. Le fait même de ne pas nier qu'il soit nommé dans l'Ordre de

Bataille de la NPA équivaut à un aveu. Des responsables locaux d'Akbayan ont été tués en 2003-2004.

Dans la région de Mindanao-Central, Ike de los Reyes est recherché par les agents de la NPA ; un de ses compagnons a été assassiné et il y a eu d'autres tentatives. C'est aussi le cas pour Tito de la Cruz et Caridad Pascual dans la région de Luzon-Central, où de nombreuses morts ont été signalées. A Manila-Rizal, c'est peut-être le cas (ou cela



pourrait devenir le cas) de Nilo de la Cruz.

La plupart des militants de gauche qui se trouvent dans l'Ordre de Bataille du PCP-NPA ne sont pas nommés dans le diagramme d'Ang Bayan. Ceux qui sont nommés n'en font pas forcément encore partie. Mais plusieurs de ceux qui sont nommés ont été assassinés ou sont actuellement visés. Cela signifie qu'avoir son nom inscrit dans le diagramme d'Ang Bayan est bien une affaire très sérieuse.

Liste des instances régionales et nationales du PCP affectées par la crise de 1992 et de 1997 telles qu'elles sont mentionnées dans le « diagramme » d'Ang Bayan : En 1992 : National United Front Commission (NUFC), International Department-Home Bureau (ID-HB), Peasant Secretariat, Manila-Rizal-Regional Political Committee (MR-RPC) (c'est la région de la capitale), Visayas Commission (VisCom, les Visayas est le groupe de petites îles du milieu de l'archipel philippin, entre les deux grosses îles de Luzon et de Mindanao), Central Mindanao Regional Political Committee (CMR, Mindanao est la principale île dans le sud de l'archipel). En 1997 : Peasant Secretariat, Central Luzon Regional Political Committee (Central Luzon est une région au nord de Manille).

Politique. Pourquoi, à un moment déterminé, quelqu'un peut-il être nommé par le PCP, et pas d'autres ? Pour répondre à cette question, il faut comprendre que nous n'avons pas à faire à une succession de « jugements criminels » individuels, mais à une politique au plein sens du terme. Les condamnations à mort des dirigeants des blocs dissidents ont commencé il y a plus de dix ans. Petit à petit, depuis 2003, le PCP élargit sa politique de menaces et d'assassi-

nats. La décision de dénoncer quelqu'un pour la première fois comme « contre-révolutionnaire » ou comme « criminel » dans une déclaration est toujours politiquement motivée. Cela peut-être un avertissement à l'individu nommé (« tiens-toi tranquille, ou sinon... »). Le but peut être aussi d'indiquer aux autres à quel point la menace s'élargit à de nouveaux secteurs. Ou cela peut être le moyen de préparer le terrain politique à un assassinat effectif.

Pourquoi quelqu'un comme Walden Bello a-t-il été nommé dans le diagramme d'Ang Bayan ? La question mérite d'être posée, car il y a là quelque chose d'inhabituel. On peut penser qu'il s'agit de montrer urbi et orbi que, décidément, personne ne peut plus se sentir en sécurité et protégé,

5. Mes deux articles et celui du CPP-NDF : Pierre Rousset, « After Kintanar, the killings continue. The post-1992 CPP assassination policy in the Philippines », 4 juillet 2003 ; National Democratic Front of the Philippines (NDFP), « The Truth About Romulo Kintanar », Human Rights Committee, Negotiating Panel, NDFP, 26 juillet 2003 ; Pierre Rousset, « The post-1992 Communist Party of the Philippines and its policy of death condemnations. A response to the July 26, 2003 document of the National Democratic Front (based on CPP-NDF's own statements and documents) », 6 octobre 2003.

6. Jose Maria Sison, « CPP, NPA and NDFP uphold human rights », *Philippine Daily Inquirer*, 16 janvier 2005.

même par sa notoriété. Désigner Walden (et Lidy Nacpil) confirme aussi que l'un des buts du « *diagramme* » est bien de préparer le terrain politique à la mise en oeuvre du « *schéma révolutionnaire/contre-révolutionnaire* » au niveau international. C'est peut-être aussi le moyen d'expliquer aux militants du PCP pourquoi ils ont perdu autant d'influence dans les réseaux mondiaux : cela ne saurait être que le résultat d'un complot ; et un complot a besoin de comploteurs.

Walden a publié, avec Etta Rosales, une vive réponse à la publication du « *diagramme* » d'Ang Bayan (7). Dans la polémique publique qui s'ensuit, Jose Maria Sison et Fidel Agcaoili (qui sont parmi les dirigeants du PCP les plus haut placés en Europe), ont prétendu ridiculiser l'idée que quiconque, et en particulier Walden, puisse être menacé par la simple publication d'un diagramme ! Selon eux, ce tableau des organisations contre-révolutionnaires ne serait rien de plus qu'une description « *factuelle* » de la scène politique, qui ne conduirait qu'à la confrontation idéologique.

Mais dans leurs propres déclarations, Sison et Agcaoili nous donnent toutes les raisons de nous inquiéter : Walden Bello est accusé d'être un « *agent* », « *grassement payé* » par des « *agences de financement impérialistes* ». Avec d'autres « *maffiosi, gangsters d'Akabayon* », il est décrit comme l'un des « *agents spéciaux anticommunistes des États-Unis et des réactionnaires philippins locaux* ». Leur objectif ne serait rien de moins que la « *destruction du PCP et de l'ensemble du mouvement révolutionnaire populaire* ». Walden Bello et Etta Rosales « *sont à l'évidence engagés dans une opération de désinformation et de guerre psychologique. Cette dernière est orchestrée de concert avec d'autres opérations similaires, préparées par le moulin à propagande de l'armée* ». De telles accusations n'annoncent pas des débats idéologiques mais des « *procès populaires* », le recours à la « *justice révolutionnaire* » et des exécutions sommaires (8).

Comme l'ont écrit Ronald Llamas et Risa Hontiveros-Baraquel, d'Akabayon, « *Sison*

s'est empêtré dans ses propres contradictions. D'une part, il déclare qu'il y a une distinction à faire entre "contre-révolutionnaire en paroles" et "contre-révolutionnaire dans les faits", sous-entendant que Bello et Rosales font partie des premiers et donc n'ont pas à craindre l'extermination physique. D'autre part, il menace de lancer une enquête du PCP sur leurs supposées activités criminelles, ce qui permettrait de réunir les conditions de leur élimination pour cause d'activités "criminelles" » (9).

Pourquoi sommes-nous concernés ?

La direction du PCP aimerait nous faire croire que seulement deux ou trois « *criminels* » ont été tués alors qu'ils tentaient de « *résister à leur arrestation* » (une affirmation ridicule !). La réalité est beaucoup plus sombre, comme nous l'avons vu.

Beaucoup d'entre nous, à l'étranger, ont été activement engagés dans la solidarité avec les luttes anti-dictatoriales dirigées par le PCP, durant les années 1970 et 1980. A l'époque, ce parti méritait effectivement d'être soutenu, alors qu'il payait un très lourd tribut pour son engagement. Mais les choses ont changé, malheureusement pour le pire. Le PCP d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'il était il y a vingt ans, et il nous faut faire face aux réalités présentes.

1. Un devoir élémentaire de solidarité

Nous avons, avant tout, un élémentaire devoir de solidarité vis-à-vis des mouvements progressistes et révolutionnaires philippins.

Le caractère pluraliste de la gauche philippine, des mouvements progressistes et des organisations populaires s'est épanoui dans les années 1980 et 1990. C'est précisément ce que la direction actuelle du PCP ne peut pas tolérer. Elle a pour objectif ultime d'imposer son propre contrôle sur l'ensemble du mouvement. Ce n'est pas une exagération de dire que, pour atteindre ce but, la direction du PCP déploie une politique de terreur à l'encontre de la gauche

indépendante, profitant de sa capacité militaire qu'aucun autre groupe clandestin révolutionnaire ne peut égaler. Les militants des partis de gauche, des organisations de masse, des associations de terrain et des ONG, qualifiés de « *contre-révolutionnaires* », peuvent tous craindre d'être visés un jour ou l'autre.

Comme le dit Lidy Nacpil : « *Plusieurs anciens dirigeants accusés d'être des contre-révolutionnaires ou agents à la solde de l'État ont été tués par le PCP, alors que d'autres sont harcelés et poursuivis. Mais les anciens militants du parti ne sont pas les seules cibles — des cadres et des militants des organisations populaires et des mouvements qui ne sont pas dans la sphère d'influence du PCP sont eux-aussi menacés et attaqués. Beaucoup d'entre nous ont donné leur jeunesse et la plupart des meilleures années de leur vie pour faire avancer la lutte nationale démocratique, beaucoup d'entre nous ont vu des êtres chers mourir dans ce combat. Et aujourd'hui, ceux d'entre nous qui osent suivre un chemin différent, pour des changements révolutionnaires, assistent à ce que fait la direction du PCP avec un mélange de profonde tristesse, de frustration et de colère. Elle dilapide tout ce qui a pu être acquis, toutes les victoires qui ont pu être emportées pendant ces dizaines d'années de lutte* ». Les accusations et les actions du PCP « *ont causé des pertes humaines et mis en danger des individus, mais elles ont aussi fait un mal terrible à la cause socialiste* » (10).

Les conséquences du cours actuel du PCP peuvent être extrêmement graves pour les luttes populaires. Les gens vivent dans la crainte. Ces dernières années, dans la péninsule de Bondoc (province de Quezon, au Sud de Manille) par exemple, des cadres d'organisations paysannes ont été tués et pourchassés à la fois par les hommes de main des propriétaires terriens et par le NPA (11). Un journaliste écrit : « *Un fermier de 30 ans, venu de la péninsule de Bondoc, se cache depuis maintenant un an par peur d'être liquidé, lui et sa famille, par des rebelles la Nouvelle Armée du Peuple, dirigée par les communistes. Dioscoro Tejino, sa femme et quatre jeunes enfants, le plus jeune ayant deux ans, ont vécu la plupart du temps dans l'agglomération de Manille avec le soutien d'ONG* » (12).

Dans une interview, le porte-parole du PCP, Gregorio « *Roger* » Rosal, a confirmé que Dioscoro Tejino était bien en danger : « *Oui, c'est vrai, le commandement NPA Maria Theresa de Leon, dans la zone de la péninsule de Bondoc, le tuera effectivement dès que l'occasion se présentera* » (13). Dans

7. Walden Bello & Loretta Ann P. Rosales, « *An open letter to Jose Maria Sison on the 36th anniversary of the Communist Party of the Philippines (CPP)* », 27 décembre 2004.

8. Voir, parmi d'autres écrits : Jose Maria Sison, « *Character assassination and cheap shots by rabid anti-communists and pseudo-revolutionaries* », 26 décembre 2004 ; Jose Maria Sison, « *Walden Bello Exposes Himself as a Pro-US Pseudo-*

Progressive », 30 décembre 2004 ; Fidel V. Agcaoili, « *An Open Letter to Mr. Walden Bello* », 31 décembre 2005 ; Jose Maria Sison, « *CPP, NPA and NDFP uphold human rights* », *Philippine Daily Inquirer*, 16 janvier 2005.

9. Ronald Llamas et Risa Hontiveros-Baraquel, « *Akabayon represents a resurgent democratic Left* », *Philippine Daily Inquirer*, 16 janvier 2005.

10. Cité dans Juan Sarmiento,

« *Communist Party 'Hit List' Denounced Akabayon Leaders Fear For Their Lives* », *Philippine Daily Inquirer*, 26 décembre 2005.

11. Task Force Bondoc Peninsula, « *Stop the Human Rights Abuses of the Landlords and New People's Army (NPA) in Bondoc Peninsula!* », 2004.

12. Carlito Pablo, « *Pro-land reform tiller fears NPA retribution* », *Inquirer News Service*, 18 janvier 2005.

l'article cité plus haut, Sison qualifie de « gang » ce mouvement paysan, confirmant une fois de plus sa propre responsabilité dans la politique actuelle du PCP.

Des militants des années 1970, vétérans des luttes anti-dictatoriales qui, à l'époque, étaient pour la plupart membres du PCP et qui participent maintenant à la « *First Quarter Storm Foundation* » tirent également la sonnette d'alarme : « *Selon les rapports qui nous parviennent, depuis quatre ans environ, quelque trente personnes sont tombées sous les balles de leurs camarades ou ex-camarades. C'est la conséquence des grandes scissions qui ont secoué le Parti communiste des Philippines-Nouvelle Armée du Peuple-Front démocratique national (PCP-NPA-NDF), à partir de 1992. Il ne fait aucun doute qu'après les scissions, c'est l'aile du mouvement qui a fini par s'approprier le nom de PCP-NPA-NDF (surnommée le groupe "Réaffirm" ou "RA"), qui a pris l'initiative de ces tueries. (...) Ce qui cette année nous alarme au plus haut point, c'est que non seulement le nombre de tués a augmenté, mais aussi la probabilité d'être tué. (...) Nous savons tous, dans la communauté FQS, qu'une fois qu'un camarade ou ex-camarade du PCP est qualifié de contre-révolutionnaire, il (ou elle) est considéré comme traître et doit donc encourir la peine de mort. Le fait qu'il (ou elle) ne soit pas exécuté ne tient qu'aux circonstances, comme l'incapacité du parti à retrouver la personne, le changement de priorités du moment ou le fait que les retombées politiques négatives de l'exécution pourraient dépasser les avantages qu'il y aurait à la tuer* » (14).

Face à une telle situation, nous avons la responsabilité morale et politique d'exprimer notre solidarité avec les mouvements progressistes philippins.

2. Des implications internationales directes

Il est absolument normal que les différences politiques, stratégiques et programmatiques s'expriment et soient débattues au sein des mouvements antiguerre et altermondialiste. Il est aussi parfaitement normal que différentes organisations, dans différents pays, appréhendent de façon différentes le processus des forums sociaux. Personne, parmi nous, ne remet en cause le droit et la nécessité de confrontations politiques. Mais nous assistons à deux évolutions opposées, dans l'aile radicale du mouvement d'ensemble.

D'une part, la plupart des organisations progressistes, radicales et révolutionnaires acceptent, de façon plus conséquente que par le passé, le caractère pluraliste de la gau-

che et des mouvements populaires. D'autre part, quelques partis, tels le PCP, évoluent dans la direction opposée. En elle-même, une telle évolution est déjà très dommageable pour les luttes populaires. Mais ce qui la rend terriblement destructive, c'est l'usage de la violence, y compris la violence militaire, au sein du mouvement progressiste. Un principe et une frontière politique essentiels sont alors franchis. C'est précisément à cela que nous sommes confrontés aux Philippines.



Nous pouvons déjà ressentir les conséquences de l'application du schéma « révolutionnaire/contre-révolutionnaire » au niveau international. De nombreux efforts ont été déployés pour ouvrir un espace dans lequel des organisations et des mouvements participant soit au Forum social mondial ou à Mumbai-Resistance 2004 (ou ni à l'un ou l'autre) puissent se retrouver. Malheureusement, cela n'a rien donné. Une des principales raisons de cet échec est le rôle qu'ont joué les forces dirigées par le PCP dans le processus de Mumbai-2004. La situation va encore empirer, maintenant que Sison dirige la Ligue Internationale des Lutttes de Peuples (ILPS) et la construit sur la base du schéma « révolutionnaire/contre-révolutionnaire ».

Il vaut mieux agir politiquement maintenant. Sinon, « *l'ultra violence* » de la situation philippine pourrait bien être « exportée » vers d'autres pays.

Quels devraient être nos objectifs ?

L'objectif n'est pas de demander au PCP de changer son programme, c'est de défendre un principe de base sur lequel nous devrions tous être d'accord : nous ne saurions tolérer aucun assassinat de militants, de cadres des mouvements ouvrier et populaire ou des partis de gauche. La force militaire ne doit pas être retournée contre les

composantes d'une gauche progressiste pluraliste.

Telles étaient déjà les conclusions de mes articles précédents :

● Les assassinats doivent s'arrêter. La direction du PCP doit officiellement et publiquement annoncer que toutes les « *condamnations à mort* » prononcées contre ses anciens membres et d'autres militants de gauche sont levées, pour toujours. Qu'elle n'utilisera plus les menaces et la violence physique

contre d'autres organisations progressistes.

● Tous ceux qui représentent, qui sont associés à ou qui sont identifiés au PCP doivent clairement condamner les assassinats et appeler ce parti à changer radicalement sa politique sur ce point. Le sujet est trop sérieux pour tolérer la moindre ambiguïté.

Ce besoin de clarification, portant sur l'un des principes les plus fondamentaux, concerne avant tout les organisations appartenant au bloc « *Réaffirme* », aux Philippines. Elles protestent souvent, lorsqu'elles sont identifiées au PCP. Elles ont là une bonne occasion de manifester leur indépendance.

1. Bayan Muna et le terrain parlementaire

La clarté sur ce sujet est précisément ce que le groupe de la Gauche unie européenne/Gauche verte nordiques (GUE/NGL) au Parlement européen a demandé à Bayan Muna après l'assassinat de Romulo Kintanar en janvier 2003 (Bayan Muna était alors le seul parti électoral appartenant au bloc « *Réaffirme* »).

La GUE/NGL avait des liens avec Bayan Muna, ainsi qu'avec d'autres partis philip-

13. Delfin Mallari Jr., « *Communist leader confirms NPA out to kill Quezon farmer* », *Inquirer News Service*, 18 janvier 2005.

14. First Quarter Storm Foundation, « *Debate, hindi garrote* », « *FQS Foundation Statement on the CPP Hit-List Issue* », 14 janvier 2005.

Philippines

pins de gauche ayant une représentation parlementaire. A cette époque il s'agissait d'Akbayan et d'Anak Mindanao (Amin) (aujourd'hui, le Parti des Travailleurs, PM, a aussi gagné un siège au Congrès). La GUE/NGL avait mené une campagne très active pour que le PCP ne soit pas placé par l'Union européenne sur la « liste terroriste ». L'assassinat de Kintanar a compromis cette campagne.

Le président de la GUE/NGL a envoyé une lettre à Bayan Muna et à Satur Ocampo pour leur demander leur position sur la question des assassinats du PCP, indiquant très clairement que le groupe ne pouvait maintenir de relations avec toute organisation qui ne condamnerait pas de tels actes. Satur Ocampo refusa de condamner les meurtres et, en fait, sa réponse revint à les justifier. Les relations entre la GUE/NGL et Bayan Muna ont donc été effectivement rompues (15).

En 2004, cinq nouveaux partis électoraux, appartenant au bloc « Réaffirme », ont été ajoutés à Bayan Muna, dont Anak ng Bayan, Gabriela (femmes), Anakpawis ou Migrante. La même question se pose à chacun d'entre eux : condamnent-ils les assassinats ?

2. Devrions-nous nous taire ?

L'Association des Étudiants Asiatiques (ASA) a publié une violente réponse à la déclaration de Focus in the Global South. Selon ASA, Focus n'aurait pas dû « livrer les noms d'organisations » associées au PCP et « en appeler à leur sens de la décence » : ce faisant, argumente ASA, Focus mettrait leurs membres en danger (16).

L'argument central d'ASA aurait été plus convaincant si les signataires avaient commencé par condamner le PCP qui fait précisément ce qu'ils dénoncent, et bien pire. C'est le PCP qui le premier a « livré des noms », aussi bien d'organisations que d'individus. C'est le PCP qui le premier a mis en danger des membres d'autres organisations, au point de les tuer. Dans la déclaration d'ASA, les victimes deviennent les coupables.

15. Voir l'échange de lettres suivant : Francis Wurtz, President of the EUL/NGL, *Letter to Satur Ocampo*, 20 mars 2003 ; Satur Ocampo, Bayan Muna, *Letter to Francis Wurtz*, 15 avril 2003 ; Stellan Hermansson, Deputy Secretary General of the EUL/NGL, *Letter to Satur Ocampo*, 14 mai 2003 ; Pierre Rousset, « The CPP-NPA assassination policy. Comments on Satur Ocampo's reply to the GUE/NGL », 15 avril 2003.

16. Asian Student Association (ASA) Regional Secretariat, « Red-baiting and Baseless Accusations have no place in the People's Movement », 17 janvier 2005.

17. Ibon Foundation, letter signed by Rosario Bella Guzman, executive director, 18 janvier 2005.

Comme on l'a déjà indiqué, les condamnations à mort du PCP ont commencé en 1992-1993. Durant de nombreuses années, à tort ou à raison, nous nous sommes retenus de porter cette affaire en public, dans l'espoir que la raison allait revenir à la direction du PCP. Cet espoir a été anéanti avec le meurtre de Kintanar. Dix ans après les scissions, la politique d'assassinats du PCP s'aggravait au lieu de s'estomper. Il est aujourd'hui plus que temps de parler haut et fort.

Le PCP ne peut criminaliser d'autres groupes, « livrer » des noms, menacer et tuer des militants et, en même temps, nous demander de rester sans réaction, bouche cousue, pour ne pas le « mettre en danger », lui et ses amis !

Plus que tout autre, les organisations et les dirigeants du bloc « Réaffirme » sont bien placés pour exercer une pression morale et politique sur le PCP afin qu'il mette un terme aux assassinats. Ils sont et doivent être mis en face de leurs responsabilités, même si pour cela, il nous faut « livrer » des noms. La vie de nombreux militants et l'avenir de la gauche philippine en dépendent.

3. Bayan et Ibon

Bayan regroupe les organisations sectorielles du bloc « Réaffirme ». La fondation Ibon est particulièrement connue pour ses études socio-économiques sur les Philippines. Ensemble, ils ont pris pour habitude de jouer dans le mouvement international les rôles du « méchant flic » (Bayan) et du « bon flic » (Ibon). Par exemple, Bayan mobilise à l'extérieur, souvent de façon explicite, contre les forums sociaux, alors qu'Ibon travaille à l'intérieur du processus — mais avec les mêmes buts que Bayan.

Les membres du conseil d'administration d'Ibon peuvent être critiques et indépendants vis-à-vis du PCP, mais ils n'ont pas grand chose à dire (et peut-être peu d'informations) sur la véritable politique menée par la fondation. Ibon est un atout majeur dans les mains le PCP. Antonio « Tony » Tujan n'est-il pas l'un des cadres les plus hauts placés du PCP engagé sur la scène internationale (il a siégé au Comité Central, notamment pour représenter la Commission nationale urbaine) ? Toute illusion concernant l'indépendance d'Ibon vis-à-vis du PCP devrait maintenant être dissipée, après la publication de leur réponse à Focus in the Global South (17).

La déclaration d'Ibon ne contient pas un mot de critique sur la politique d'assassinats du PCP. Pas un seul mot ! Là encore, les victimes deviennent coupables. « Avec cet appel, Focus a effectivement fait sienne la ligne US-RP de chasse aux sorcières anti-

communistes, mise en œuvre dans la campagne militaire en cours, et qui a servi à attaquer des institutions légitimes et des organisations populaires. » Ibon va même jusqu'à introduire en son nom des menaces similaires à celles proférées par le parti : « Pour leur propre sécurité, nous enjoignons Walden Bello et Focus à cesser de se laisser utiliser par les factions Tabara et Lopez ». Niant l'évidence, Ibon reproduit fidèlement les allégations du PCP : « Jose Ma. Sison a déjà clarifié publiquement qu'aucune liste de cibles n'existe dans ou ne peut être inférée de l'article publié par le PCP dans Ang Bayan ».

Je n'ai pas l'intention de passer ici en revue les positions de toutes les organisations appartenant au bloc « Réaffirme ». Mais il faut faire pression sur elles pour qu'elles prennent une position claire de dénonciation de la violence au sein du mouvement populaire.

L'enjeu

Quel est l'enjeu ? Ni plus ni moins que la sécurité et la vie de nombreux militants qui vont être contraints à l'exil ou tués, si rien n'est fait. L'avenir de toute la gauche philippine, qui reste riche et active, malgré les vicissitudes passées ou présentes. La dynamique des mouvements internationaux dans lesquels nous sommes engagés, qui posent des bases nouvelles pour des changements radicaux. La légitimité même de notre combat : comment donner un second souffle aux alternatives socialistes si nous nous avérons incapables de défendre nos principes les plus essentiels ?

A plus d'un titre, la solidarité avec les mouvements philippins progressistes et révolutionnaires menacés par le PCP est une question de vie ou de mort.

18 janvier 2005



Jose Maria Sison, chef du PCP

Déclaration d'Urgence au sein du FSM 2005 sur les menaces de violence dans la résolution des divergences politiques

Ces dernières années, un très grand nombre de mouvements et d'organisations diverses se sont retrouvés, par-delà leurs différences, pour faire ensemble front face à la mondialisation néolibérale. Cependant, nous sommes très préoccupés par le fait qu'il se trouve encore aujourd'hui certains groupes, dans le monde, qui cherchent à recourir, en réponse aux divergences politiques, à des attaques physiques et des menaces de mort. La situation qui est apparue aux Philippines en offre un exemple récent : le Département International du Parti communiste des Philippines (PCP) a qualifié de « contre-révolutionnaires » et « agents de l'impérialisme » une série de personnes — dont des intellectuels, des militants comme Walden Bello ou Lidy Nacpil — et d'organisations engagées, sous diverses formes de lutte, dans le combat contre le militarisme et le capitalisme mondialisé. Certaines des personnes nommées dans cette liste ont déjà été assassinées et l'expérience passée montre que cette dernière constitue une menace crédible d'assassinat.

En conséquence, nous qui sommes réunis ici, au sein du Forum social mondial à Porto Alegre, et d'autres ailleurs dans le monde, inspirés par le caractère pluraliste et inclusif de ce processus global, ne pouvons faire comme si le problème posé n'était que local, alors que la sécurité de militants est en jeu. Dans nos efforts pour construire avec consistance un mouvement international de transformation fondamentale, nous réaffirmons avec force que la résolution des divergences politiques doit se faire par la lutte des idées et par le dialogue démocratique, et non par une politique d'assassinats individuels.

Nous appelons chacune et chacun, au sein des mouvements pour la justice globale, à réaffirmer ce principe et à exprimer sa solidarité avec tous ceux qui sont victimes de telles menaces.

Adnane Ben Youssef, CCIPPP, France, Alejandro Bendaña, Centro de Estudios Internacionales, Nicaragua, Alessandra Mecozzi, FIOM, Italie, Alex Callinicos, York University, Royaume-Uni, Ali Fayyad, Centre for Research and Documentation, Liban, Alianza Social Continental (ASC), Alvaro Porticas, Socialist Party, Uruguay, Alvin Anthony, Jubilé-Afrique du Sud, Amit Sengupta, Delhi Science Forum, Inde, Andrés Thomas Conteris, Nonviolence International, Etats-Unis, Anibal Quijano, sociologist, Pérou, Anna Maria R. Nemenzo, Freedom from Debt

Coalition, Philippines, Anna Marize, ICARIA, Espagne, Annick Coupe, Solidaire, France, Antonio Martin, ATTAC, Brésil, Dr. A. Sivanandan, Race & Class, Royaume-Uni, Bertil Kinkunnen, Social Democratic Party of Sweden, Suède, Brid Brennan, TNI, Pays-Bas, Campagna Continentale contra a ALCA, Catherine Coumans, MiningWatch, Canada, Chico Whittaker, Brésil, Chris Nineham, Stop the War Coalition, Royaume-Uni, Christian Schroepel, ATTAC, Allemagne, Christophe Aguiton, Marches européennes contre le chômage, CUT, Brésil, Dave Barker, Asia Pacific Environmental Exchange, Etats-Unis, Dave Webb, Leeds Metropolitan University, Royaume-Uni, Diana Palmo, Alliance for Democracy, Etats-Unis, Dominique Caouette, University of Montreal, Canada, Dor Keet, AIDC, Afrique du Sud, Einar Olafsson, Campaign Against Military Bases, Islande, Elisabeth Gauthier, Espaces Marx, France, Ernst Van Weizaker, MP, Allemagne, Franc Branco, Right Livelihood Award Foundation, Francis Wurtz, MPE, président du groupe de la GUE/NGL, Francois Houtart, CETRI, Belgique, Georges Menahem, ATTAC, France, Hillary Wainwright, Red Pepper, Royaume-Uni, Isabel de la Torre, Earth Economics, Etats-Unis, Jack Dalton, POAC, Etats-Unis, James Cockcroft, Etats-Unis, Jonathan Neale, Globalise Resistance, Royaume-Uni, Jan Nederveen Pieterse, University of Illinois, Etats-Unis, Joao Pedro Stedile, Movimiento Sem Terra, Brésil, Jean Luc Rous, Political Director, Greenpeace International, Jean Pierre Dubois, Federation internationale des droits des hommes (FIDH), Jeremy Corbin, MP, Royaume-Uni, John Cavanagh, Institute of Policy Studies, Etats-Unis, John M. Miller, War Resisters League, Etats-Unis, Jose Correa, Brésil, Josu Egireun, ESK, Pays basque, Kamal Chenoy, Jawarhalal Nehru University, Inde, Klaus Hartmann, World Union of Freethinkers, Allemagne, Laura Gonzalez de Txabarri, ELA, Pays basque, Leo Gabriel, Suedwind, Autriche, Leo Panitch, Socialist Register, Royaume-Uni, Lim Soei Liong, TAPOL, Indonesia Human Rights Campaign, Indonésie, Liz Fekete, Race & Class, Royaume-Uni, Louis Weber, Fédération syndicale unitaire, France, Loring Wirbel, Citizens for Peace in Space, Etats-Unis, Luciano Muhlbauer, SinCobas, Italie, Marche Mondiale des Femmes, Marco Berlinguer, Transform! et Parti

Rifondazione Comunista, Italie, Marcus Arruda, Global Workshop on Solidarity Socioeconomy, Brésil, Mark Rand, Etats-Unis, Matthias Reichl, Center for Encounters and Active Non-Violence, Autriche, Maud Barlow, Council of Canadians, Canada, Medea Benjamin, Global Exchange, Etats-Unis, Moema Miranda, IBASE, Brésil, Mubarak Awad, Non Violence International, Palestine/Etats-Unis, M.P. Giyose, Jubilé Afrique du Sud, Nahla Chahal, CCIPPP, France, Nancy S. Lovejoy, Etats-Unis, Naomi Klein, Canada, Niclas Hallstrom, Dag Hammarskjold Foundation, Suède, Njoki Njoroge Njehu, 50 years is enough, Etats-Unis, No Nukes North, Etats-Unis, Ole von Ulexhill, Right Livelihood Award Foundation, Paola Manduca, World March of Women, Italie, Patrice Barrat, Bridge Initiative, France, Peiro Bernotti, COBAS, Italie, Peter Damo, Forum social roumain, Roumanie, Peter Rosset, CECCAM, Mexique, Petros Constantinou, Campaign Genoa 2001, Grèce, Pierre Galand, senator, Belgique, Pierre Khalfa, ATTAC France, Pierre Rousset, Europe Solidaire Sans Frontières, France, Pouria Amirshahi, 4D, France, Prabir Purkayastha, Delhi Science Forum, Inde, Qamar Agha, Coalition For Nuclear Disarmament And Peace, Inde, Rabia Abdel Karim, Sénégal/Algérie, Robin Broad, American University, Etats-Unis, Rogate Mishane, Tanzanie, Roger Burbach, CENSA, Etats-Unis, Salim Vally, Anti-war Coalition, Afrique du Sud, Sandeep Pandey, Inde, Sophie Zafari, Fédération syndicale unitaire, France, Soren Ambrose, 50 years is enough, Etats-Unis, Sungur Savran, Turquie, Susan George, ATTAC, France, Tariq Ali, Royaume-Uni, Tewoo Tangela, Rosa Luxemburg Foundation, Afrique du Sud, Theo Roncken, Acción Andina, Bolivie, Theresa Wolfwood, Barnard-Boecker Centre Foundation, Canada, Tobias Plüger, MEP, Information Office Militarization, Allemagne, Toufik Ben Abdullah, ENDA, Sénégal, Vinod Raina, Jubilé-Sud, Vittorio Agnoletto, MEP, Italie, Wilbert van der Zeijden, Transnational Institute, Pays-Bas, Workers' Democracy, Thaïlande, Yoko Akimoto, ATTAC Japon.

Pour signer cette déclaration, veuillez écrire à : <wilbert@tni.org>

Appel à souscription

Le Trotskisme, une histoire sans fard de Michel Lequenne

Notre ami Michel Lequenne va publier en avril prochain *Le Trotskisme, une histoire sans fard* aux éditions Syllepse.

Le Trotskisme, une histoire sans fards n'est pas un livre polémique de plus sur le trotskisme, et pas davantage une apologie militante. C'est une histoire d'historien.

Certes son auteur a été un demi-siècle durant un membre de la IV^e Internationale, mais son regard

s'est distancié avec le temps et, par ailleurs, son expérience d'historien marxiste sur différentes périodes du passé l'ont habitué à traiter l'histoire dans ses différentes déterminations. Chacun des chapitre, qui correspondent ainsi aux périodes de l'histoire contemporaine, des années 1930 à la fin du XX^e siècle, sont suivis de deux « contrepoids » qui dissocient de l'histoire les éléments subjectifs : le premier, c'est celui de l'expérience propre de l'auteur ; le second est un examen critique de l'histoire et de la critique du sujet, écrites avant lui.

Pour soutenir la parution de cet ouvrage, vous pouvez souscrire à ce livre (de 342 pages) dès maintenant sur simple courrier auprès des Editions Syllepse, 69 rue de Rigoles, 75020 au prix de 24 euros (franco de port).

Portugal

Victoire historique du Bloc de gauche *

La droite a connu une défaite historique dans ces élections législatives. Ça a été son pire jour depuis le 25 avril 1974, une défaite qui a atteint les deux partis du gouvernement, tant le PSD que le PP.

Le Bloc de Gauche a été le parti du spectre politique qui a le plus progressé. Nous sommes passés de trois à huit députés (1). Nous avons fait élire quatre députés à Lisbonne, deux à Setúbal et deux à Porto. Il nous a manqué 400 votes pour faire élire un député à Braga et 200 à Aveiro. Il nous a encore manqué 1100 votes pour obtenir un député à Faro. En termes nationaux, nous sommes passés de 150 000 à 365 000 voix.

Nous avons été la troisième force à Coimbra et à Faro. Nous avons dépassé le CDU à Leiria, Aveiro, Porto, Viana do Castelo, Viseu, Bragança, Guarda, en Madeira et aux Açores. Et nous avons dépassé le PP à Lisbonne, Setúbal, Beja, Évora et Portalegre.

Dans le nouveau parlement, nous présenterons les projets que nous avons promis et répondrons à la majorité absolue du Parti Socialiste avec les propositions qui correspondent à une majorité sociale : nous avancerons immédiatement une proposition pour la réalisation en juin du référendum pour la dépénalisation de l'avortement. Nous présenterons des propositions pour combattre le chômage et pour la création d'emplois, ainsi que pour combattre la corruption et la fraude fiscale. Au parlement et dans les luttes sociales, le Bloc ne tournera pas sa veste, il n'a qu'une parole et une politique de fidélité à ses engagements.

Danemark

Le gouvernement de droite reconduit sur fond de polarisation

Les élections législatives danoises du 8 février ont marqué la polarisation croissante du pays, avec deux blocs clairement définis au sein du Parlement. La liste unitaire (*Enhedlisten*) de l'Alliance Rouge-Verte s'est consolidée comme

* *Inprecor* reviendra sur ce résultat en avril. Nous reproduisons ici le communiqué du Bloc de gauche du 20 février 2005, de son site web : <http://www.bloco.org>

** Aage Skovrind est attaché de presse de l'Alliance Rouge-Verte (ARV), une organisation de la gauche radicale recomposée, fondée en 1989 <<http://www.enhedlisten.dk>>. Le Parti ouvrier socialiste (SAP, section danoise de la IV^e Internationale) est une des organisations de l'ARV.

1. Les député(e)s élus sont : A Lisbonne : Francisco Louça, Luis Fazenda, Ana Drago et Helena Pinto ; à Porto : João Teixeira Lopes et Alda Macedo ; à Setúbal : Fernando Rosas et Mariana Ajveca. Quatre femmes et quatre hommes.

2. L'ARV pratique « le tourniquet » pour ses élus. Les élus de l'ARV sont : Line Barfod, Pernille Rosenkrantz-Theil, Frank Aaen, Rune Lund, Per Clausen et Jørgen Arbo-Bæhr (SAP). Les sortants de l'ARV étaient : Søren Søndergaard (SAP), Line Barfod, Pernille Rosenkrantz-Theil, Keld Albrechtsen.

une force permanente dans la politique danoise. Le défi principal sera de transformer son progrès électoral en un fort mouvement contre le gouvernement de droite qui crée la pauvreté, la guerre et la xénophobie.

Malgré la perte de quatre sièges au Parlement, le Parti libéral du premier ministre sortant, Anders Fogh Rasmussen, s'apprête à poursuivre son expérience gouvernementale. Son partenaire Conservateur au sein de la coalition gouvernementale a gagné un siège, alors que le Parti du peuple danois (PPD), d'extrême-droite, qui garantissait la majorité parlementaire à ce gouvernement, a progressé de deux sièges.

Les principaux changements sont à relever au sein de l'opposition parlementaire. En perdant cinq sièges les sociaux-démocrates ne se sont pas relevés de leur défaite historique de 2001, lorsqu'ils ont perdu non seulement le gouvernement mais aussi leur position quasi centenaire de premier parti. Au cours de la campagne électorale, marquée par une concurrence médiatique entre les personnalités, le social-démocrate Mogens Lykketoft ne s'est pas avéré capable de présenter une alternative crédible, ni sur le terrain politique ni sur le terrain personnel.

Les deux candidats premier-ministre — le libéral et le social-démocrate — ont promis plus ou moins la même amélioration des services sociaux (santé, retraites, réduction des coûts des gardes d'enfants, augmentation des budgets de l'éducation et de la recherche). Fogh Rasmussen a insisté que les « réductions des impôts » (qui ont favorisé surtout les hauts revenus et les propriétaires des grands domaines) commencées par le gouvernement après les élections de 2001 allaient être poursuivies. Il a aussi souligné que seul un gouvernement de droite serait capable de maintenir les politiques de restriction de l'immigration. Cette politique a provoqué de fortes critiques à l'échelle internationale, mais le candidat social-démocrate a déclaré qu'il ne comptait pas la remettre en cause. L'augmentation du taux de chômage depuis son arrivée aux affaires en 2001 apparaissait aussi comme le principal avapoint faible du gouvernement sortant.

Bien que Lykketoft ait présenté un plan de création d'emplois et que la fermeture au début de la campagne d'un abattoir, entraînant le licenciement de 450 travailleurs, lui ait fourni un argument supplémentaire, il n'a pas réussi à apparaître comme un véritable opposant. Après tout, les privatisations et l'austérité du gouvernement bourgeois ne sont rien d'autre que la poursuite de la politique de son prédécesseur social-démocrate.

De même le Parti social-démocrate a soutenu l'envoi des troupes danoises en Irak et a intégré l'accord national en faveur du projet de Constitution européenne.

Ainsi au sein de l'opposition ce sont les centristes du Parti radical libéral qui furent les grands gagnants

de ces élections, passant de 9 à 17 sièges au Parlement. A la différence des sociaux-démocrates, ce parti s'est fermement opposé à la politique anti-immigrés du gouvernement bourgeois. Parvenant à se présenter comme « une alternative responsable, humanitaire et impartiale », les Radicaux-libéraux ont acquis une grande popularité chez les étudiants et parmi la population urbaine instruite. Dans certains quartiers ouvriers traditionnels de Copenhague ils sont même parvenus à devenir le parti dominant.

A gauche, les réformistes du Parti socialiste populaire (PSP) ont subi une nouvelle défaite, en perdant un siège. Son dirigeant depuis 14 ans, Holger K. Nielsen, a présenté sa démission au lendemain des élections.

La gauche radicale de la Liste unitaire (*Enhedlisten*) de l'Alliance Rouge-Verte a pour sa part réalisé son meilleur résultat depuis sa fondation. Avec 3,4 % des suffrages exprimés l'ARV a accru sa représentation parlementaire, passant de 4 à 6 sièges (2). Plusieurs facteurs expliquent ce succès. Parmi eux il faut souligner l'évolution à droite du PSP et en particulier son soutien au projet de Constitution européenne (36 % de ses membres avaient voté contre lors du référendum interne de ce parti), l'opposition claire de l'ARV à l'engagement danois en Irak ainsi que la performance médiatique de la jeune députée de l'ARV, Pernille Rosenkrantz-Theil, surnommée par les médias la « princesse des élections ». L'ARV a gagné un important soutien dans la jeunesse, en particulier chez ceux qui votaient pour la première fois (dans les élections d'essai au sein de plusieurs lycées l'Alliance est apparue comme le parti dominant).

« L'augmentation de notre représentation parlementaire fut l'un des trois objectifs que nous nous étions fixés », expliquait la députée de l'ARV Line Barfod. « Cependant — a-t-elle ajouté — nous ne sommes pas parvenus à modifier l'équilibre politique en faveur de la gauche ni à renforcer l'opposition contre la guerre. Et surtout nous avons complètement échoué à renverser le gouvernement. »

Il n'en resta pas moins que l'Alliance a réussi à mener une campagne active et bien coordonnée et que la quasi-totalité de ses membres s'y sont investis. Au cours de la campagne l'ARV a recruté 800 nouveaux membres. Les élections municipales et régionales du 15 novembre prochain ainsi que le référendum sur la Constitution européenne seront les deux prochains défis que l'Alliance devra relever.

Aage Skovrind**

Résultats des élections législatives au Danemark

	Votes	%	Sièges	± (2001)
Enhedslisten (Alliance Rouge-Verte)	113 982	3,4	6	+ 2
Socialistisk Folkeparti (PSP)	201 225	6,0	11	- 1
Minoritetspartiet (minorités)	8 886	0,3	0	—
Socialdemokraterne (PSD)	868 259	25,9	47	- 5
Det Radikale Venstre (sociaux-libéraux)	307 205	9,2	17	+ 8
Centrum-Demokraterne (centre-droite)	33 643	1,0	0	—
Kristendemokraterne (chrétiens-démocrates)	57 845	1,7	0	- 4
Venstre (Parti libéral)	974 944	29,0	52	- 4
Det Konservative Folkeparti (conservateurs)	345 343	10,3	18	+ 2
Dansk Folkeparti (PPD, extrême droite)	444 398	13,2	24	+ 2

Le Parlement compte 175 membres du Danemark, 2 des Îles Féroé et 2 du Groenland

La troisième phase de Rifondazione comunista

Par
Salvatore Cannavò*

En ce moment, notre parti vit la troisième phase de son histoire. La première, c'était celle de la résistance. Résistance au virage d'Occhetto, mais avant tout à la suprématie de la pensée unique néolibérale et à l'agression des politiques de concertation et des premières guerres globales. Après cette phase, jusqu'à la rupture du gouvernement Prodi en 1998, une seconde phase a suivi ; celle des mouvements, la reconquête de l'autonomie politique du centre gauche et l'investissement conséquent en un nouveau processus inédit d'action sociale, qui renverse de vieilles certitudes. Avec le 6e congrès, Rifondazione doit regarder son passé en face et imaginer son avenir.

Les camarades qui se réfèrent à notre revue (ERRE) et à sa zone d'influence — et qui en compagnie de beaucoup d'autres ont donné vie à la quatrième motion : « *Une autre Rifondazione est possible* » — ont participé en première ligne aux deux phases précédentes. Dans la première, ils ont alterné entre dissidence et convergence — nous étions dans l'opposition du parti en 1994 comme en 1996 quand le PRC s'est laissé embarquer dans l'option de gouvernement. Et nous étions en première ligne, bien qu'avec beaucoup de limites et de restrictions, pendant la phase « *glorieuse* » des mouvements. À ce congrès, nos parcours nous divisent à nouveau avec la majorité du congrès guidé par le secrétaire Fausto Bertinotti. On note une divergence profonde non seulement sur une proposition « *tactique* » mais sur l'avenir même du PRC et de son rôle dans la politique italienne. En effet, le jeu au congrès se joue entre le choix de faire de Rifondazione non seulement un corollaire du centre gauche, un appendice beaucoup plus radical, voire sur un pied de guerre et avec une très grande capacité d'action (certes plus grande que la tentative analogue et avortée de Cofferati). Ce serait également un parti disposé aux compromis avec le patronat italien à la recherche d'une alternative à Berlusconi et qui a besoin d'un centre

gauche fort et cohésif. Ou à l'inverse, pour suivre la seconde phase, renforcer le choix des mouvements, en s'efforçant d'en renforcer l'autonomie, pour construire, sans ambages, une alternative politique non seulement aux droites mais également au centre gauche devenu l'expression cohérente des intérêts du capitalisme globalisé et ainsi incapable de réaliser une véritable alternative à Berlusconi. Ces deux possibilités regardent en premier lieu les deux composantes qui ont traversé et construit l'ensemble de la deuxième phase de Rifondazione, celle des mouvements. C'est pour cela qu'il y a aussi un « *congrès dans le congrès* » grâce à ceux (la première et la quatrième motion) qui se sont investis dans Gênes et qui maintenant, à partir de cette expérience, proposent un autre type d'avenir au parti. Les autres motions qui ont critiqué ou snobé cette expérience (même pour privilégier la sauvegarde des « *textes sacrés* ») ont plus de mal à se syntoniser avec ce cours et donc avec l'avenir qui nous attend.

La centralité de l'opposition à Berlusconi

Tout d'abord, débarrassons-nous du faux problème de l'opposition à Berlusconi. Ce n'est pas ce qui nous divise ou ce qui divise les âmes de la gauche italienne, ou les différentes tendances au sein des mouvements sociaux. Berlusconi est un résidu révoltant de la droite italienne et sait en combiner les pires aspects, du populisme à l'autoritarisme, du libéralisme le plus féroce à l'intégrisme catholique, de la tartuferie moraliste à la

misogynie plus ou moins masquée. Les lois les plus périlleuses du centre droite illustrent bien ce profil. La loi 30 qui défait le cadre de la solidarité normative qui a régné dans le monde du travail depuis 30 ans. La loi Bossi-Fini sur l'immigration qui accentue les divisions internes du prolétariat moderne et institutionnalise des camps d'État. La réforme des retraites qui annule un droit fondamental après coup. La loi 40 (sur la fécondation assistée) qui porte un coup massif à l'autodétermination des femmes par la conception éthique étatiste. La loi Moratti, qui remet à jour la sélection de classe à l'école... Et avant tout, la participation à la guerre en Irak, avec le ricanement féroce des participants à une nouvelle spoliation coloniale. Ça suffit pour motiver l'opposition et la détermination de nous libérer d'un tel gouvernement. Le véritable problème de cette phase est pourtant cette opposition. Où est-elle, que fait-elle, de quoi s'occupe-t-elle ? En juillet passé, Berlusconi était moribond. Dernièrement il est revenu comme acteur central de la scène politique. Le centre gauche — qui porte maintenant le nom ronflant de Grande Alliance Démocratique — au cours de tous ces mois n'a pas su réaliser l'initiative politique la plus tiède, coïncé

* Salvatore Cannavò, membre du comité politique national du Parti de la refondation communiste (PRC, appelé communément « *Rifondazione* ») d'Italie, directeur-adjoint du quotidien du PRC *Liberazione* et animateur de la revue de gauche radicale *ERRE*, présente ici le combat des militants qui soutiennent la motion n° 4 — « *Une autre Rifondazione est possible* », que soutiennent, entre autres, les militants du courant *Bandiera Rossa* (qui regroupe au sein du PRC les militants s'identifiant à la IV^e Internationale) — en vue du sixième congrès du PRC. Au moment où nous mettons sous presse ce numéro d'*Inprecor*, les résultats encore non définitifs des votes lors des assemblées locales du PRC en vue de son prochain congrès, indiquent que la motion n° 1 (présentée par Fausto Bertinotti) recueillerait environs 61 % des mandats, la motion n° 2 (animée par le courant « *traditionaliste* ») — 25 %, la motion n° 3 (animée par Franco Grisolia) — 6 %, la motion n° 4 (appelée aussi « *Gauche critique* ») — 7 % et une cinquième motion un peu plus de 1 %. Nous reproduisons ici l'éditorial de *ERRE* (*Resistenza, Ricerche, Rivoluzioni*) n° 12 de janvier-février 2005. Traduit de l'italien par Maria Gatti.

Erratum

● Une erreur d'interprétation d'un appel à une réunion de débat précongressuel du PRC nous a conduit à écrire dans *Inprecor* n° 501/502 de janvier-février 2005 (p. 9, à la fin de la légende de l'illustration) que le nouveau secrétaire général du syndicat des métallurgistes (FIOM) soutient la tendance *Gauche critique* (motion n° 4), alors qu'il était seulement annoncé en tant que participant à un débat organisé par cette tendance. Nos excuses les plus plates...

entre la mémoire de ses actes au gouvernement et la confusion face à son avenir prochain. Rappelons que toutes les lois citées plus haut ont eu un pendant lors du gouvernement de centre gauche, de la loi Treu — où le PRC était complice — à la loi Turco-Napolitano, la loi Berlinguer, la réforme des retraites de Dini et de Prodi, et même la participation à la guerre au Kosovo. La GAD discute de tout, des « primaires », d'organigrammes, de son nom ridicule, mais n'agit pas comme opposition.

Par contre, nous, qui nous opposons à l'entrée du PRC au gouvernement, proposons l'opposition à Berlusconi comme point de mire. Par exemple, nous continuons à soutenir la proposition du secrétaire de la FIOM, Gianni Rinaldi, de faire une grande manifestation sociale. Cette proposition semble en ce moment hors du compas des sommets de la GAD, mais également de la gauche alternative. Par ailleurs, nous nous engageons pour qu'il y ait une nouvelle manifestation en date du 19 mars pour le retrait des troupes de l'Irak. À ce moment-là, les différentes composantes des mouvements, quel que soit leur rapport avec le centre gauche, relanceront un NON ! sans compromis à la guerre militaire économique et sociale. Nous poursuivons le combat pour soutenir les différentes formes de lutte qui animent tellement la réalité italienne — mais aussi européenne, comme il faut le souligner — il y a des rencontres, des convergences, des formes d'unité d'action, des plates-formes communes. Nous sommes une voix de plus de l'opposition sociale parce que nous partageons l'idée conçue par le directeur du Manifesto, Gabriele Polo, qui prétend que le berlusconisme n'est pas une anomalie institutionnelle mais une « *biographie du pays* », non pas une excroissance qu'un coup de baguette magique peut faire disparaître, avec un accord électoral bien fait, mais qu'on peut renverser seulement dans le vif des luttes en mobilisant depuis la base.

Donc, la divergence n'est pas sur cette question. Comme nous le disons plus haut, elle touche au rôle et à l'avenir de notre parti, à sa fonction par rapport aux mouvements sociaux et à la construction d'une gauche anticapitaliste. Il s'agit de savoir si notre avenir devrait tourner autour de la gestion de ce qui existe, pour le rendre « *moins pire* » — le « *moins de capitalisme* » que Bertinotti a proposé à l'assemblée du Manifesto opposé au « *plus de capitalisme* » de Berlusconi. Ou, si nous maintenons une position de rupture de l'ordre existant en remettant à l'ordre de jour le projet de la révolution sociale. En d'autres termes, si nous nous condamnons à rester accrochés

au train du centre gauche avec l'illusion (ou la conviction) de le faire virer à gauche ou si nous tentons de faire dérailler ce train pour construire une alternative.

Le gouvernement est un drapeau

Fausto Bertinotti nous explique depuis plus d'un an — au moins il a de la suite dans les idées — que pour réaliser une alternative crédible à Berlusconi et au berlusconisme, il faut donner naissance à un projet, une inspiration synthétique, un programme qui peut faire office de « *drapeau déployé à la tête des gens* » — en d'autres mots, une alternative de société. Nous ne pouvons faire autrement que d'être d'accord avec cette approche, et donc, de laisser le temps qu'il faut pour trouver des tentatives de fixer des conditions minimales, des balises ou d'autres formulations. Le gouvernement, pour les communistes, est une hypothèse de changement, un projet de transformation, la forme concrète qu'assume un espoir populaire. Donc, il n'est pas un simple passage tactique, un choix parmi les autres, un incident de parcours. C'est l'âme de la politique parce qu'il révèle l'identité précisément au moment où il doit réaliser ce pour quoi nous nous sommes toujours battus, et pourquoi on demande des sacrifices militants, l'adhésion des sympathisants, le soutien électoral. Pour nous, le gouvernement coïncide exactement avec le lancement d'une alternative de société, avec la réalisation d'un besoin de transformation. Il n'y a pas beaucoup d'exemples qui courent (autre signe des temps). Avec toutes les limites du cas, l'exemple le plus immédiat qui vient à l'esprit est l'expérience chaviste au Venezuela.

Si c'est la prémisse, nous voyons deux demandes légitimes. Est-ce que le centre gauche permet même d'imaginer cette alternative de société ? Et est-ce que les mouvements sociaux actuels, avec leurs structures, leur poids social, leurs rapports internationaux, peuvent créer un processus de révolution sociale en mesure de subvertir les rapports politiques actuels, les compatibilités déclarées, les compromis nécessaires ?

La constitution du centre gauche

La liste des méfaits de la Grande Alliance Démocratique est encore plus longue que son nom. Il suffirait de citer les déclarations de Rutelli sur l'égalitarisme, la disponibilité de Fassino de faire la guerre encore sous mandat de l'ONU, la fidélité au Pacte de Stabilité, à l'armée européenne, à l'OTAN,

l'invention de la directive Bolkestein qui a marqué la Commission européenne sous la direction de Prodi, la position de la Marguerite sur la fécondation assistée, les commentaires de mauvais goût de Prodi sur les migrants. La liste est longue. Mais un élément résume la liste, l'âme du centre gauche, son horizon et son avenir : la Constitution européenne, celle qui enchâsse le marché libre. C'est au cœur de la pensée-romanoprodite et unit toutes les âmes de la GAD, à l'exception du PRC, comme l'approbation au Parlement le démontre.

Quand on parle de la décomposition du centre gauche et de sa réarticulation, il faudrait observer certains critères rigoureux et mesures scientifiques. Certes, sur le plan de la géographie interne le centre gauche est différent de celui d'il y a quelques années, ne serait-ce que parce qu'entre-temps DS



(Démocrates de gauche) et la Marguerite (chrétiens démocrates) ont décidé de choisir le chemin de la Fédération réformiste (on ignore avec quel succès), ce qui libère objectivement un espace à gauche. Maintenant avec l'évaporation de la tentative de Cofferati, même la dite gauche alternative est divisée quant à savoir comment occuper cet espace : avec une fédération miroir à la fédération réformiste (même sur le plan « *politicien* ») comme le propose Oliviero Diliberto ? Ou avec un nouveau parti (comme on semble l'espérer dans le grand courant DS) ? Ou avec un réseau, une fondation, une formule plus lâche qui permette aux partis de se confondre avec les mouvements, comme le propose Fausto Bertinotti ? À la date d'aujourd'hui — et l'assemblée du Manifesto du 15 janvier l'a confirmé — il s'agit seulement de propositions du cadre, sans la moindre allusion au contenu et

quand un contenu émerge, le profil général de cette opération a des relents d'une « gauche social-démocrate », perméable à l'expérience des mouvements, anti-néolibérale, pacifiste, mais disposée à un compromis social, qui constitue un pas en arrière par rapport à l'histoire et l'identité de Rifondazione comunista. Et en effet, personne, au sein de cette gauche, ne met en question la direction réformatrice de l'alliance, à commencer par celle de Prodi (avec la déclaration absurde d'Asor Rosa qui se dit « plus prodiste que la Marguerite » (entrevue au *Corriere della Sera*, 13 janvier 2005). Du point de vue de la solidité interne, le centre gauche est beaucoup plus solide qu'il y a cinq ans, grâce au soutien, qui semble inoxydable, que notre parti a décidé de lui accorder. Et ceci, malgré un contexte politique où les positions politiques et les comportements effectifs ne légitiment aucunement une telle réorientation.

Regardons les élections régionales. En ce moment, tout le monde regarde celles des Pouilles (on y reviendra plus tard) mais on oublie de parler de la candidature d'un entrepreneur, Sarfatti, en Lombardie, qui a déjà servi de porte-parole à la Confindustria de D'Amato ; d'un bureaucrate comme Burlando en Ligure, d'une image pure comme Marrazzo au Latium, d'un notable démocrate-chrétien comme Loriero en Calabre, un autre entrepreneur en Vénétie et ainsi de suite. Pour ne rien dire de l'auto-suffisance arrogante de Martini en Toscane (avec un PRC, il faut le dire, même trop disposé à l'accord). Et ceci sans exiger le moindre programme politique ou proposition pour « une alternative de société ».

Les positions du PRC sont des preuves supplémentaires que le cadre est tellement détérioré : où est passé la réduction de l'horaire du travail (qui commence à animer les grèves en France) ou celle de la défense du système de retraites par contribution, l'extension du système de la santé publique, voire la réforme du système fiscal, toutes réitérées au cours de la phase 1996-1998 ?

Les mouvements changeront le monde, pas Prodi

Avec ce centre gauche, il n'est pas possible d'ouvrir des débats en termes d'alternatives de société, également parce que les contradictions internes le portent dans un autre sens. L'initiative de Prodi, les escarmouches avec Rutelli, les mauvaises humeurs de Fassino, le projet chancelant de la Fédération réformatrice, une régie interne qui ne semble jamais réalisée. Seule sa décomposition effective et son dépassement

pourraient faire avancer ce programme. En effet, le centre gauche, dans sa composante majoritaire, est toujours plus un point de référence de la bourgeoisie italienne, du moins des secteurs les plus progressistes, qui regardent vers l'Europe, se préoccupent des mécanismes de la mondialisation pour ne pas être balayés. Mais cette bourgeoisie ne voit pas encore son propre avenir de la même façon. Par vocation, elle est gouvernementale quand elle ne peut pas pactiser ouvertement avec l'opposition. Quand elle le fait, aussi parce qu'elle est aux prises avec une crise verticale, elle poursuit des projets politiques différents qui sont le fruit de ses âmes diverses. Ce n'est pas un mystère que les cercles industriels de l'Italie du Nord sont aujourd'hui plus proches de Prodi, dont ils reconnaissent le destin européen, tandis que



les grandes banques de l'Italie centrale, à partir du gouverneur de la Banque d'Italie, sont plus attentives aux gestes centristes de Rutelli. Quant à la DS, ses liens sont tous azimuts, des grandes coopératives de l'Émilie à des banques comme Monte Paschi di Sienne, de structures financières comme Unipol à des rapports qu'a cultivé Massimo d'Alema avec la nouvelle entreprise méridionale. Tout cela ne peut pas manquer de peser dans un schème gouvernemental, et pèse en effet, en profondeur. Ces influences entrent en contradiction avec les intérêts populaires qui se reconnaissent encore dans une grande mesure dans le centre gauche, et en particulier dans la DS.

Penser pénétrer ces contradictions en soutenant un gouvernement sous l'égide de Prodi — et en contribuant de la sorte à contenir les poussées populaires en sens inverse — se traduirait dans les faits par la consolidation d'un cadre fragile. Si l'inten-

tion, au contraire, est de désarticuler le cadre, de se présenter plus clairement comme sujet politique en mesure de représenter les intérêts des travailleurs, alors la voie à choisir n'est pas le soutien au gouvernement mais une voie d'unité conflictuelle — d'en bas, avec les luttes. Les exigences d'unité, que la composition sociale du centre gauche continue à nous poser, seraient garanties par l'accord politico-électoral que nous proposons au congrès. À nos objections, on a toujours répondu que, contrairement au passé, la force des nouveaux mouvements permet un défi unitaire au centre gauche. La faiblesse de cette argumentation est amplement abordée dans notre motion au congrès qui comprend un bilan des années passées et une proposition de travail pour l'immédiat. Il vaut la peine de vérifier si les événements politiques les plus récents confirment ou infirment cette analyse : en particulier, la donne sociale, de classe, que représente l'accord unitaire entre Fiom, Fim et Uilm [les trois fédérations de la métallurgie] et l'état des luttes en général ; le cas Vendola [qui a remporté pour le PRC les « primaires » dans les Pouilles].

L'unité des métaux, une phase défensive des luttes

C'était Giorgio Cremaschi, dans Liberazione, qui a défini un accord unitaire (105 d'augmentation pour tous plus 25 demandé à la signature de la convention intégrative), une médiation obligatoire qui constitue une « résistance » face à l'arrogance du gouvernement et du patronat. Il a souligné la portée décisive de l'accord sur le référendum de la part des travailleurs. Après des années de division syndicale, la perte progressive du pouvoir d'achat, la volonté d'obtenir enfin des gains quelconques, tous ces facteurs ont poussé les délégués de la Fiom à approuver le projet de convention presque à l'unanimité. Mais il n'échappe à personne que la solution trouvée est un moyen de maintenir une position, pour ne pas reculer encore et pour récupérer un peu de ce qu'on avait perdu. Non pas une bataille d'arrière-garde mais précisément une « résistance » qui reste différente d'une offensive (comme dans le cas de la convention mythique de 1969 dont on a fêté, il y a peu, le 35^e anniversaire). L'important, dans cet accord, est l'unité retrouvée avec Fim et Uilm, même si celle-ci est à double tranchant si on observe le mal avec lequel Confindustria est tentée par un accord qui la mette en difficulté sur le plan des coûts (Federmeccanica a relancé une offre d'aug-

mentation de 59). Par contre, on aperçoit un important point tournant dans les relations syndicales qui ouvrirait le chemin à une nouvelle concertation avec CGIL, CISL et UIL (et il est clair que ce mal est la preuve des effets positifs des négociations au sommet et à l'appui qu'il faut donner à la FIOM).

Mais la difficulté sociale est encore plus évidente si nous jetons un coup d'œil aux autres luttes et à leur isolement. On peut penser aux transports, surtout sur le plan international. L'Europe vit des grèves, des sommets, des mobilisations en défense de l'État social, du salaire, des droits au travail, mais de véritables liens ne se tissent pas. Nous vivons une phase défensive où pèse la donne internationale, l'offensive impérialiste des États-Unis fait déplacer l'axe politique global vers la droite et englobe toutes les autres forces, dont celles de la social-démocratie européenne qui se trouve de plus en plus refoulée vers des positions social-libérales. Par ailleurs, le projet d'unification européenne — avec son corollaire libéral sur le plan social — ne serait pas possible sans l'appui du Parti socialiste européen et de D'Alema, Schröder, Blair, Zapatero et Hollande.

La gauche alternative

Sur ce point, on renvoie le lecteur à l'article de Gigi Malabarba, mais ça vaut la peine d'en souligner un aspect : des processus de reconstruction d'une gauche alternative au déclin social-démocrate sont en cours en Allemagne, en Grande-Bretagne (Respect) en partie également en Italie avec l'initiative d'Il Manifesto et le projet de gauche alternative du PRC. Il s'agit de projets importants par leur nature de classe affirmée, par la tentative de continuer à représenter le monde du travail, le prolétariat moderne. Par contre — le nœud qui anime cet article ne cesse de revenir — s'agit-il de projets qui déclarent une volonté manifeste alternative au social-libéralisme, comme dans le cas de Respect en Grande-Bretagne, ou s'agit-il seulement de tentatives de rouvrir des négociations avec les groupes dirigeants de la nouvelle social-démocratie en vue d'un gouvernement réformiste ?

Le défi de la démocratie (sous forme de primaires ?)

La discussion sur la démocratie qu'ouvre la victoire de Vendola aux primaires de la GAD aux Pouilles serait abstraite sans faire le lien avec l'état de la lutte des classes, c'est-à-dire les rapports sociaux qui existent aujourd'hui, et sans faire le lien avec le

contenu social de la démocratie elle-même. Nous sortons d'un siècle trop riche en affrontements pour pouvoir oublier que la démocratie n'est jamais formelle mais surtout une question de substance. La différence, à notre avis, ne dépend pas uniquement de ce qui pousse les gens à agir dans un mode déterminé, également parce que c'est toujours sujet à interprétation. On peut soutenir que les primaires aux Pouilles réveillent « la vieille taupe » (Rina Gagliardi, *Liberazione* du 21 janvier 2005) ou qu'elles expriment une authentique volonté de changement, mais on ne peut pas confondre une forme démocratique primitive, typique de la politique états-unienne, avec la démocratie en substance. Celle-ci est faite de choix organisés, de participation et de luttes, de contenus et d'instruments pour obtenir des conquêtes. Les primaires de Nichi démontrent avec une évidence désarmante les difficultés de cette phase politique et les limites de la ligne politique actuelle, de notre point de vue (il ne fait pas de doute que du point de vue de Bertinotti, les Pouilles sont un laboratoire avancé). Parce que ces primaires livrent au cadre de la GAD la force politique dont Rifondazione — et Vendola dans la région des Pouilles — sont l'expression, en la comprimant dans un cadre de compatibilité, certes plus avancée, mais ne permettant pas d'indiquer une alternative de société. Cette cession de souveraineté, qu'on troque contre notre force et notre capacité d'influence sur le centre gauche, est au contraire le reflet d'une faiblesse sociale où la politique du « moindre mal » prend le dessus.

La majorité est prête à nous assurer que hors du cadre unitaire, la valeur du PRC ne dépasserait pas les 3-4 % (donnée qu'il faudrait confirmer, en vue du résultat du printemps 2004 à Florence ou celle de 2001 où nous avons obtenu « seulement » 60 000 votes de moins qu'aux européennes de 2004). Mais même si c'était le cas, ne serait-ce pas la preuve de la prévalence de la logique du « moindre mal » à laquelle Rifondazione ne peut pas et ne veut pas se soustraire ? Faire de nécessité vertu — en confondant cette faiblesse avec une possibilité illusoire de changer le centre gauche — ne fait pas de la bonne politique et produit des résultats encore pires. L'exaltation des primaires, en effet, se traduit en un soutien définitif au système majoritaire (pour cela il nous semble erroné de la comparer avec le référendum syndical), à une conception centrée sur le chef et la personnalité (dont même la gestion du secrétariat de la part du camarade Bertinotti a fait preuve) ; un pas en arrière par rapport aux gains sur le terrain des mouvements qui ne méritent certes pas

d'être réduits à des sujets de transformation globale ou des objets de discorde avec le centre gauche.

En réalité, la démocratie qui s'affirme en cette saoulerie médiatique est la démocratie de l'alternance, qui vise à améliorer le système existant, et non pas celle qui cherche à le subvertir. Il ne s'agit pas de banaliser le besoin de participation, qui existe et qu'il faut savoir accueillir, mais de le traduire en des lieux et des formes efficaces de conflit social, qui pour être tels, ne peuvent pas faire autrement qu'affronter les politiques du centre gauche. C'est pourquoi nous avançons la proposition de l'accord politico-électoral, et l'accord technico-électoral subsidiaire, pour donner un instrument d'autonomie aux mouvements et aux luttes des dernières années, sans renoncer à nous synchroniser sur la « faiblesse de la phase ». Il faut savoir capter les demandes d'unité, en dialoguant avec la logique du moindre mal qui capte encore des millions de travailleurs pour les porter en avant. Fixer des points politiques — l'abolition des pires lois du gouvernement Berlusconi — par un accord électoral en mesure de battre cette droite et de réaliser un progrès tangible dans les conditions de vie, qu'on peut mesurer et obtenir par l'action du PRC. Ce ne serait évidemment pas la conclusion d'une bataille — ou une position relâchée à la logique du gouvernement Prodi, comme la troisième motion nous accuse de faire, de manière inconvenante et par la pire déformation de la réalité. Ce ne serait que le début d'une lutte qui verrait notre centre de gravité solidement derrière les mouvements sociaux et notre capacité de faire de la politique parlementaire pour obtenir des résultats concrets.

La « brèche aux Pouilles » (pour citer Marco Revelli, *Liberazione* du 20 janvier 2005 qui, sans se faire trop d'illusions, avertit qu'une « masse énorme de cynisme, de bureaucratie, de modération fait tout pour la colmater ») confirme une distinction de fond présente à ce congrès, entre l'hypothèse de présence au sein du centre gauche (et pire, au sein du système de gouvernement d'un pays membre du G8) qui grâce à notre « politique de mouvements », pourrait faire avancer les conflits sociaux et la nôtre, qui pense qu'il faut travailler pour une alternative au centre gauche et que grâce à la « politique des mouvements », il sera possible, à partir de ces conflits, de restituer la dignité, le sens et la passion à la politique. ■

21 janvier 2005

France / Côte d'Ivoire

La LCR pour le retrait des troupes françaises et contre la politique xénophobe de Gbagbo

La crise du système de domination impérialiste de la France en Afrique ne cesse de s'approfondir. Interventions militaires de l'armée coloniale, qui dispose en permanence de 8 000 soldats sur le continent ; soutien aux dictatures et à des régimes qui mettent ouvertement en œuvre des politiques ethnistes xénophobes ; pillage des ressources du continent. Dans sa zone d'influence, l'État français applique avec toutes leurs rigueurs les recettes du FMI et les préceptes de la globalisation libérale.

L'opposition de Chirac à la guerre en Irak a pu entraîner des illusions dans une partie de l'opinion progressiste dans le monde, qui considère que la politique de la France et de son armée pourrait être un moindre mal face à l'impérialisme dominant des États Unis. C'est oublier qu'il y a dix ans, au Rwanda, après avoir laissé se développer le projet génocidaire d'un régime quelle soutenait, conseillait, armait et finançait, l'armée française n'est intervenue que pour évacuer ses ressortissants et a abandonné les Tutsis et les opposants Hutus à la merci des tueurs. Puis elle est revenue pour sauver les tueurs, les aidant parfois à « *finir le travail* », et protéger le régime qui avait commis le troisième génocide du XX^e siècle. En ce début d'année 2005, des responsables militaires et politiques français sont désormais poursuivis devant les tribunaux pour « *complicité de génocide* ». Ce travail de vérité et de justice est indispensable pour mettre fin à leur insupportable impunité.

La crise en Côte d'Ivoire est là pour rappeler le rôle de puissance impérialiste de la France en Afrique, et le danger qu'elle représente en maintenant sa domination au prix d'un soutien à des régimes capables des pires exactions. Depuis que l'armée française est intervenue dans la guerre qui s'est déclenchée en Côte d'Ivoire en 2002, peu de voix se sont élevées dans la gauche française pour exiger que la France se retire du pays. La Ligue communiste révolutionnaire (LCR) a défendu, un peu seule, pendant deux ans, que la France ne pouvait faire partie de la solution tant elle faisait partie du problème, et que son armée n'intervenait pas pour mettre fin aux exactions du régime de Gbagbo, mais pour y défendre les intérêts français.

Depuis la crise de novembre 2004, l'évidence s'impose : non seulement elle n'a ni voulu, ni pu, arrêter la logique raciste et xénophobe de Gbagbo, mais lorsque les va-t-en guerre du régime s'en sont pris aux soldats français, l'armée a réagi avec son armada de troupes coloniales.

Un débat s'est ouvert dans la gauche radicale française, comme dans la gauche africaine : lutter pour le retrait des troupes françaises, porter une solution politique et démocratique pour les Ivoiriens, tenir compte de l'urgence et de la nécessité de ne pas laisser les populations sans défense face aux exactions de masse du régime Gbagbo. Plusieurs débats publics ont été organisés à Paris par ceux qui partagent ces objectifs, entre la LCR,

les courants anarchistes, le Comité pour l'Abolition de la Dette, l'association Survie, différents regroupements de militants africains opposants tant aux régimes de Gbagbo qu'au régime de Compaoré au Burkina.

On a pu aussi apprécier le vrai Chirac, qui s'en est pris à Thabo Mbeki et a la médiation qu'il mène au nom de l'Union Africaine en Côte d'Ivoire, conseillant à Mbeki de « *s'immerger dans l'Afrique de l'Ouest pour en comprendre la psychologie et l'âme* ». Un Chirac qui se croit chez lui en Côte d'Ivoire et méprise Mbeki l'Africain. Venant d'un responsable français qui avait l'habitude de souligner dans les années 1980 que « *la démocratie est un luxe pour l'Afrique* », et qui préside un pays qui fut un des principaux soutiens au régime d'apartheid, invectiver en ces termes un de ceux qui renversèrent le régime d'apartheid en dit long sur la politique et « *l'âme* » des dirigeants français. Ils viennent encore de le montrer en soutenant l'incroyable coup d'état du fils du dictateur du Togo décédé, ami de trente ans des gouvernants français et un des plus vieux piliers du système franco-africain.

Mais les manifestations en France en réaction à la situation au Togo, comme les initiatives sur la Côte d'Ivoire, sont encore trop limitées tant la gauche française est habituée à rester passive devant la politique africaine de ses gouvernements successifs.

Dès les premiers jours des affrontements militaires à Abidjan en novembre dernier, la LCR et Lutte Ouvrière ont organisé un rassemblement de plusieurs centaines de militants réclamant le retrait des troupes françaises de Côte d'Ivoire et marquant une opposition radicale au régime ethniste de Gbagbo. A l'occasion de ce rassemblement, Olivier Besancenot a pris la parole et donné la position de la LCR. Nous la publions ici, comme contribution de la LCR au débat des gauches africaines et européennes.

Alain Mathieu

Déclaration d'Olivier Besancenot

La récente crise a poussé le pays au bord de l'abîme. La politique de la France en Afrique, et particulièrement dans ce pays, porte une lourde responsabilité. Rien ne se passe dans ce pays sans que n'y soient mêlés les intérêts des grandes entreprises françaises et les ingérences des gouvernements français. Après trente ans de règne du dictateur Houphouët-Boigny, qui protégeait les grands intérêts français omniprésents, ce sont encore ces entreprises françaises qui rafflèrent la mise lors de la vague des privatisations, à l'heure de la mondialisation libérale : Bouygues le bâtiment, les travaux publics, l'eau et l'électricité ; Bolloré le bois et les plantations, le transport, les ports ; France Telecom le téléphone ; la SNCF le chemin de fer ; Total, avec Shell et Texaco, les raffineries. Privatisées en 1998, les filières café et cacao sont désormais aux mains de multinationales françaises, européennes ou américaines. Ayant bradé à bas prix ses principales ressources, l'État a été ruiné. Les populations se sont appauvries. Et les gouvernements qui se sont succédés en Côte d'Ivoire, pour se maintenir au pouvoir, ont dérivé

vers une infernale politique d'ethnisation de la vie politique et sociale. Pendant dix ans, de Bédié à Gbagbo, qu'ils soient soutenus par le camp chiracien ou par le PS français jusqu'à peu, ils ont activé les clivages religieux chrétiens-musulmans, sudistes-nordistes, « *ivoiriens authentiques* » contre « *allogènes* » de toutes sortes. Dans ce pays, mosaïque de peuples rassemblés dans les frontières arbitraires dessinées par la colonisation, et où 30 % de la population est d'origine étrangère, c'est un poison mortel.

L'actuel président Gbagbo a accepté de se mouler dans des institutions basées sur le concept « *d'ivoirité* », qui refuse l'éligibilité à ceux dont le père ou la mère n'est pas jugé vraiment « *ivoirien* ». Il leur interdit la possession de terres, il divise les salariés entre « *vrais Ivoiriens* » et les autres, Maliens, Béninois, Burkinabés qui représentent un tiers de la population, ouvriers agricoles dans les plantations, mais aussi les Dioulas et autres populations du Nord du pays. Gbagbo n'est pas légitime, il a accepté d'être élu par une règle du jeu faussé, quand 70 % des électeurs ont refusé de participer à des élections réservées au « *vrais Ivoiriens* ». Il se disait au début de gauche, sa politique au pouvoir est celle qu'un Le Pen propose en France. Les gouvernements français successifs, et l'Internationale Socialiste dont il est encore membre, ont la lourde responsabilité de l'avoir légitimé et d'avoir fermé les yeux sur ses dérives xénophobes, tant qu'elles ne concernaient que des Ivoiriens.

Lorsqu'une nouvelle rébellion est apparue, divisant le pays en deux, la France s'est interposée. Ce n'était pas le sort des Ivoiriens qui la préoccupait, mais la « *stabilité* » du pays pour le bénéfice des intérêts français : d'ailleurs on trouve dans les deux camps, rébellion ou gouvernement, des intérêts français, Bouygues pour les uns, Bolloré pour les autres. Loin d'empêcher la guerre civile et de protéger les populations contre la violence xénophobe des milices de Gbagbo, l'intervention française suscita des manifestations anti-françaises à Bouaké comme à Abidjan, selon que la France semblait pencher pour l'un ou l'autre camp. Sous les yeux des militaires français, le camp gouvernemental, dont 90 % des officiers ont été formés à l'École de guerre française, recrutait des milices par milliers sur une base ethnique, de jeunes désœuvrés excités par des discours xénophobes relayés par les médias. Il organisait la chasse aux opposants, assassinait des journalistes et personnalités, les manifestations pacifiques de l'opposition étaient dispersées dans le sang, des chasses aux Dioulas dans les quartiers d'Abidjan entraînaient l'an dernier 200 morts, tués parfois à la machette. Les militaires français, censés « *protéger les populations* » ne bougèrent pas.

Refusant le plan de paix proposé l'été dernier par l'Union Africaine à Accra, qui prévoyait de mettre fin à la « *politique d'ivoirité* », de désarmer les deux camps, et d'organiser des élections en 2005, le régime de Gbagbo s'est engagé dans une fuite en avant en reprenant la guerre. C'est quand des militaires français ont été tués que l'armée française a réagi, provoquant en retour des manifestations organisées par les milices du pouvoir.

C'est parce que la France est impliquée jusqu'au cou dans les affaires ivoiriennes quelle ne peut être « *impartiale* ». Aussi nous exigeons que

soit retirée à la France la gestion de la crise en Côte d'Ivoire, que les troupes françaises soient retirées, et qu'une solution africaine soit mise en œuvre. L'ampleur des rancoeurs accumulées contre la politique africaine de la France parmi les populations donne à Gbagbo la possibilité de mettre en scène une mobilisation populaire qui n'a pourtant rien d'anti-impérialiste et ne s'en prend pas aux vrais intérêts des multinationales françaises. Toute la politique passée et présente de l'armée française démontre qu'elle ne peut être un facteur de paix sur ce continent. Sauf à ignorer le danger que courent les populations laissées en un huis clos meurtrier face au régime, il faut d'urgence une solution africaine pour empêcher la dérive du gouvernement Gbagbo dans sa logique de guerre et d'épuration ethnique. Malgré toutes les méfiances que nous devons avoir sur la volonté des gouvernements africains, l'urgence impose pourtant une interposition militaire en Côte d'Ivoire à la place de l'armée française.

Des troupes de pays de l'Union Africaine, non directement parties prenantes du conflit, doivent être déployées à la place de l'armée française, avec mandat de protéger toutes les populations, et d'imposer un cessez-le-feu aboutissant à une issue démocratique : en finir avec la politique d'« ivoirité » et imposer aux belligérants des élections générales où chaque résident ivoirien, quelle que soit sa région, son origine, sa religion, élise une assemblée qui prendra les choses en main, désignera un gouvernement qui ne sortira ni de conclave à Paris, ni d'une guerre civile où aucun des deux camps ne représente la légitimité populaire. C'est le seul moyen de remettre le débat politique au centre des préoccupations pour faire reculer le poison de l'ethnisme. Et de redonner la parole aux Ivoiriens, pour qu'ils reprennent le contrôle de leurs ressources, de leurs services publics privatisés, pour leur permettre de rompre avec une « *Françafrique* », qui, décidément, entraîne les pays qu'elle domine dans un terrible chaos.

Allemagne

Un forum social à Erfurt mis en chantier

Pendant le premier week-end du mois de janvier, une réunion à Erfurt, capitale de la province de Thuringe, a fait avancer les préparatifs du premier forum social en Allemagne, qui aura lieu au mois de juillet. On attend au moins 5 000 participant(e)s, mais les capacités (salles et hébergement) rendent possible une participation de 11 000 personnes. Le forum social ne veut pas seulement être un « *marché des possibilités* », mais aussi une étape du dépassement des scissions des mouvements sociaux et de la gauche, pour développer une collaboration plus efficace.

Pendant le week-end du 21 au 24 juillet, Erfurt sera « *occupée* » par le forum social — il n'y aura pas d'autres réunions publiques. Cela se fait avec l'accord de la municipalité (pourtant dirigée par un maire conservateur, membre de la CDU, mais en automne il y aura des élections communales et ce maire croit obtenir un gain de popularité en accueillant le forum).

La structure du forum social a un peu la forme

de cercles concentriques. Selon la tradition du forum mondial et du forum européen, il y aura quatre grands axes thématiques, au sein desquels on veut structurer les discussions : 1. Le monde du travail et la dignité humaine ; 2. La mondialisation et le rôle de l'Allemagne dans le monde ; 3. Les droits de l'homme et la participation politique ; 4. Un monde vivable — vivre autrement.

Cette structure permet des questions comparables formulées par des milieux et des secteurs fort différents ; on veut inciter à la discussion des thèmes communs à partir d'optiques divergentes. Des séminaires et des groupes de travail sont prévus pour les quatre thèmes indiqués. Selon la méthodologie internationale, les groupes de travail auront entre 10 et 25 participant(e)s, les séminaires, qui doivent en tout cas être préparés par plusieurs associations, groupes ou organisations, entre 80 et 200. La question, si le Forum (comme le FSM ou le FSE) va organiser lui-même des séminaires ou des conférences, reste encore ouverte. A la fin d'une journée, les participant(e)s seront appelé(e)s à résumer les débats et les conclusions. En cas de réussite, ce serait un grand pas en avant dans le processus des forums sociaux.

Outre les quatre thèmes il y aura des espaces autogérés comme l'espace des femmes ou le forum social « *d'en bas* ». Évidemment, il y aura également beaucoup d'événements culturels dispersés par la ville. Des groupes chrétiens de base (les églises catholique et protestante jouent un rôle beaucoup plus important dans la société civile allemande qu'en France) vont organiser des prières politiques et des méditations. Il y aura de même un espace où les forums sociaux locaux pourront discuter de leur travail et se coordonner, ainsi qu'un espace pour la discussion (et la confrontation) entre les mouvements sociaux et les partis politiques.

La conférence d'Erfurt a déclaré vouloir organiser le forum social sur la base des principes de Porto Alegre. Cela concerne aussi la phrase suivante : « *Ni des représentants des partis politiques ni des organisations militaires ne sont admis dans le forum* ». Dans la réunion préparatoire, il y avait des propositions de rendre plus souples ces principes, mais elles ont rencontré une résistance massive. Ainsi les partis politiques ne peuvent pas organiser des réunions dans le cadre du forum — bien que leurs organisations de jeunesse, leurs fondations et leurs journaux soient admis.

On est d'accord sur le fait que le forum social en tant que tel ne prenne pas de décisions. Mais il y a un très grand besoin de discuter de la défaite des luttes contre les soi-disant « *réformes Hartz IV* » et des possibilités, stratégies et formes d'organisation des mouvements sociaux qui se battent contre les méfaits du néolibéralisme. C'est pourquoi on a décidé d'organiser une réunion des mouvements sociaux à Erfurt.

Ainsi le processus de la construction du premier forum social en Allemagne a commencé. Étant un forum contre le libéralisme, il veut intégrer toutes les associations sociales attaquées par le grand capital. L'enjeu est la construction d'un nouveau sujet social après la faillite du « *socialisme réellement existant* » et après l'adaptation de la social-démocratie à l'ordre néolibéral. Il s'agit

d'un projet à long terme, dans lequel les acteurs/actrices sociaux doivent faire connaissance avec leurs partenaires et commencer la discussion et la coopération. Et on veut inviter nos ami(e)s et camarades des pays voisins à venir à Erfurt pour discuter avec nous. Nous sommes convaincus que la plupart de nos problèmes sociaux ne sont plus solubles dans le cadre d'une politique nationale ; une politique internationale est à l'ordre du jour.

Angela Klein

Ukraine

Quelle « révolution » ? (extraits)

Chez les militants étudiants « *orange* » domine une idéologie libérale agressive qui répète les schémas des années 1989-1991, dirigés non seulement contre le « *communisme du PCUS* » mais également contre la gauche révolutionnaire et l'idée du socialisme en général ! Pour ces militants orange — ou « *orange mécanique* » — Ianoukovitch et même le président de la Russie, V. Poutine, sont des « *communistes cachés* ». (...)

Nous avons affaire à l'affrontement de deux groupes de la bourgeoisie ukrainienne : d'un côté, celui du bloc Iouchtchenko, le groupe financier de Kiev, auquel s'est joint tout le petit et moyen business de toutes les régions d'Ukraine ; et de l'autre côté, celui du bloc Ianoukovitch, le groupe industriel du Donbass (l'Union industrielle du Donbass — USD — et son Parti des Régions) que soutiennent tous les directeurs des grosses entreprises du sud et de l'est. L'USD apparaît comme le groupement industriel le plus puissant d'Ukraine, étendant à tout va son monopole grâce à ses liens étroits avec Gazprom et le grand business russe. C'est pourquoi un des slogans de la « *révolution orange* » fut en rapport : « *Nous protégeons Kiev du clan de Donetsk et du goujat russe !* ». Un troisième groupe des oligarques c'est le groupe industriel Privatbanka et Interpaip de V. Pintchouk. Cette coterie, comme le président sortant L. Koutchma lui-même, était prête aux compromis avec l'état-major de Iouchtchenko mais, d'un autre côté, elle se comportait comme un enfant désolé à qui l'Occident avait retiré son jouet préféré : la matraque du policier ! (...) Iouchtchenko (...) sera dans une situation très délicate. Il aura contre lui l'opposition frontale des monopoles industriels ! (...) Ce furent les directeurs de Donetsk qui, à l'époque, avaient enlevé à Iouchtchenko son poste de premier ministre avec les grèves des mineurs ! (...)

Nous avons affaire à l'habituelle grimace du nationalisme, avec un comique orange. La bourgeoisie libérale petite et moyenne exprime sa prétention au pouvoir, avec ses alliés, d'un côté les prêtres catholiques et orthodoxes, de l'autre côté les nationalistes et néofascistes. Où donc se trouve le progrès social, même d'un point de vue bourgeois de gauche ? (...) C'est une lutte entre clans pour le pouvoir et le (re)partage de la propriété. Et les manifestants dans la rue comme les travailleurs dans l'un et l'autre cas seront trompés. (...)

Dniepropetrovsk, le 8 décembre 2004

Roman Kondakov

Un débat sur les élections, le mouvement antiguerre et la stratégie de la résistance

La parution sur le site web Z-Net aux États-Unis de l'analyse de notre camarade Gilbert Achcar (I) sur les enjeux des élections irakiennes (II) a suscité une réponse d'Alex Callinicos (III). S'en est suivi un échange concernant aussi bien les enjeux des élections irakiennes que les orientations du mouvement antiguerre et la stratégie de la résistance en Irak.

Ce débat a eu lieu avant l'annonce des résultats officiels des élections en Irak. Selon les résultats proclamés le 13 février, ces dernières ont été remportées par la liste de la Coalition irakienne unifiée soutenue par l'ayatollah Ali Al-Sistani (4 075 291 votes, soit 48,1 % des suffrages et 140 sièges sur 275), devant l'alliance des partis kurdes (2 175 551 votes, soit 25,7 % et 75 sièges) et la liste du « premier ministre » fantoche, Iyad Allaoui, qui — malgré un soutien financier

inoui des États-Unis qui lui a permis de distribuer largement des billets de 100 dollars ! — apparaît comme le grand perdant, n'obtenant que 40 sièges (1 168 943 votes, soit 13,8 %). Notons que le PC irakien — qui avait intégré le conseil intérimaire fantoche — n'obtient pour sa part que deux sièges.

La participation finalement annoncée fut au total de 59 % des inscrits, mais comme c'était prévisible elle fut largement plus faible dans les provinces majoritairement sunnites (2 % dans la province d'Al-Anbar dans l'ouest du pays, 17 % dans celle de Ninive, comprenant la ville de Mossoul dans le Nord-Ouest, 25 % dans celle de Salaheddine, comprenant la ville de Tikrit dans le Nord-Est).

Nous reproduisons ci-dessous la totalité de ce débat, publié originellement en anglais sur le site web Z-Net.

1. Lettre ouverte à Gilbert Achcar

Par Alex Callinicos*

Cher Gilbert, tu sais combien je respecte ton jugement en ce qui concerne la politique révolutionnaire en général et plus particulièrement la question du Moyen-Orient.

Tes écrits de ces dernières années ont été une source d'orientation majeure dans les méandres de la stratégie impérialiste. Ta « Lettre à un/le militant/le antiguerre passablement déprimé/e » est devenue un classique. C'est précisément pour ces raisons que j'ai lu ton article sur « Les enjeux des élections irakiennes » avec une consternation croissante.

Il est clair que, depuis plusieurs mois, la résistance irakienne, au sens large de l'éventail des forces opposées à l'occupation, est divisée sur la question de la participation aux élections : les hésitations du chi'ite radical Moktada al Sadr sur le sujet en sont un symptôme puisqu'il est un peu une girouette. (Il est intéressant de noter que l'Association des ulémas musulmans, qui a des liens avec les insurgés de ce que l'on appelle le triangle sunnite, vient de déclarer que son boycott des élections serait levé si les États-Unis fixaient une date pour leur retrait.)

Je suis d'accord avec toi lorsque tu dis que participer ou non à des élections sous occupation ou sous domination coloniale est

une question purement tactique et non une question de principe. Mais c'est précisément pour cette raison que je n'apprécie pas le ton sans appel de tes arguments, qui ne saisissent pas la dynamique de la situation (1).

Tu écris que « les tentatives pour empêcher les élections et les priver à l'avance de légitimité ne peuvent que jouer en faveur de l'occupation états-unienne ». Il est vrai que ces élections ont été imposées à Bush et à Bremer par les manifestations de masse que le grand ayatollah chi'ite Ali Al-Sistani a appelées il y a presque un an. Mais les choses ont évolué depuis. Maintenant, chaque fois qu'un membre du régime fantoche montre des signes de faiblesse par rapport à la rébellion, c'est Bush, Blair et leur créature Iyad Allaoui qui insistent sur la nécessité de

ne pas reporter les élections. Cela reflète le fait que les États-Unis ont développé une stratégie qui cherche à utiliser les élections pour légitimer l'occupation et exercer une pression pour que l'Union européenne et l'ONU s'impliquent davantage en Irak. L'idée que, comme tu le suggères, les offensives contre Nadjaf et Falloujah aient eu pour Washington le but de créer le chaos et de délégitimer les élections, me semble tout à fait fantaisiste.

Une dimension importante de la véritable stratégie américaine est de jouer de plus en plus sur la division entre chi'ites et sunnites. Je ne sais pas si tu as lu l'article de Charles Krauthammer publié il y a un mois, qui expliquait que ce n'était pas important que les sunnites votent ou non (après tout

I. D'origine libanaise, Gilbert Achcar est établi en France depuis 1983. Enseignant en sciences politiques à l'Université de Paris-VIII (Saint-Denis), collaborateur du *Monde Diplomatique*, ancien rédacteur d'*Inprecor*, il a publié récemment *Le choc des barbaries, Terrorismes et désordre mondial* (éd. Complexe, Paris 2002, rééd. 10/18, Paris 2004) et *L'Orient incandescent, Le Moyen-Orient au miroir marxiste* (éd. Page deux, Lausanne 2003).
II. Nous avons traduit cet article.

Cf. Gilbert Achcar, *Les enjeux des élections irakiennes*, *Inprecor* n° 501/502 de janvier-février 2005, pp. 29 à 32.

III. Alex Callinicos enseigne les sciences politiques à l'Université de York en Angleterre. Il est membre de la direction du Socialist Workers Party (Parti socialiste ouvrier, principale organisation de l'extrême-gauche anglaise) et de la Tendance socialiste internationale (ISTI). Il a récemment publié *An Anti-Capitalist Manifesto* et *The New*

Mandarins of American Power.

* Ce texte est paru originellement sur le site web antiguerre, Z-Net, aux États-Unis : <http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?ItemID=7016>. Traduit de l'anglais par M.C.

1. Une très bonne analyse de cette dynamique vient juste de paraître dans *International Socialism* n° 105 : A. Alexander and S. Assaf, "Iraq : The Rise of the Resistance".

Débat : Irak

les États du Sud des États-Unis n'ont pas participé à l'élection présidentielle de 1864 pendant la rébellion contre le gouvernement) et demandait que les chi'ites se joignent à l'occupant dans sa lutte contre les rebelles, parce que c'est « leur guerre civile » (2). Bien qu'exagéré, cet argument est en prise avec la pensée de la Maison Blanche. Regarde par exemple le *Financial Times* du 8 janvier 2005, qui rapporte les propos de Bush disant que les élections allaient se dérouler parce que 14 des 18 provinces irakiennes étaient « relativement calmes » : « L'acceptation par le Président d'un taux de participation bas chez les électeurs sunnites en Irak reflète la volonté de l'administration Bush de faire en sorte que ces élections aient lieu. Donald Rumsfeld (...) a dit également que les résultats seraient considérés comme légitimes si les Irakiens pouvaient voter dans une majorité des provinces. En privé, les officiels américains disent qu'une participation de 30 % chez les Sunnites serait acceptable. »

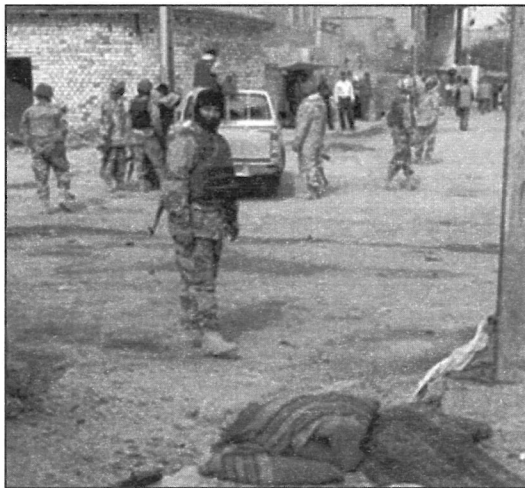
Étant donnée la position globalement désastreuse des Américains en Irak, la carte chi'ite est presque la seule qui leur reste (la dernière carte étant la stratégie israélienne de démantèlement du pays, mais je ne crois pas que Washington soit prêt à cela pour le moment). Permetts-moi de citer de nouveau le *Financial Times* du 5 janvier : « Les États-Unis acceptent de plus en plus la perspective d'une victoire électorale des chi'ites. Colin Powell (...) a dit qu'il pensait que les chi'ites d'Irak "se tiendraient sur leurs deux jambes" même s'il y avait un accroissement de l'influence de l'Iran. »

Que l'option « la moins pire » actuellement pour l'administration Bush soit une assemblée dominée par un establishment chi'ite étroitement lié à ses contreparties au Liban et en Iran, c'est, en soi, un signe de leur faiblesse.

Mais cela signifie que les États-Unis ont intérêt à provoquer un conflit entre chi'ites et sunnites. Je ne doute pas que les groupes islamistes sunnites aient commis des attaques communautaristes en direction des chi'ites, des chrétiens, etc. et bien sûr nous devons les condamner. Mais je trouve très suspects certains incidents — par exemple les attentats anti-chi'ites commis avec des voitures piégées au sud de Bagdad et attribués à des militants salafistes. Confrontés à ce genre d'actions, on est en droit de se

demander : à qui profite le crime ? Et de se souvenir de la longue et sanglante histoire de la CIA, du SIS et du reste des coups tordus de l'empire anglo-américain. Ce danger est très largement perçu : Ali Fahdi, un médecin irakien qui a aidé à la réalisation d'un film terrifiant qui vient d'être diffusé sur *Channel Four* ici en Grande-Bretagne, montrant la dévastation de Falloujah, dit que l'armée américaine a « accru les chances d'une guerre civile en utilisant leur nouvelle garde nationale de chi'ites pour liquider les sunnites à Falloujah » (3).

Dans ce cadre, nous devons simplement accepter que la résistance reste divisée sur la participation aux élections. Tu as peut-être raison quand tu dis que la participation sera très importante — elle l'a été en Afghanistan, même dans les régions où les Talibans sont actifs militairement. Mais les élections produiront-elles un régime démocratique légitime en Irak ? Non, pas plus qu'en Afghanistan. L'occupation continuera.



Le régime fantoche restera en place. Cela signifie que si le vote populaire est relativement authentique en janvier, le mouvement antiguerre devra demander que les États-Unis et leurs alliés se retirent immédiatement, permettant ainsi à la nouvelle assemblée de choisir un gouvernement qui reflète réellement les aspirations du peuple irakien.

Mais cela ne signifie nullement que nous devons, comme tu le fais, soutenir la stratégie de Sistani comme étant « la stratégie la plus fructueuse jusqu'à maintenant dans la lutte contre l'occupation ». Tu ne peux pas justifier cela sur la base de ses projets authentiquement démocratiques : comme tu le notes, à sa façon, Sistani est tout aussi déterminé à mettre en place un État islamique que Khomeini, Ben Laden ou Zarqaoui. Mais plus que cela : rester spectateur alors que l'armée américaine détruisait Falloujah et massacrait nombre de ses habi-

tants, est-ce vraiment une « stratégie fructueuse » ? Pourquoi n'a-t-il pas appelé à des manifestations de masse dans tout l'Irak pour exiger la fin de l'assaut sur Falloujah ? Ce manque de solidarité élémentaire a certainement « joué en faveur de l'occupation états-unienne ».

Bien que tu mentionnes « des attaques légitimes contre les troupes d'occupation », la tendance principale de ton argumentation est de marginaliser la lutte armée contre l'occupation. Ainsi tu dis que « dans les pays occidentaux, où le mouvement antiguerre reste à construire urgemment, tout soutien sans distinctions à la "résistance irakienne" prise comme un tout est tout à fait contre-productif ». Qu'est-ce que cela veut dire ? En Grande-Bretagne, où existe un puissant mouvement antiguerre, nous sommes très clairs sur le fait que la Stop the War Coalition ne doit pas faire campagne en soutien à la résistance (dans le sens le plus étroit de ceux qui sont engagés dans la lutte armée) parce qu'elle cherche à unifier tous ceux qui, quelle que soit leur opinion politique, veulent la fin de l'occupation et le retrait des troupes occidentales. Nous avons eu quelque succès là-dessus : l'armée britannique rejette sur le mouvement antiguerre, et en particulier la campagne sans précédent des « Familles de soldats contre la guerre », le déclin du recrutement (4).

Nous sommes donc d'accord que la plate-forme du mouvement antiguerre ne devrait pas inclure le soutien à la résistance armée à l'occupation. Mais qu'en est-il de l'aile gauche du mouvement antiguerre ? Tu insistes sur le caractère hétérogène de la résistance, mais tu vises surtout Al Zarqaoui. En cadrant la question de cette façon, j'ai bien peur que tu te rapproches dangereusement de Tony Blair, qui dit que, quelle que soit notre opinion sur l'invasion à l'origine, tout le monde doit reconnaître maintenant que la bataille en Irak est entre la « démocratie » et le « terrorisme ». Plus à gauche, Fausto Bertinotti avance l'idée que le Parti de la refondation communiste doit renoncer à la violence, refuser tout soutien à une résistance représentée par des « fascistes » comme Zarqaoui... et entrer dans un gouvernement avec la coalition social-libérale de l'Olivier.

Bien sûr, nous devons condamner les enlèvements et les décapitations perpétrés par des groupes comme celui de Zarqaoui. Ce n'est pas un problème nouveau. Je me souviens très bien des discussions que nous avons eues avec tes anciens camarades de la IV^e Internationale en Grande-Bretagne quand ils faisaient campagne autour du slogan « Victoire pour l'IRA » et refusaient de

2. "A Fight for Chi'ites", *Washington Post*, 26 novembre 2004.

3. "City of Ghosts", *Guardian*, 11 janvier 2005.

4. "Army Blames Irak for Drop in Recruits", *Observer*, 19 décembre 2004.

condamner les attentats dans les pubs à Birmingham. Nous n'avons jamais donné de soutien sans distinctions à un mouvement de libération nationale.

Mais je refuse de mettre dans le même sac « la "résistance irakienne" prise comme un tout » avec les obscénités pratiquées par Zarqaoui. Qu'en est-il des autres tactiques qui sont employées, par exemple les bombes sur le passage des convois qui tuent des soldats américains et les attaques contre les recrues de la police et de l'armée du régime fantoche, ou contre ses représentants comme l'assassinat du gouverneur de Bagdad la semaine dernière ? Si tu condamnes celles-ci, tu dois condamner aussi les méthodes similaires qui ont été utilisées dans toutes les luttes de guérilla anti-impérialistes, de l'Irlande au Vietnam en passant par Chypre, l'Algérie et le Zimbabwe. Je suppose qu'en fait tu les considères comme des attaques légitimes, mais pourquoi alors nous mettre en garde aussi longuement contre un soutien à Zarqaoui, alors que seuls quelques extrémistes islamistes et quelques gauchistes sectaires et idiots pourraient envisager de le faire ?

La raison pour laquelle c'est si important, c'est que ce qui a créé une telle crise pour les Américains en Irak n'est ni la campagne de Sistani pour les élections, ni les décapitations de Zarqaoui. C'est, comme Walden Bello l'a si éloquemment expliqué depuis la première crise de Falloujah en avril dernier, la guérilla insurrectionnelle, princi-

palement dans les zones sunnites.

C'est elle qui tue les soldats américains, c'est elle qui force les Américains à maintenir des troupes en nombre beaucoup plus important que prévu en Irak, sape le moral de l'armée (le chef de l'armée réserviste aux États-Unis s'est plaint, le mois dernier, de ce qu'elle « *dégénérerait rapidement en "force brisée"* »), empêche la création de structures administratives stables et fait peur à de larges secteurs de l'élite irakienne qui n'ose pas s'engager aux côtés du régime. Quelle que soit l'appréciation que nous portons à la contribution de Lénine à la politique révolutionnaire, une chose sur laquelle il avait totalement raison, c'était le potentiel des révoltes nationalistes dans des pays colonisés ou semi-colonisés de créer ou d'exacerber les crises de l'impérialisme. C'est précisément ce qui se passe en Irak aujourd'hui. Comprendre cela n'entraîne pas obligatoirement notre soutien à la politique de ceux qui sont engagés dans la résistance armée, pas plus que ce n'était le cas (ou du moins cela aurait dû l'être) pour le FLN, le Vietcong ou l'IRA provisoire. Bien sûr, c'est une tragédie que les forces nationalistes laïques et socialistes soient si faibles politiquement en Irak, mais c'est un héritage historique que nous devons accepter, à court terme du moins, tout en nous confrontant aux réalités politiques immédiates.

Je suis sûr que tu veux voir une défaite américaine en Irak tout autant que moi. Mais la façon dont tu polarises la discussion

entre ceux qui sont pour ou contre les élections et dont tu focalises ton analyse de la résistance armée sur Zarqaoui est beaucoup trop proche du discours dominant à Washington et à Londres. Je ne doute pas que ton but soit d'aider le mouvement anti-guerre, comme tu l'as tant fait dans le passé. Mais dans les semaines à venir, le mouvement, aux États-Unis et en Grande-Bretagne tout spécialement, devra faire face à une grande entreprise idéologique visant à nous faire passer pour des antidémocrates partisans du terrorisme. Ces derniers jours, l'assassinat d'un dirigeant du Parti communiste irakien qui soutient l'occupation a provoqué un tollé dans les médias et les syndicats ici, avec des ex-personnes de gauche devenues pro-impérialistes comme Nick Cohen délirant sur « *la nature totalitaire de la direction du mouvement antiguerre* » qui « *laisse les fascistes irakiens combattre la liberté par la terreur* » (5).

Dans cette ambiance, très contrairement à tes intentions, ton texte ne nous aide pas, c'est le moins qu'on puisse dire. Il est, de mon point de vue, fort erroné, tant en rapport avec la situation en Irak que par rapport aux débats sur la guerre dans le reste du monde. J'espère que tu excuseras ma franchise, mais quel ami prendrait des gants lorsque les enjeux sont aussi importants ?

Mes meilleurs vœux pour la nouvelle année.

12 janvier 2005

2. Réponse à Alex Callinicos

Par Gilbert Achcar*

Cher Alex, Merci infiniment de ta lettre. Je suis très heureux de cette nouvelle occasion d'avoir un échange avec toi, d'autant plus que j'admire ta rare capacité de mener une activité intellectuelle exigeante et une carrière académique en même temps qu'une participation très active à la politique pratique.

Nous sommes tous les deux engagés dans la construction du mouvement anti-guerre et anti-impérialiste, ce que nous faisons de façon conséquente depuis de longues années. C'est ce qui donne à notre débat quelque valeur en tant que reflet de différentes orientations au sein de la gauche militante et non un exercice de rhétorique de salon. En outre, nous sommes capables de mener un débat qui est un bon exemple d'échange amical entre camarades faisant usage d'arguments, au lieu de nous envoyer mutuellement des épithètes à la figure et de

déformer nos points de vue respectifs.

J'en viens au commentaire de ta lettre. Tu écris que tu as lu mon article sur « *les enjeux des élections irakiennes* » sur Z-Net « *avec une consternation croissante* ». Je suis certain que je ne t'étonnerai pas en disant que je ne suis pas surpris. Le fait est que j'ai écrit ce texte en vue de prévenir des secteurs du mouvement anti-impérialiste occidental contre une interprétation erronée de la situation en Irak qui pourrait conduire à des conséquences politiques graves — en particulier en ce qui concerne les efforts visant à remobiliser le mouvement antiguerre au niveau qu'il avait atteint avant l'invasion de l'Irak. Je m'adressais en particulier aux mouvements antiguerre des États-Unis et de la Grande-Bretagne — les deux pays dont les forces armées jouent un rôle majeur dans l'occupation de l'Irak. Car j'ai moi-même ressenti « *une consternation croissante* »

envers les positions prises par certains cercles de gauche en ce qui concerne ces questions.

De ce point de vue, je dois avouer qu'à la lecture de ta lettre, je fus à la fois satisfait et déconcerté. J'étais satisfait de voir que mes arguments ont apparemment eu un impact sur ton point de vue — peut-être un autre exemple de la confiance en mon jugement en tant que « *source d'orientation* », comme tu l'as si aimablement affirmé au début de ta lettre. Je fus déconcerté cependant par les contradictions dans ta lettre, provenant du fait que tu n'as fait que la moitié du chemin pour accepter mon analyse, ce

5. "Our Illiberal Elite", *Observer*, 9 janvier 2005.

* Le présent article a été d'abord publié sur le site web antiguerre, Z-Net, aux États-Unis : <<http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?SectionID=15&ItemID=7062>>. Traduit de l'anglais par J.M.

qui t'a plongé dans des contradictions qui ne sont pas habituelles pour un esprit aiguisé comme le tien.

Ces contradictions tournent autour de trois questions-clés traitées dans mon article : les prochaines élections, la résistance irakienne et les visées des États-Unis.

1. Les élections irakiennes

Je suis heureux que nous soyons d'accord pour dire que l'argument que les élections ont eu lieu sous occupation étrangère n'est pas approprié (cependant la plupart de ceux qui, à gauche, « dénoncent » les élections recourent à cet argument spécieux). Tu reconnais également ces faits incontestables : que « ces élections ont été imposées à Bush et à Bremer par les manifestations de masse que le grand ayatollah chi'ite Ali Al-Sistani a appelées il y a presque un an ». Pour rappeler l'atmosphère de ce moment, permets-moi de citer la presse de ton propre parti. Dans *Socialist Worker* (de Londres) du 31 janvier 2004, un article intitulé « Plus profondément dans le bourbier » rapportait : « Dans le Sud dominé par les musulmans chi'ites, il y a eu des manifestations de dizaines de milliers en faveur d'élections directes immédiates. Le plan des États-Unis consiste à remettre l'autorité en juin à un conseil irakien fantoche, tout en gardant la réalité du pouvoir. Ce conseil ne serait pas élu, mais serait coopté par des réunions de notables locaux. Ce sont les futurs membres de ce conseil qui sélectionneraient les notables devant les coopter à leur tour. Ce projet a rendu furieux la grande majorité du peuple irakien. »

Je suis certain que si tu avais été directe-

ment impliqué dans la situation irakienne à ce moment, tu n'aurais pas hésité à soutenir la lutte des masses irakiennes pour imposer des élections aux occupants. Comment donc justifies-tu ton tournant ultérieur au sujet des élections ? Tu écris : « Mais les choses ont évolué depuis. Maintenant, chaque fois qu'un membre du régime fantoche montre des signes de faiblesse par rapport à la rébellion, c'est Bush, Blair et leur créature Iyad Allaoui qui insistent sur la nécessité de ne pas reporter les élections. Cela reflète le fait que les États-Unis ont développé une stratégie qui cherche à utiliser les élections pour légitimer l'occupation et exercer une pression pour que l'Union européenne et l'ONU s'impliquent davantage en Irak. »

Le fond de ton argumentation semble ainsi être : les masses irakiennes — ou du moins les chi'ites, qui constituent près des deux tiers de la population irakienne, dont les secteurs les plus opprimés et les plus pauvres, et qui ont été pratiquement privés de droits jusqu'à maintenant — ont, par leur mobilisation massive, forcé les occupants à tenir les élections. Nous pouvions les soutenir aussi longtemps que les occupants rejetaient leurs demandes. Mais depuis que Bush et Blair ont fait volte-face et ont accepté leurs demandes à contrecœur et que, naturellement, ils essaient maintenant de tirer de ces élections le maximum (avec un succès fort limité en réalité, comme la presse mondiale n'a pas manqué de le rapporter), nous devrions nous opposer aux aspirations des masses de tenir ces élections.

Crois-tu sérieusement que c'est une manière mature de définir une position politique ? C'est-à-dire en énonçant juste le contraire de ce que disent Bush et Blair, sans se préoccuper de la raison pour laquelle ils le disent et même s'ils ont été « forcés » à le dire ? Comment pourrais-tu expliquer ce changement de ton attitude à la grande majorité de la population irakienne, qui insiste pour que ces élections aient lieu et pense qu'elle a gagné le droit de les tenir par sa lutte ? Que pourrais-tu dire à ces millions qui regardent toute tentative de reporter ou de délégitimer ces élections comme une manœuvre des occupants ou des forces sectaires parmi les sunnites, les uns comme les autres ne pouvant tolérer l'idée d'un régime majoritaire (« chi'ite ») en Irak ?

Même si tu n'étais pas directement concerné par la façon de s'adresser à la population irakienne, comment pourrais-tu expliquer à l'opinion publique occidentale que ces élections, qui ont été imposées à Bush, sont illégitimes uniquement parce que Bush a fini par faire volte-face ? Et, ce qui est encore plus important, comment pourrais-tu

défendre les résultats de ces élections supposées « illégitimes » si la majorité de l'assemblée élue se trouvait en conflit avec l'occupation (un scénario tout à fait possible, bien qu'il ne soit pas certain car il dépend, entre autres, de l'attitude de Washington) ?

C'est précisément sur ce point que ta première contradiction apparaît clairement. Tu écris : « Mais les élections produiront-elles un régime démocratique en Irak ? Non, pas plus qu'en Afghanistan. L'occupation continuera. Le régime fantoche restera en place. » (Tu sembles ignorer le fait que le mandat du gouvernement fantoche d'Allaoui arrive à son terme le 30 janvier et que la nouvelle assemblée est censée choisir un nouveau gouvernement). Puis tu poursuis : « Cela signifie que si le vote populaire est relativement authentique en janvier, le mouvement antiguerre devra demander que les États-Unis et leurs alliés se retirent immédiatement, permettant ainsi à la nouvelle assemblée de choisir un gouvernement qui reflète réellement les aspirations du peuple irakien. »

Si l'on considère que les élections sont illégitimes, comment pourrait-on défendre leur résultat ? Comment la nouvelle assemblée pourrait-elle refléter réellement les aspirations du peuple irakien et être en même temps illégitime ? Ne vois-tu pas l'incohérence d'une telle attitude ? Je ne voulais rien d'autre que te prévenir, ainsi que toute la gauche anti-impérialiste, du piège qui consistait à proclamer « illégitimes » les prochaines élections du seul fait que quelques groupes armés dont la base est sunnite et quelques partis sunnites réactionnaires essayent de les délégitimer avec des arguments contradictoires.

Je te prie de noter que je ne dis pas que le mouvement antiguerre ou la gauche anti-impérialiste devraient soutenir les élections — aussi longtemps du moins que Washington ne tente pas de les annuler — et encore moins que nous devrions soutenir leurs résultats quelles que soient les circonstances (1). Je dis seulement qu'il serait très erroné pour le mouvement et pour la gauche de condamner les élections à l'avance, ce qui nous mettrait probablement en porte-à-faux avec la grande majorité du peuple irakien. Cela dit, il se peut très bien que la majorité issue des prochaines élections négocie avec Washington et font des concessions aux États-Unis en Irak. Les communistes vietnamiens (en 1954) et le FLN algérien (en 1962) ont tous les deux fait d'importantes concessions dans le but de se débarrasser de l'occupation française de leurs pays respectifs ; cela ne les a pas rendus moins légitimes en tant que représentants

1. Pas plus que je n'appelle le mouvement antiguerre, comme tu sembles le croire, à « soutenir la stratégie de Sistani comme étant "la stratégie la plus fructueuse jusqu'à maintenant dans la lutte contre l'occupation". » C'est seulement mon opinion personnelle ; je pense, en effet, que les mobilisations de masse appelées par Sistani (c'est cela que j'ai voulu dire en parlant de sa stratégie, et non une quelconque autre des positions qu'il a prises) était clairement plus efficace pour forcer Washington à reculer que les actions armées. (De même, je pense que la première Intifada palestinienne avec ses manifestations de masse et ses lance-pierres fut beaucoup plus efficace que la seconde avec son recours aux armes à feu et aux attentats-suicides ; l'utilisation de la violence, à condition qu'elle ne soit pas aveugle, n'est pas une question de principe, mais une question d'adéquation des moyens aux fins, de rapport des forces et autres circonstances concrètes.) Cela ne signifie pas que les actions armées en Irak soient inefficaces ; elles sont efficaces, bien plus qu'en Palestine. J'ai souligné à de nombreuses reprises l'importance du bourbier irakien et j'ai parlé publiquement d'un « nouveau Vietnam » (je veux dire par là uniquement la perspective d'une défaite politique des États-Unis face à un embourbement militaire) dès les premiers mois de l'invasion.

de la majorité de leur peuple (2).

2. La résistance irakienne

Excuse-moi de citer mon article en soulignant quelques phrases : « Ce que l'on nomme "résistance irakienne" est un conglomérat de forces hétérogènes, dont bon nombre sont purement locales. Dans leur majorité, ce sont des personnes révoltées contre l'occupation brutale de leur pays, qui luttent contre l'occupant et contre ses auxiliaires irakiens armés. Un autre secteur des forces engagées dans les actions violentes en Irak est composé de fanatiques ultra-réactionnaires, essentiellement des intégristes islamiques, qui ne font pas de distinction entre civils, y compris irakiens, et militaires, et qui ont recours à des actes horribles, comme la décapitation de travailleurs immigrés asiatiques et l'enlèvement et/ou l'assassinat de toutes sortes de personnes qui ne sont nullement hostiles ou nuisibles à la cause nationale irakienne. Ces actes sont mis en exergue par Washington pour contrecarrer l'effet des attaques légitimes contre les troupes d'occupation : il est ainsi plus facile de présenter "l'ennemi" comme l'incarnation du mal.

« Cela montre pourquoi, par ailleurs, dans les pays occidentaux, où le mouvement antiguerre reste à construire urgemment, tout soutien à la "résistance irakienne" prise comme un tout est tout à fait contre-productif autant qu'il est profondément erroné (pour autant qu'il soit pavé de bonnes intentions politiques). Il faut faire une distinction claire et nette entre les actes contre l'occupation qui sont légitimes, et les actes de soi-disant groupes "résistants" qu'il faut dénoncer. Un exemple évident est le groupe dirigé par Zarqoui et ses attentats confessionnels contre les chi'ites. »

Tu réponds en expliquant d'abord que « la plate-forme du mouvement antiguerre ne devrait pas inclure le soutien à la résistance armée à l'occupation » — une déclaration avec laquelle je suis entièrement d'accord et un principe dont j'ai récemment tenté de convaincre certains de tes camarades français et d'autres dans l'organisation antiguerre à laquelle j'appartiens en France (3). Puis tu introduis furtivement une modification importante dans l'attitude de ton parti — tu écris : « Bien sûr nous devons condamner les enlèvements et les décapitations perpétrés par des groupes comme celui de Zarqoui ».

« Bien sûr » ? Était-ce vraiment si évident ? Alors pourquoi vous êtes-vous abstenus de prononcer une telle condamnation explicitement jusqu'à ce que votre parti et la



coalition antiguerre que vous avez si efficacement construite et dirigée en Grande-Bretagne soient la cible d'une campagne vicieuse lancée par quelques droitières dans le mouvement syndical qui ont saisi le prétexte de l'atroce torture et du meurtre du syndicaliste, membre du Parti communiste irakien, Hadi Salih (4) ? Mais dans tous les cas, ne sommes-nous pas maintenant pleinement d'accord sur cette question ? Au lieu de reconnaître cette réalité, tu tentes de minimiser l'importance du changement de votre position en disant que tu « refuses de mettre dans le même sac "la 'résistance irakienne' dans son ensemble" avec les obscénités pratiquées par Zarqoui ». Puis, après avoir « supposé » correctement (n'est-ce pas assez clair dans ma citation rappelée plus haut ?) que je considère comme « légitimes » de nombreuses activités armées contre les occupants et leurs auxiliaires armés, tu me poses la question : « Pourquoi alors nous mettre en garde aussi longuement contre un soutien à Zarqoui, alors que seuls quelques

extrémistes islamistes et quelques gauchistes sectaires et idiots pourraient envisager de le faire ? »

La réponse à ta question est facile : c'est toi-même qui a choisi de « focaliser » spécifiquement sur Zarqoui (5). Mon avertissement était plus large et plus général. Je n'ai mentionné le groupe de Zarqoui qu'en tant que groupe qui pratique certaines des activités les plus évidemment condamnables effectuées au nom de la « résistance » à l'occupation.

3. Les visées des États-Unis

Un autre but de mon article était de souligner le fait que Washington applique une « stratégie de la tension » en Irak (pour emprunter une formule employée en Italie pour décrire un accroissement des tensions, provoqué de manière délibérée et de façon manipulateur par les appareils étatiques et para-étatiques en vue d'imposer un état d'urgence ou son équivalent de fait). J'ai

2. Bien entendu, cela ne signifie pas que nous devrions soutenir toutes les concessions que fait une direction nationaliste (tu connais, par exemple, ma position au sujet des concessions de l'OLP qui ont culminé lors des « accords d'Oslo »).

3. Puisque tu mentionnes mes « anciens camarades » (?) en Grande-Bretagne — et, à ce propos, des amis britanniques et irlandais m'ont signalé que tu as déformé la position prise par l'IMG [International Marxist Group, ancien nom de la section britannique de la IV^e Internationale] au cours des années 1970 en ce qui concerne l'Irlande — pourquoi ne mentionnes-tu pas mes « anciens camarades » du SWP américain [Socialist Workers Party, qui a rompu avec la IV^e

Internationale en 1990], qui ont joué un rôle-clé dans l'organisation du mouvement contre la guerre du Vietnam et qui ont mis en avant le principe du « mouvement à but unique », choisissant très justement d'unifier le mouvement de masse autour de l'exigence du retrait immédiat des troupes (*Bring the troops home now*) ?

4. Je me réfère aux récentes lettres à *The Independent* (7 janvier) et *The Observer* (9 janvier) des dirigeants centraux de la Stop the War Coalition. La participation du PC irakien aux institutions mises en place par les occupants appartient à la vieille tradition opportuniste, qui a précédemment mené divers PC à collaborer avec les autorités coloniales dans leur pays respectifs lorsque

les métropoles coloniales étaient alliées à Moscou contre l'axe fasciste au cours des années 1930 et 1940. Il n'était pas juste alors et il n'est pas plus juste aujourd'hui de faire de ces partis les cibles d'assassinats brutaux. (La manière dont Hadi Salih a été assassiné suggère que les criminels étaient probablement issus des restes de la redoutable police politique de Saddam Hussein.)

5. Ton affirmation que certains de mes arguments me « rapprochent dangereusement de Tony Blair » et sont « beaucoup trop proches du discours dominant à Washington et à Londres » sont de rares exemples d'excès polémiques d'un genre dont le reste de ta lettre est heureusement exempt.

expliqué que la manière dont les occupants manipulent les relations entre les Kurdes et les non-Kurdes dans le Nord et entre chi'ites et sunnites dans le reste du pays pourrait présager une telle « solution » périlleuse de la dernière chance. Washington pourrait avoir recours à « la vieille recette impériale éprouvée "diviser pour régner", en prenant le risque d'enfoncer l'Irak dans l'enfer dévastateur d'une guerre civile ». J'avais présenté la manipulation des élections par l'occupant comme un des éléments de cette stratégie et ajouté qu'« il y a donc de sérieuses raisons de penser que le but réellement poursuivi [du violent assaut contre Falloujah] était précisément d'aggraver le chaos en Irak pour diminuer ainsi la légitimité du résultat des élections du 30 janvier 2005 ».

A ce sujet, tu écris : « L'idée que, comme tu le suggères, les offensives contre Nadjaf et Falloujah aient eu pour Washington le but de créer le chaos et de délégitimer les élections, me semble tout à fait fantaisiste. » Puis, quelques lignes plus loin, tu écris : « Mais je trouve très suspects certains incidents — par exemple les attentats anti-chi'ites commis avec des voitures piégées au sud de Bagdad et attribués à des militants sala-

fistes. Confrontés à ce genre d'actions, on est en droit de se demander : à qui profite le crime ? Et de se souvenir de la longue et sanglante histoire de la CIA, du SIS et du reste des coups tordus de l'empire anglo-américain. Ce danger est très largement perçu : Ali Fahdi, un médecin irakien qui a aidé à la réalisation d'un film terrifiant qui vient d'être diffusé sur Channel Four ici en Grande-Bretagne, montrant la dévastation de Falloujah, dit que l'armée américaine a "accru les chances d'une guerre civile en utilisant leur nouvelle garde nationale de chi'ites pour liquider les sunnites à Falloujah". » Fantaisiste lorsque je l'écris, mais réaliste lorsque tu écris la même chose ?

Laisse-moi terminer cette lettre, qui devient déjà trop longue, en te citant une dernière fois. Tu écris que « dans les semaines à venir, le mouvement, aux États-Unis et en Grande-Bretagne tout spécialement, devra faire face à une grande entreprise idéologique visant à nous faire passer pour des antidémocrates partisans du terrorisme » et tu ajoutes : « Dans cette ambiance, très contrairement à tes intentions, ton texte ne nous aide pas, c'est le moins qu'on puisse dire. »

J'ai essayé de montrer pourquoi au contraire mon texte est beaucoup plus utile que la position que tu avais adoptée jusqu'à maintenant, si nous voulons contrer de manière efficace les tentatives de nous présenter comme des « antidémocrates partisans du terrorisme ». Mon article du 1^{er} janvier a apparemment déjà contribué à quelques changements dans ta position. Permets-moi de répéter sa conclusion sur laquelle j'espère que nous sommes entièrement d'accord : « La tâche la plus urgente hors de l'Irak est de compléter les élections du 30 janvier et les actions légitimes de résistance à l'occupation des États-Unis et de leurs alliés en Irak, en construisant aussi largement et efficacement que possible la mobilisation pour la journée mondiale de manifestations contre la guerre du 19 mars 2005. »

Avec mes meilleurs sentiments.

18 janvier 2005

3. Réponse à Gilbert Achcar

Par Alex Callinicos*

C her Gilbert, merci pour ta réponse à ma lettre, qui éclaire certains points de ton premier article (« Les enjeux des élections »), mais qui laisse beaucoup d'autres dans l'obscurité. Il est clair au moins que, dans un sens, la gêne que ton article m'a causée était bienvenue à tes yeux, puisque que cela pourrait créer un choc thérapeutique, t'aidant à éduquer « des secteurs du mouvement anti-impérialiste occidental », et en particulier « le mouvement antiguerre aux États-Unis et en Grande-Bretagne ». Je crains, cependant, qu'en ce qui concerne cette partie de l'audience que tu vises, ni ton premier article ni ta réponse n'aient atteint ce but pédagogique.

Tu m'accuses (de façon quelque peu incohérente, je dois dire), à la fois d'être incohérent moi-même, et de changer de position sous l'influence de ton analyse. Les deux accusations sont liées. L'incohérence est, selon toi, que je dis que c'était la bonne position de soutenir les élections en Irak quand les masses irakiennes les revendi-

quaient il y a un an, mais pas maintenant, quand Bush, Blair & Co les soutiennent. Excuse moi, mais peux-tu me dire où je l'aurais dit, soit dans la lettre que je t'ai adressée, soit ailleurs ? Le pathos que tu cherches à créer par ta rhétorique afin d'exposer l'absurdité de la position que tu m'attribues est tout à fait vain.

Ce que j'ai fait dans ma lettre était de critiquer ton affirmation selon laquelle les États-Unis cherchent actuellement à miner le processus électoral, et d'affirmer que Bush et Blair insistent maintenant pour que les élections aient lieu, pour qu'elles puissent accorder un peu de légitimité au régime client qu'ils essaient de construire. Tu admetts ce point de façon implicite quand tu dis que « Bush et Blair (...) essayent maintenant de tirer de ces élections le maximum (avec un succès fort limité en réalité...) » (Je reviendrai sur les raisons de ce « succès fort limité en réalité ».)

Tu as tout à fait raison lorsque tu dis que ce serait faire preuve d'immaturité politique — et même tout simplement idiot — que de s'opposer aux élections simplement à cause de ce changement de position de la part de la direction politique impérialiste. Je le répé-

te — je ne le dis nulle part. En fait, je dis que « nous devons simplement accepter que la résistance reste divisée sur la participation aux élections », ce qui sous-entend qu'on devrait accepter, en principe, que la participation (sur la base d'une opposition à l'occupation) est, tout comme la résistance armée, une réponse politique légitime à la situation actuelle.

Tu prends cette position comme preuve que tes « arguments ont apparemment eu un impact sur mon point de vue ». Malgré le grand respect que je te dois, j'ai peur que dans ce cas tu n'aies eu aucune influence sur moi. Les prochaines élections prennent une place importante dans le débat sur l'Irak depuis des mois, bien avant que tu n'écrives ton texte. Tu m'accuses en plus de « proclamer "illégitimes" les prochaines élections », mais tu n'as pas lu ma lettre avec suffisamment d'attention. Ce que je nie, c'est que « les élections [vont] produire un régime démocratique légitime en Irak. » Penses-tu que Bush et son proconsul John Negroponte remettront le pouvoir sur le pays à une assemblée populaire après les élections ? Allons donc !

Savoir si les élections elles-mêmes seront

* L'original de cet article a paru en anglais sur le site web Z-Net : <<http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?ItemID=7090>>. Traduit de l'anglais par Colin Falconer.

une expression authentique de la volonté du peuple irakien est en revanche une question ouverte. Robert Fisk est un des nombreux commentateurs à faire remarquer que la moitié de la population irakienne réside dans les quatre provinces où les États-Unis disent qu'il sera difficile d'organiser les élections. Le *Financial Times* rapporte le souci des Nations Unies que le contrôle des élections ne sera pas adéquat — ce qui ne surprend pas quant on connaît le carnage qui existe dans une grande partie du pays (1).



Tu cherches à découvrir des contradictions (dans mon cas, des contradictions imaginaires) chez les autres, mais ta propre position est à peine plus cohérente : « *Je ne dis pas que le mouvement antiguerre ou la gauche anti-impérialiste devraient soutenir les élections (...) et encore moins que nous devrions soutenir leurs résultats indépendamment des circonstances. Je dis seulement qu'il serait très erroné pour le mouvement et pour la gauche de condamner les élections à l'avance.* » Je ne m'amuserais pas à jouer avec la logique et à me moquer de cette formulation plutôt tortueuse, parce que je reconnais que la situation en Irak est complexe et dynamique, et que nos revendications devraient en tenir compte. Je pense que tu dois aussi admettre cela pour les autres.

Là où je suis un peu irrité, c'est lorsque, à propos de Zarqaoui, tu prétends que je me suis « *abstenu de prononcer une telle condamnation explicite* [des atrocités commises par le groupe de Zarqaoui] *jusqu'à ce que votre parti et la coalition antiguerre que vous avez si efficacement construite et dirigée en Grande-Bretagne soient victimes d'une campagne vicieuse lancée par quelques droitiens dans le mouvement syndical qui ont saisi le prétexte de l'atroce tortu-*

re et du meurtre du syndicaliste, membre du Parti communiste irakien, Hadi Salih ».

Cette affirmation est à fois fausse et mystifiante. La Stop the War Coalition, à chaque niveau depuis ses responsables nationaux jusqu'à la base, est beaucoup plus large que le seul Socialist Workers Party (dont je suis membre). La Coalition a tout à fait raison, comme j'ai dit dans ma première lettre, de ne pas prendre position pour ou contre la résistance armée, et elle milite activement pour le retrait de toutes les troupes

étrangères de l'Irak. Ce n'est donc pas principalement sa responsabilité de prendre position sur telle ou telle action armée des groupes irakiens, mais plutôt de dénoncer et d'aider à mettre fin à la violence beaucoup plus grande perpétrée par les États-Unis, la Grande-Bretagne et leurs alliés.

Cependant, la Stop the War Coalition, avec l'Association musulmane de Grande-Bretagne (MAB), a publié un communiqué en septembre 2004 dans lequel ces deux organisations appellent à la libération immédiate de l'otage britannique Kenneth Bigley, qui fut tué plus tard par le groupe de Zarqaoui. Le communiqué dit clairement : « *Il est impossible de justifier l'enlèvement, et encore moins l'exécution d'otages.* » (2) En juin 2004, Michael Berg, le père de la première victime occidentale de Zarqaoui, a fait le voyage jusqu'à Londres dans le seul but de prendre la parole, lors d'une manifestation organisée par la Coalition. Quant à moi, je suis intervenu au nom du SWP, lors d'une des séances plénières les plus grandes du Forum Social Européen de Londres en octobre 2004, précisément pour condamner Zarqaoui. Donc, encore une fois, mon « *changement de (...) position* » est une invention pure et simple.

Tu connais très bien le contexte politique

dans lequel la controverse sur le meurtre de Salih s'est déroulée en Grande-Bretagne. Le Parti communiste d'Irak, qui contrôle la Fédération irakienne des syndicats (IFTU), a, comme tu le reconnais dans une note, soutenu l'occupation dès le début et participé au « *Conseil provisoire de gouvernement* » collaborationniste de Paul Bremer. En octobre 2004, un dirigeant de l'IFTU s'est adressé depuis la tribune au Congrès du Parti travailliste et il a persuadé les délégués de voter contre une motion demandant qu'une date soit fixée pour le retrait des Britanniques de l'Irak. Ce faisant, il a couvert les dirigeants des principaux syndicats, leur permettant de faire sortir Blair de l'embarras, et en même temps de violer les résolutions de leurs propres syndicats et celle du Trade Union Congress en faveur du retrait des troupes.

Ce fut au moment où la Stop the War Coalition critiquait l'IFTU pour son rôle au congrès du Parti travailliste et pour sa collaboration avec l'occupation, que des éléments droitiens dans certains syndicats (notamment le plus important numériquement, UNISON, qui a hébergé l'IFTU à son siège) lancèrent un assaut contre la Coalition. Cette campagne a été alimentée par les actions perturbatrices de quelques imbéciles sectaires lors d'une séance plénière du FSE de Londres, à laquelle un représentant de l'IFTU avait été invité (à tort), et maintenant par le meurtre de Salih.

Il va de soi que le rôle collaborationniste de l'IFTU ne justifie en aucune façon la torture et l'exécution de Salih. Mais il est important de distinguer clairement entre la condamnation de telles atrocités et le soutien à un « *syndicat* » dont les dirigeants « *communistes* », en même temps qu'ils bénéficient de la loi syndicale autoritaire de Saddam, ne s'opposent pas à la tentative illégale de l'occupation de remodeler la société irakienne sur des bases néolibérales. Lorsque les Marines américains attaquaient Falloujah, où étaient donc des hypocrites comme les chroniqueurs pro-guerre britanniques Nick Cohen et Johann Hari qui se sont indignés au sujet du meurtre de Salih ?

Tu sais tout cela, bien sûr, mais la question est importante — on est en train d'utiliser l'assassinat de Salih pour provoquer une scission au sein d'un des groupes antiguerre les plus importants aux États-Unis, Labor against the War. Et, dans ce contexte, déformer l'attitude des membres de la Stop the War Coalition envers de sinistres individus comme Zarqaoui ne nous aide pas — je le

1. "UN Worried over Monitoring of Iraqi Elections", *Financial Times*, 21 janvier 2005.

2. "MAB and STW urge for immediate release of Kenneth Bigley", 23 septembre 2004, www.stopwar.org.uk.

Débat : Irak

répète. Si tu n'apprécies pas que je dise que tu t'approches trop parfois de la rhétorique officielle anglo-américaine, tu devrais faire plus attention à ton propre choix de mots.

D'une certaine façon, cependant, toutes ces questions, aussi importantes soient-elles, sont secondaires par rapport au point principal, qui est ton attitude ambivalente envers la résistance armée à l'occupation. Tu soutiens que tu considères certaines actions comme « légitimes », mais dans une note tu dis : « *Je pense que la première Intifada palestinienne avec ses manifestations de masse et ses lance-pierres fut beaucoup plus efficace que la seconde avec son recours aux armes à feu et aux attentats-suicides (...) Cela ne signifie pas que les actions armées en Irak sont inefficaces ; elles sont efficaces, bien plus qu'en Palestine.* »

Ta position, donc, semble être que tu préférerais que les Irakiens participent à des manifestations pacifiques de masse, mais que tu reconnais que la lutte armée, même si elle n'est pas ce que tu préférerais, est « efficace ». Je pense qu'il est important de faire la différence entre ce qu'on préfère et la réalité. Je préférerai voir en Irak un mouvement de masse comme celui qui s'est développé pendant la Révolution de 1958, dont l'histoire a été si magnifiquement reconstruite par ton ami Hanna Batatu (3). En fait, je préférerai des grèves de masse et des conseils ouvriers et paysans (un peu utopique, peut-être, étant donné que le chômage dépasse les 70 %)...

Mais la réalité est que c'est une guérilla classique menée par une large gamme de forces politiques, dont la plupart sont très loin de nous deux sur le plan idéologique, qui a créé la situation difficile que connaît actuellement l'occupation. Les élections — obtenues de haute lutte par les manifestations d'il y a un an — ont contribué à cette crise, mais elles ne sont pas au cœur de celle-ci. La raison pour laquelle la lutte armée est plus efficace en Irak qu'en Palestine est très simple. Les Palestiniens confrontent un État colonisateur qui possède une base populaire et une

armée citoyenne puissamment équipée, ce qui les laisse largement inférieurs en nombre en Israël et dans les territoires occupés. En Irak, deux cent mille militaires des forces d'occupation affrontent une population de 26 millions qui, en dehors des zones kurdes, rejette massivement leur présence. Ceci est une recette pour une défaite des États-Unis — non pas, bien sûr, une défaite militaire en combat frontal, mais une usure implacable de la volonté politique des puissances d'oc-

cupation. ve d'éliminer l'un après l'autre les centres les plus maximalistes de résistance à l'occupation.

Cette stratégie a été facilitée par Sistani, le personnage clé de l'establishment chi'ite. Il utilisa la crise à Najaf en août 2004 pour marginaliser Sadr, son rival politique chi'ite le plus important. Et il resta les bras croisés pendant l'écrasement de Falloujah. Je me demande pourquoi tu ne réponds pas à ce que j'ai dit à ce sujet dans ma première lettre.

Je me demande aussi ce que tu penses de l'abandon apparent par la liste électorale soutenue par Sistani de la revendication du retrait des forces américaines après les élections. Selon le *Financial Times* : « *La Coalition irakienne unifiée, qui rassemble les principaux partis chi'ites islamiques du pays, a également inclus un appel à des négociations en vue d'établir un calendrier pour le retrait des troupes. Quoique étant une des priorités du projet de programme, cette proposition a été "diluée", et elle appelle maintenant à la construction de la capacité des Irakiens de créer une "indépendance en matière de sécurité", dit Mouwaffak al-Rubbaie, conseiller national au gouvernement pour les questions de sécurité et candidat de la Coalition.* » (4)

Dans un sens, ton affirmation que les États-Unis cherchent à englober l'Irak dans le chaos peut très bien s'avérer exacte. Le chaos — un bain de sang barbare, la désintégration de la vie quotidienne, une lutte intercommunautaire dans ce qui était une des sociétés les plus avancées du Moyen-Orient — pourrait bien, en effet, s'avérer être le véritable

legs d'une mission impérialiste censée apporter la « révolution démocratique » à l'Irak. C'est le petit secret inavouable derrière le sermon de Bush lors de son discours inaugural au sujet de la « flamme indomptée de la liberté ». Rarement le jugement de Tacite sur l'empire romain — « *Soliditudinem faciunt, pacem appellant* » (« ils créent un désert, et ils l'appellent la paix ») — a-t-il été aussi adapté. Quelles que soient nos différences, nous sommes unis face à cet empire américain monstrueux.

Meilleures salutations.

23 janvier 2005



cupation de demeurer.

C'est la raison pour laquelle il est si important pour eux de jouer la carte chi'ite. Le pire moment jusqu'à présent pour Bush était en avril 2004, lorsque Bremer commit l'erreur stupide de lancer une offensive sur deux fronts — contre Falloujah dans le triangle sunnite et contre les partisans de Sadr à Bagdad et dans le Sud. Après avoir battu en retraite par nécessité, les Américains (ayant peut-être appris des leçons de leurs prédécesseurs britanniques, qui étaient passés maîtres de ce genre de tactique impériale) adoptèrent la stratégie du « salami », en se lançant à l'assaut de Sadr en août et ensuite de Falloujah en novembre dans une tentati-

3. H. Batatu, *The Old Social Classes and the Revolutionary Movements of Iraq*, Princeton 1978.

4. "Election Hopefuls Pay Lip Service to Idea of US Troop Withdrawal", *Financial Times*, 19 janvier 2005.

4. Seconde réponse à Alex Callinicos

Par Gilbert Achcar*

Cher Alex, merci de ta réponse à ma réponse. Les questions que nous discutons sont importantes. Malheureusement je pense que tu as eu recours à quelques tours polémiques regrettables. Permits-moi donc de les évoquer brièvement avant d'aborder les questions substantielles.

Tu commences par une tentative de me ridiculiser en déformant ce que j'ai écrit. Si j'avais réellement prétendu vouloir « éduquer » des secteurs du mouvement anti-impérialiste occidental, etc., ton sarcasme au sujet du « *but pédagogique* » que tu me prêtes aurait pu être justifié. Mais j'ai écrit que je voulais « prévenir » ces secteurs — en tant que camarades de lutte et non comme des enfants ou des élèves — contre ce que j'ai considéré comme une très sérieuse erreur de jugement au sujet de la situation en Irak. N'est-il pas du devoir de toute personne engagée dans la construction du mouvement de le prévenir des pièges qu'on voit se dessiner à l'horizon, en particulier sur des questions et des zones géographiques dont on peut légitimement prétendre avoir une connaissance intime et spécifique ?

Le principal argument de ta réplique, en ce qui concerne les élections, c'est que tu n'as pas écrit qu'elles seront illégitimes, mais seulement qu'elles ne produiront pas un « régime démocratique légitime » — tu soulignes « *régime* ». Puis tu expliques (je laisse le style de côté) que tu as seulement voulu dire que « *Bush et son proconsul John Negroponte [ne] remettront [pas] le pouvoir sur le pays à une assemblée populaire après les élections.* »

Si c'était bien ce que tu avais écrit et voulu dire, je n'aurais certainement pas objecté, puisque j'avais moi-même écrit dans mon article original : « *Que fera Washington après les élections du 30 janvier ? Il est difficile de le prévoir. L'administration Bush a un objectif stratégique clair : s'assurer le contrôle de l'Irak à long terme.* » J'avais ajouté qu'ils pourraient recourir, s'ils étaient confrontés à une assemblée voulant les mettre dehors, à la division du pays selon des lignes confessionnelles et ethniques employant la vieille recette impériale éprouvée « *diviser pour régner* ».

Mais la vérité, c'est que tu n'as cité qu'une partie de la phrase que tu as écrite dans ta précédente lettre, alors que mes observations concernaient tout ton argument. Tu avais écrit en réalité : « *Mais les élections*

produiront-elles un régime démocratique légitime en Irak ? Non, pas plus qu'en Afghanistan. L'occupation continuera. Le régime fantoche restera en place. » (Je souligne.)

Il n'est pas besoin d'être expert en philologie pour comprendre que ce que tu voulais dire n'était pas (seulement) que l'occupation et le contrôle du pays par les États-Unis allaient se poursuivre, mais aussi que le « *régime fantoche* » restera en place. L'équivalent irakien de ce qui existe en Afghanistan, c'est le gouvernement d'Allaoui. Mais si la liste d'Allaoui « *remportait* » les élections comme Karzaï l'a fait en Afghanistan, personne n'aurait de doutes sur le fait que ces élections sont tout à fait illégitimes (truquées, ou quelque chose du même genre) à la lumière de ce que l'on sait de l'état d'esprit de la population arabe irakienne. Juste après cette affirmation péremptoire, tu écris : « *Cela signifie que si le vote populaire est relativement authentique en janvier, le mouvement antiguerre devra demander que les États-Unis et leurs alliés se retirent immédiatement, permettant ainsi à la nouvelle assemblée de choisir un gouvernement qui reflète réellement les aspirations du peuple irakien.* » (Je souligne.) Alors de quoi s'agit-il ? Du maintien assuré du régime fantoche ou d'un gouvernement qui reflète réellement les aspirations du peuple irakien ? Ne vois-tu pas là une incohérence ?

Je suis heureux de prendre note de ce que tu écris en ce qui concerne la position que vous avez prise en Grande-Bretagne à l'égard de certaines formes de violence condamnables en Irak. Toute argutie de ma part sur cette question serait déplacée, car je suis entièrement solidaire de votre lutte anti-impérialiste contre le gouvernement Blair. Ce qui est essentiel de mon point de vue, c'est que votre position en ce qui concerne la résistance irakienne, qu'elle soit nouvelle ou conforme dès le début, coïncide en substance avec celle que j'ai exprimée. Par conséquent, à la lumière de cela et de ce que tu dis dans ta lettre récente — ou tu reconnais que « *la participation (sur la base d'une opposition à l'occupation) est, tout comme la résistance armée, une réponse politique légitime* » — la « *consternation* » que tu as ressentie à la lecture de mon article d'origine et le besoin urgent que tu as conséquemment ressenti d'écrire une lettre le réprouvant, semblent aujourd'hui largement

surmontés. Que j'aie contribué ou non à ce résultat est tout à fait secondaire.

Mais permets-moi de poursuivre. Tu crois que les actions armées en Irak sont plus efficaces que le mouvement de masse des chi'ites. Je ne partage pas cet avis. Si Washington faisait seulement face à l'insurrection armée chez les sunnites (20 % de la population) et avait le soutien des chi'ites (60 %) aussi bien que des Kurdes (20 %), crois-tu sérieusement qu'il n'aurait pas été capable d'écraser les insurgés — fut-ce au prix de plusieurs Falloujah et même pire ? D'autre part, même s'il n'y avait aucune forme d'insurrection armée nulle part en Irak, n'est-il pas évident que Washington et Londres auraient le plus grand mal à y maintenir leurs troupes face à des manifestations massives de la population exigeant leur retrait ? Imagine seulement à quel point votre tâche en Grande-Bretagne, et la tâche du mouvement antiguerre aux États-Unis et partout dans le monde, serait plus facile si l'Irak avait connu des manifestations de masse pour le retrait des troupes, à l'image de celles qui ont renversé le Shah d'Iran ou, encore, celles appelées par Sistani en janvier 2004, plutôt que des assassinats et des décapitations aveugles.

Bien sûr, il s'agit là de mes préférences. Tu declares « *qu'il est important de faire la différence entre ce qu'on préfère et la réalité* » (pourtant la stratégie de la mobilisation de masse a déjà été utilisée en Irak). Il n'en reste pas moins qu'exprimer ses préférences stratégiques est une composante légitime et nécessaire de ce que nous, militant/es pour la justice sociale, sommes supposés faire, à savoir apprendre de l'expérience historique et promouvoir les meilleures formes de lutte (celles qui dont le coût en vies humaines et en destructions est le plus bas, à condition qu'elles soient efficaces pour atteindre nos buts légitimes) dans les situations qui s'y prêtent.

Pour conclure, je réponds à ta question concernant l'attitude de Sistani. Ce que j'ai écrit dans mon article d'origine à son sujet aurait dû être assez clair. Sistani est un dirigeant islamique socialement rétrograde — une catégorie à propos de laquelle les personnes qui partagent tes opinions sont en général beaucoup plus conciliantes que je ne

* Ce texte a été publié à l'origine sur le site web Z-Ner : <http://www.zmag.org/content/showarticle.cfm?SectionID=15&ItemID=7120>. Traduit de l'anglais par J.M.

Débat : Irak

le suis. Il est évident que je ne peux partager ses buts stratégiques. Il a voulu des élections, et il veut un calendrier de retrait des forces d'occupation, parce qu'il est déterminé à obtenir un gouvernement de la majorité (chi'ite), sous sa tutelle. Je suis résolument en faveur du gouvernement de la majorité — en tant que règle permanente, et non en tant que moyen de parvenir à quelque fin non démocratique — mais avec un programme social et politique radicalement différent. Qui plus est, Sistani n'est certainement pas un « *anti-impérialiste résolu* » et le genre d'attitude qu'il finira par adopter envers les États-Unis n'est certainement pas clair. C'est pourquoi j'ai écrit dans ma précédente réponse ce passage qui semble t'embarrasser, bien qu'il soit parfaitement com-

à ce sujet dans ma première lettre. » Le fait est que j'ai déjà écrit ce qui suit dans mon article d'origine : « *La tentative d'écraser le mouvement de Moktada al-Sadr culmine dans la ville chi'ite de Nadjaf. Sistani, après avoir laissé le jeune al-Sadr s'enfermer dans une situation où il était au bord d'une écrasante et sanglante défaite, intervint pour arrêter les États-Unis, confirmant ainsi son leadership absolu sur la communauté chi'ite.* »

Quant à Falloujah, je ne peux que condamner la demi-réprobation tardive de l'assaut états-unien par Sistani, si c'est ce que tu veux savoir (et si tu avais un doute à ce sujet !). Il faut cependant tenir compte de la situation dans son ensemble. Il est bien connu que les chi'ites ont été victimes, des

si sa désapprobation verbale fut plus forte, n'a pas mobilisé non plus.

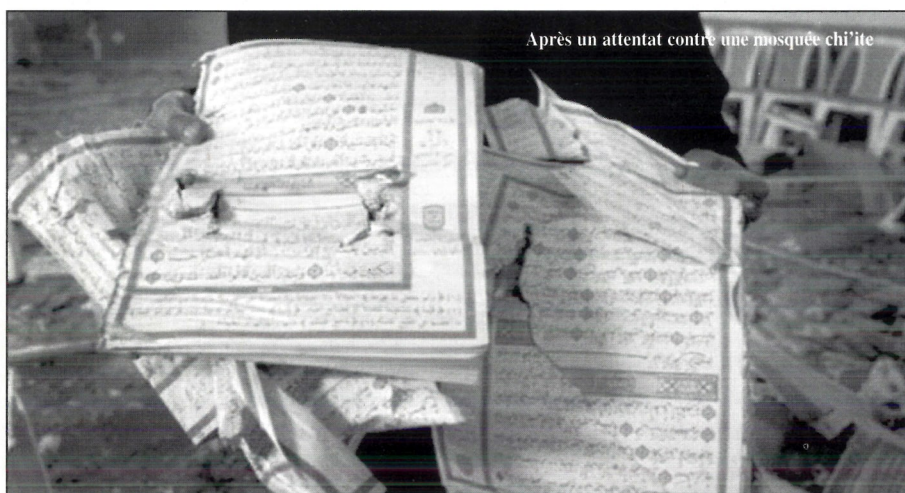
Tu me demandes encore : « *Je me demande aussi ce que tu penses de l'abandon apparent par la liste électorale soutenue par Sistani de la revendication du retrait des forces américaines après les élections.* » Ma réponse : je ne pense rien d'un non-événement. Mouwaffak al-Rubaie, qui est cité dans l'article du *Financial Times* que tu évoques, n'est pas une personnalité dirigeante de la « *Coalition irakienne unifiée* » (ses dirigeants clés sont al-Hakim et Sistani lui-même dans les coulisses) et ne représente aucune force, mais seulement sa propre personne et quelques connections familiales (bien que les forces véritables pourraient avoir recours à lui à un certain moment, pour cette même raison, en tant que figure de compromis). Il est cependant évident et certain que le gouvernement dominé par les chi'ites ne va pas appeler à un retrait immédiat de toutes les troupes états-uniennes — les principales forces chi'ites n'ont jamais dit qu'elles le feraient. Elles veulent négocier un calendrier de retrait, conçu de façon à leur permettre d'accumuler des forces armées sous leur propre contrôle, capables de contrer les bassistes et les fanatiques sunnites qui ne se soumettront jamais à un gouvernement de la majorité et qui, sans aucun doute, continueront et intensifieront leurs attaques confessionnelles lorsqu'un gouvernement dominé par les chi'ites accédera au pouvoir.

Quoi qu'il en soit, il faut toujours garder les enjeux à l'esprit. Indépendamment de ce que telle ou telle personnalité chi'ite peut dire, il est indiscutable — et tous les témoignages sont unanimes à ce sujet — que la grande majorité, sinon la totalité, des masses chi'ites irakiennes (deux tiers de la population et les plus pauvres des pauvres) aspirent à trois choses : les élections, un gouvernement de la majorité et le retrait des troupes d'occupation. Aucun/e anti-impérialiste ne devrait oublier ce fait décisif en élaborant sa position sur l'Irak.

Finalement, permets-moi d'amender ta phrase de conclusion. Au lieu de : « *Quelles que soient nos différences, nous sommes unis face à cet empire américain monstrueux* », je conclurais plutôt ainsi : Quelles que soient nos différences, nous sommes unis face à ce monstrueux système impérialiste et tous ses laquais et alliés, y compris les gouvernements de nos propres pays. Je ne doute pas que tu approuveras entièrement mon amendement.

Meilleures salutations.

23 janvier 2005



préhensible : « *Je te prie de noter que je ne dis pas que le mouvement antiguerre ou la gauche anti-impérialiste devraient soutenir les élections — aussi longtemps du moins que Washington ne tente pas de les annuler — et encore moins que nous devrions soutenir leurs résultats indépendamment des circonstances. Je dis seulement qu'il serait très erroné pour le mouvement et pour la gauche de condamner les élections à l'avance, ce qui nous mettrait probablement en porte-à-faux avec la grande majorité du peuple irakien.* »

Il semble que nous soyons maintenant d'accord sur cela, ce dont je suis heureux comme je l'ai déjà dit. L'attitude à adopter envers ce qui sortira des élections est quelque chose que nous définirons en temps utile, selon les circonstances concrètes, et non à l'avance sur la base de conjectures inutiles.

Tu m'interroges sur Sistani : « *Il utilisa la crise à Nadjaf en août 2004 pour marginaliser Sadr, son rival politique chi'ite le plus important. Et il resta les bras croisés pendant l'écrasement de Falloujah. Je me demande pourquoi tu ne réponds pas à ce que j'ai dit*

décennies durant, d'une oppression spécifique, qui s'additionnait à l'oppression terrible dont toute la population irakienne a souffert sous Saddam Hussein. Très vite après le chute du régime baassiste, ils ont commencé à être visés sans discernement par des attentats mortels revendiqués par des groupes sunnites, utilisant un vocabulaire confessionnel détestable — quasi raciste — pour décrire les chi'ites. On doit reconnaître au moins un fait : les forces chi'ites irakiennes, inspirées par Sistani, ont eu jusqu'à maintenant le grand mérite de n'être pas tombées dans ce piège et de n'avoir pas eu recours, en représaille, au même type de violence et au même type de langage, choisissant de faire une nette distinction entre les groupes fanatiques confessionnels et la majeure partie des sunnites irakiens. Étant donné ce que Sistani savait — ou avait entendu dire — concernant la nature des forces dominantes à Falloujah avant le dernier assaut états-unien, un mélange de baassistes et de fanatiques sunnites selon la plupart des reportages, il n'est pas vraiment étonnant qu'il n'ait pas mobilisé pour cet assaut. Note que Moktada al-Sadr lui-même,